

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 447 — 20 PAGES — VENDREDI 1er SEPTEMBRE 1978

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 L; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'AFFAIRE DU DC-3 DISPARU EN MÉDITERRANÉE

La police de l'air ouvre une enquête

LIRE PAGE 20

Le règlement en Namibie

Les réticences de Pretoria

S'il est adopté sans amendements par le Conseil de sécurité, le plan de M. Kurt Waldheim pour l'accession à l'indépendance de la Namibie nécessitera la plus importante intervention jamais réalisée par l'Organisation des Nations unies depuis la guerre du Congo en 1960 et 1964. Prévoyant l'envoi sur place de sept mille cinq cents « casques bleus » et des dépenses de l'ordre de 300 millions de dollars, il mobilisera, pour une période de douze mois, l'essentiel des moyens de l'Organisation internationale, dont le budget total est de 975 millions de dollars.

Il est vrai que la partie s'annonce délicate dans l'ancienne colonie allemande. Chacune des quatre phases du plan de règlement élaboré sera sans doute fertile en incidents. Il s'agira d'abord d'obtenir un cessez-le-feu général et une démobilisation des « diverses forces armées », c'est-à-dire des guérilleros de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) et de l'armée sud-africaine. Les élections ne devraient ensuite avoir lieu qu'après l'abolition des lois discriminatoires, la libération des prisonniers et le retour des exilés. Dans une troisième étape, une Constitution sera rédigée et adoptée avant l'accession finale à l'indépendance. Initialement prévues pour le 31 décembre par Pretoria, les élections, selon le rapport de M. Waldheim, ne pourront se dérouler que vers le mois d'avril, soit sept mois après la décision effective du Conseil de sécurité.

Cette question de calendrier est évidemment fondamentale. L'Afrique du Sud proteste aujourd'hui vigoureusement contre ce nouveau délai imposé par l'ONU, qui, selon elle, permettra à la SWAPO de s'organiser pour « prendre le pouvoir par les armes ». Pretoria eût préféré abréger au maximum la période intérimaire, conservant ainsi l'avantage politique que lui donne encore sa propre conception du maintien de l'ordre. Soumise à des pressions internationales de plus en plus fortes, l'Afrique du Sud, qui redoute l'arrivée au pouvoir à Windhoek d'une équipe hostile à ses thèses, ne semble d'ailleurs pas avoir renoncé tout à fait à une solution « à la rhodésienne », c'est-à-dire à un « règlement interne » mettant hors jeu les animateurs de la guérilla.

Les Occidentaux craignent une telle éventualité, qui ruinerait au dernier moment les chances de leur propre plan et relancerait « ipso facto » la guérilla, entraînant sans doute à moyen terme une intervention cubaine. Le projet présenté par M. Waldheim devrait permettre de couper court à ces tentations sud-africaines.

Pretoria ne s'y est pas trompé qui dénonce aujourd'hui l'importance des effectifs prévus par l'ONU. M. Waldheim entend manifestement confier à la force internationale un rôle prépondérant durant la délicate période intérimaire au détriment des contingents sud-africains demeurés sur place.

Malgré l'importance de ces divergences, le refus sud-africain ne paraît pourtant pas définitif, et le processus de règlement est désormais trop engagé pour ne pas être irréversible. La récente mission accomplie en Afrique du Sud par M. Mark Ahtisaari avait permis de conclure qu'il subsistait des « difficultés techniques ». On laisse entendre aujourd'hui à Pretora qu'elles sont toujours négociables. Certes, le « plan Waldheim », qui ruine les espérances des Namibiens « modérés » regroupés au sein de l'Alliance démocratique de la Turnhalle, comporte des risques de radicalisation. Face à la SWAPO se dresseraient alors les « durs » d'une extrême droite blanche décidée à se maintenir coûte que coûte en Namibie.

M. Waldheim propose l'envoi de 7 500 « casques bleus »

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a proposé mercredi 30 août l'envoi d'une force des Nations unies, forte de sept mille cinq cents hommes, pour assurer le maintien de l'ordre en Namibie durant la période transitoire à l'indépendance.

Dans un rapport résumant les conclusions de la récente mission de M. Martti Ahtisaari en Namibie, et soumis au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU se prononce également pour l'envoi de quelque mille deux cents civils chargés de superviser les élections dans l'ancienne colonie allemande administrée par l'Afrique du Sud. Les propositions de M. Waldheim seront examinées par le Conseil, vraisemblablement au cours du week-end ou au début de la semaine prochaine.

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, a d'ores et déjà critiqué mercredi 30 août les propositions de M. Waldheim, affirmant qu'elles pourraient constituer de « graves obstacles » à la solution du problème namibien. Pretoria estime notamment que les effectifs prévus par le secrétaire général de l'ONU sont trop nombreux et que la date prévue pour les élections est trop éloignée.

(Lire nos autres informations page 4.)

Les troubles au Nicaragua

● Le général Somoza refuse de se retirer
● Les combats se poursuivent en province

Les combats se sont poursuivis mercredi 30 août à Matagalpa, la troisième ville du Nicaragua, entre insurgés et forces de la garde nationale. La ville a été à nouveau bombardée par l'aviation gouvernementale, et le propre fils du président, le commandant Somoza, a mené l'assaut contre les positions des guérilleros.

Douze personnes ont été tuées, selon le gouvernement. D'autres sources font état de vingt-cinq morts. L'archevêque de Managua, Mgr Obando, et le président de la Croix-Rouge nicaraguayenne, tentent de jouer les médiateurs.

La grève générale lancée vendredi 25 août par l'opposition pour obtenir le départ du président Somoza est très largement suivie en province, et partiellement dans la capitale. Le président, retranché dans son bureau et protégé par la garde nationale, a réaffirmé son intention de rester à son poste.

Les Etats-Unis, comme l'indique notre correspondant à Washington, n'ont pas encore adopté une position claire à l'égard de leur ancien protégé. L'administration américaine est partagée entre son souci des droits de l'homme, manifestement violés au Nicaragua depuis plus de quarante ans, et la crainte d'une prise de pouvoir par les guérilleros d'extrême gauche du Front sandiniste de libération nationale.

L'ombre de Saint-Domingue

Les Etats-Unis, qui appliquent, non sans ambiguïté, depuis six mois une politique de « neutralité officielle » à l'égard du général Anastasio Somoza, *semblent aujourd'hui redouter un soulèvement populaire généralisé* qui installerait un régime révolutionnaire de gauche à Managua. L'*ombre de la crise dominicaine de* 1965 reste présente.

La nouvelle bourgeoisie industrielle du Nicaragua, renforcée à la faveur du spectaculaire « boom » économique des années 60, réclame de son côté, avec une insistance qui illustre son désarroi, la « démission » du *général Somoza. « Qu'il parte le plus vite possible... »*

Elle espère ainsi que le pays ne basculera pas dans une véritable guerre civile et entend préserver les intérêts de l'entreprise privée, aujourd'hui en contradiction avec ceux de la famille Somoza mais clairement menacés par les leaders sandinistes *qui affirment vouloir en terminer « avec le capitalisme ».*

Les patrons nicaraguayens ont accepté de s'associer à la grève générale lancée par les forces de l'opposition au lendemain du « triomphe » du commando sandiniste ayant occupé le palais national de *Managua pendant deux jours.* Mais ils ne souhaitent pas une participation des dirigeants du Front de libération à la mise en place d'un régime plus « libéral », débarrassé de la tutelle pesante et archaïque du clan Somoza.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

Uue nouvelle pratique sociale

par BERNARD STASI (*)

Jamais, depuis 1945, la conjoncture économique internationale n'a été aussi déprimée que ces dernières années. Et pourtant, malgré cette période de « vaches maigres », qui aurait pu être une cure d'assainissement, l'économie mondiale n'a pas retrouvé la santé : le recyclage des « pétrodollars » est resté superficiel et fragile, les déséquilibres des paiements internationaux de certains pays occidentaux sont aigus et les dificultés d'adaptation des économiques industrialisées aux mutations de la concurrence mondiale ne paraissent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, en voie de se résorber.

Bien plus, dans ce contexte peu stimulant, la France est confrontée à des difficultés spécifiques. Après avoir connu, depuis vingt ans, la croissance la plus rapide de tous les pays de la Communauté économique européenne, notre *économie doit trouver* un nouveau souffle : souvent « dopée » par des aides publiques, elle s'est habituée à trouver dans l'inflation la solution à tous ses déséquilibres. Il lui faut donc être « purgée », l'expression n'est pas trop forte, afin de reposer sur des bases moins artificielles et d'adopter des comportements plus sains.

* * *

Plus les difficultés sont importantes, moins le fatalisme est de mise. Au cercle vicieux inflation-récession-chômage, il faut substituer ce que l'on aimerait pouvoir appeler un cercle vertueux. Celui-ci appelle une nouvelle politique des prix et de la concurrence ; il passe aussi par un redressement du marché financier et une stimulation de la création des entreprises.

La *libération des prix* est, incontestablement, de toutes les orientations de la politique économique de l'actuel gouvernement, celle qui a le plus frappé l'opinion publique. Elle est manifestement mal comprise par des consommateurs qui ne savent pas toujours qu'en libérant les prix on peut obtenir leur baisse et qu'à l'inverse, en les fixant de façon administrative, on provoque des effets de nivellement par le haut qui renforcent les tensions inflationnistes. Ce n'est pas par hasard, c'est encore moins par masochisme, si tous les pays européens ont abandonné le contrôle des prix, jugé partout inefficace, parce que facilement tourné, et pervers, parce que faussant les décisions des acteurs économiques.

Beaucoup mieux que par le contrôle des prix, la régulation peut être assurée par la *concurrence*. Seule celle-ci peut réellement obliger les entreprises à serrer leurs prix et à améliorer *leurs produits. Or* une politique de la concurrence ne s'improvise pas. En France, vingt ans après le rapport Rueff-Armand, presque tout est à faire dans ce domaine : les ententes, les arrangements, les rentes de situation abondent au détriment du consommateur ; un rapport administratif récent (1) démontre éloquemment comment, par exemple, les transports terrestres français sont emprisonnés dans un cadre malthusien et anachronique. En vérité, si la concurrence est si mal aimée, y compris de ceux qui font semblant de la réclamer, c'est qu'elle dérange : elle *exige, en effet, à tout* moment, des entreprises, qu'elles s'adaptent à leurs clients... Aussi bien au plan interne qu'au plan international, une vigoureuse politique « anti-trust » doit être mise en œuvre pour lutter enfin contre les ententes, les monopoles, les positions dominantes.

* * *

Le redressement du *marché financier* s'intègre logiquement dans ces nouvelles perspectives. Soyons clair, il ne s'agit pas seulement de la revitalisation de la Bourse, mais, beaucoup plus profondément, de la libération et de la réanimation de l'ensemble des circuits financiers. Trop cloisonnés, ces circuits alimentent trop bien certaines chasses gardées et insuffisamment ce qui constitue la pierre angulaire de notre économie, c'est-à-dire l'industrie. Particulièrement mal traitées, les petites et moyennes entreprises se voient ainsi privées des moyens de financer leur développement. Sans doute retrouve-t-on là, mais ce n'est *pas* le seul problème, des obstacles culturels : il faut rendre à des Français trop souvent méfiants la fierté de leur industrie, tant il est vrai que de sa santé *dépend l'avenir de notre économie* et l'indépendance de la nation.

Enfin, la *création des entreprises*. On insiste parfois trop, depuis quelque temps, sur la nécessité de tonifier les entreprises existantes et d'assurer leur redéploiement. Les entreprises nouvelles sont, à l'évidence, plus aptes à satisfaire de nouvelles demandes en s'orientant vers les nouveaux produits et les nouveaux marchés. Il faut donc encourager la natalité des entreprises, diffuser l'innovation, faire que notre société soit plus expérimentale. Seul un vaste effort, portant sur la fiscalité comme sur l'enseignement, peut aboutir, à terme, à un véritable changement dans ce domaine.

Cette nouvelle politique économique doit être inséparable, dans sa conception et son application, d'une politique sociale active et résolument novatrice, ainsi que de mesures de décentralisation effectives.

L'adhésion de l'ensemble des Français ne sera obtenue que si les efforts déployés pour en expliquer le bien-fondé et les modalités sont nettement accrus. On sait combien les anticipations des agents économiques en matière d'évolution des prix et des revenus influe sur la production et sur la consommation, sur l'épargne et sur l'investissement.

Pour la mise en œuvre de cette politique de communication, le commissariat au Plan pourrait constituer une instance privilégiée : à condition de redevenir un lieu de rencontre et de dialogue, il contribuerait ainsi à instaurer un débat essentiel, nourri de prévisions réalistes et, partant, plus crédibles.

Mais la difinition et la mise *en œuvre* de la politique économique et sociale ne devraient plus, à l'avenir, s'effectuer exclusivement au plan national : les problèmes relatifs à l'emploi comme ceux concernant les créations d'entreprises et les P.M.E., par exemple, ne peuvent être résolus de manière uniforme à partir de procédures définies et gérées à Paris.

(Lire la suite page 6.)

* Ancien ministre, député de la Marne, vice-président de l'Assemblée nationale (U.D.F.).

(1) Le rapport Guillaumat (N.D.L.R.). *Le Monde* du 12 juillet 1978.

LA POLITIQUE PÉTROLIÈRE

La libération des prix sera totale en 1980

MM. Giraud et Monory ont commenté le 30 août, au cours de deux conférences de presse, les décisions arrêtées le même jour par le conseil des ministres en matière pétrolière (lire page 17). *La mesure la plus spectaculaire concerne les prix des produits pétroliers qui devront tous être libérés le 1er janvier 1980. En attendant, les carburants ne baisseront pas, M. Barre désirant éviter des «* mouvements en dents de scie *» sur les prix à la pompe au cas où, comme il est prévisible, l'OPEP déciderait une augmentation du pétrole à compter du 1er janvier. Il n'est pas exclu cependant que les pompistes soient autorisés dans les semaines à venir à consentir des rabais supplémentaires de quelques centimes. Cette disposition concernera les super marchés.*

Bien que le ministre de l'industrie ait mis l'accent sur la maîtrise que conservera l'Etat sur la structure des approvisionnements de la France, « point fondamental *», la nouvelle politique pétrolière, basée sur un développement de la concurrence, marque un incontestable infléchissement dans un sens libéral de l'action dirigiste et nationaliste menée depuis cinquante ans par la France dans ce domaine.*

Cette orientation libérale ne semble pas rencontrer un accueil très favorable de l'opinion puisque, selon le sondage Figaro-Sofres publié ce 31 août, 41 % seulement des Français (contre 44 % en juin), font confiance à M. Barre pour résoudre les problèmes économiques de la France ; 52 % (49 % en juin) sont d'un avis contraire.

L'abandon d'un certain nationalisme

Entre libéralisme et dirigisme, la voie médiane est souvent impossible. Depuis le 30 août, il est clair que la politique pétrolière de la France, après avoir longtemps suivi la seconde voie, s'engage dans la première. L'abandon des quotas d'importation, l'élargissement décidé des délivrances d'autorisations d'importations, l'annonce de la libération dans quinze mois de tous les prix des produits pétroliers (le 1er janvier 1980) ont une dynamique propre, qui peut amener *le marché français à rassembler*, à terme, à celui de son voisin allemand.

Certes, la notion de monopole d'Etat de l'importation pétrolière délégué à des compagnies n'est pas encore remise en cause. Mais les objectifs qu'énonçait le législateur en 1928 — *« contingenter raisonnablement tous nos fournisseurs étrangers, de manière à respecter les importateurs français qui ont su garder une certaine indépendance et reconstituer notre industrie du raffinage »* — sont oubliées.

Chantre du libéralisme, M. Monory peut donc être content des décisions adoptées en conseil des ministres, même si l'arbitrage lui a été défavorable sur le prix de l'essence. *« Ce qui est important*, explique-t-il, *c'est que maintenant la libération du secteur pétrolier est inscrite dans le texte. Il n'y a pas de raison que ce qui est bon pour l'économie française ne le soit pas pour le pétrole. »*

A cette volonté du ministre de l'économie de faire entrer l'industrie française dans *« l'ère de la transparence des frontières et de la compétition »*, il faut reconnaître le mérite de la cohérence. *« Pourquoi*, dit-il, *continuer indéfiniment à protéger un marché et obliger ainsi le consommateur à payer un surcroît pour le maintien de structures dont on n'a plus besoin. »*

L'introduction d'une certaine concurrence peut être saine. Si depuis des mois les compagnies vantaient la protection totale du marché par la loi, c'est sans doute qu'elles y trouvaient leur compte, malgré quelques jérémiades sur leurs pertes économiques. Mais le pétrole, qui sert à faire « tourner » l'économie, est-il un produit comme les autres ? Peut-il être libéré comme le reste ?

On rétorquera que le contrôle des approvisionnements est renforcé. Certes, mais la taille des principaux opérateurs pétroliers — les fameux « majors » — n'est-elle pas, en soi, un péché contre les lois de la concurrence ? Il ne se passe guère de semaines aux Eats-Unis sans que soit dénoncée une atteinte par ces firmes aux règles du marché.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR

LA TIRELIRE

La diminution du prix de l'essence, bien entendu, personne n'y croyait. Et, de toute façon, dans la chute libre du pouvoir d'achat, la chose n'aurait pas eu beaucoup plus d'effet que de déployer son mouchoir comme parachute.

Pourtant, le gouvernement a tenu parole. Seulement, fidèle à son style de père de famille économe, au lieu de nous donner la piécette, il l'a mise dans la tirelire afin d'en faire en notre nom bon usage.

Voici donc le petit cochon rose de terre cuite dépositaire de la maigre étrenne, mais, de grâce, qu'on n'y touche pas : il est fêlé.

ROBERT ESCARPIT.

A TRAVERS LA LITTÉRATURE AUSTRALIENNE

Signaux des antipodes

Le pays de soleil à l'hospitalité généreuse, où le vin des vallées (Hunter, Barossa) est bon, *commence à donner sa mesure*. La vitalité culturelle de l'Australie s'affirme depuis plusieurs années avec une force indiscutable. « Le Monde » s'en est fait l'écho à diverses reprises (1). L'attribution du prix Nobel 1973 de littérature à Patrick White en demeure un signe éclatant.

« L'Œil du cyclone », *dernier de* ses livres traduits en français, est paru récemment chez Gallimard. Il s'agit d'un roman de haute volée, dont la publication mérite d'être saluée. Encore ne saurait-elle servir d'alibi : on est en droit de déplorer que si peu d'écrivains de là-bas figurent *au catalogue des éditeurs* parisiens.

Les lecteurs francophones sont trop maintenus dans l'ignorance *d'une littérature étrangère de qua*lité, de même que les spectateurs se voient privés d'excellents films australiens parce que les distributeurs ne se décident pas à les prendre.

Tôt ou tard, *cette situation* va changer. Les antipodes, aujourd'hui, ce n'est plus le bout du monde. Concorde nous met à quatorze heures de Melbourne. Une ambassade toute neuve, due à un grand architecte « aussie » (2), se dresse depuis peu non loin de la tour Eiffel, au bord de la Seine : on a déjà pu y admirer une exposition du peintre Sidney Nolan. Les indices précurseurs d'une meilleure connaissance de l'Australie sont dès à présent nombreux.

(Lire, dans « le Monde des livres », page 11, l'article de JEAN-PAUL DELAMOTTE.)

(1) *Le Monde*, 18 décembre 1970, la Littérature australienne et Patrick White (Bernard Cassen et Madeleine Montague). 19 octobre 1973, *l'Epopée d'un continent* (Hélène Cixous).

(2) Australien.

Le Monde

idées

FEMMES

Une puissance qui s'ignore

par FRANÇOIS DE CAMBRÉSIS (*)

LES grands combats libérateurs n'aboutissent pas toujour à une libération bien réelle. Il y a des formes de servage plus subtiles et plus dangereuses que ne le sont certaines tyrannies, et bien des contraintes apparentes sont plus profitables à la liberté que la facilité des sociétés paresseuses, où tout loisir est donné de distiller des appétits superflus, où tout individu se croit libre parce qu'il les satisfait.

Il me semble que Sartre a dit quelque part que le sommet de la liberté avait été atteint dans les geôles de la Gestapo, quand les résistants torturés n'avaient pas failli. C'est un exemple splendide en tant que tel, et par l'éloge qu'il porte aux derniers martyrs de notre cité charnelle, exemple qui précise, à moins de contredire, cette autre pensée du grand philosophe : *« L'homme est condamné à être libre. »*

Ces deux réflexions, si j'étais sophiste ou même logicien, me *rendraient optimiste* sur la condition féminine. Si les épreuves dont la femme se plaint sont réelles, sa liberté est garantie par la contrainte même. Et dans l'autre cas, la femme, comme l'homme, est condamnée à être libre.

Je ne saurais trancher, mais je pressens la riposte. Le résistant était libre pour n'avoir pas failli, pour être demeuré lui-même, et n'avoir par parlé. Aujourd'hui, les femmes parlent. Ce n'est pas nouveau. La nouveauté, c'est le contenu de leur langage. Contrairement aux résistants, le langage deviendrait chez elles l'expression d'une défense héroïque.

Il y eut autrefois une grève fameuse, racontée par Aristophane, et des défilés de matrones en colère dans la Ville éternelle. Ce sont des femmes qui, en 89, ont transporté l'appareil gouvernemental à Paris. On dit même que des hommes, pour être moins vulnérables, se seraient travestis, la robe étant alors plus efficace que les meilleures cuirasses. Les hommes et les femmes ont, en effet, une façon différente d'offrir leur poitrine.

La République française, désirant bannir de nos âmes l'image des rois, nous façonna des Semeuses, des Victoires, des Mariannes, qui pullulent jusque dans nos moindres cantons. L'apogée de la puissance féminine apparente fut sans doute au cours de l'entre-deux-avant-dernières-guerres, où pourtant ne se profile pas l'ombre d'Hélène ou de Cléopâtre, la femme cesse alors de régner sur la guerre — à moins qu'elle n'ait trouvé dans *la Madelon* un relent d'Antiquité, — pour établir sa puissance au milieu de la paix. La belle Otero pouvait se vanter d'inviter à sa table, et ailleurs, deux empereurs et trois rois. Un historien original s'amuserait à rechercher l'influence des grandes cocottes dans le déterminisme historique. Et Alexis Carrel croyait dur comme fer que les *testicules transformaient* les empires.

Nous savons les amours fameuses de Mars et de Vénus. Le dieu de la guerre, image magnifiée du mâle, incline sa jolie tête bouclée pour puiser sur la bouche de la déesse de l'amour le suc délicieux qui l'alanguit et le soumet aux caprices de l'aimée. Victor Hugo dépeint avec beau*coup d'esprit le rude Hercule* revenu de ses longs travaux, tout à coup surpris par la petite chanson d'un rouet que fait tourner gentiment une jolie jeune femme. Et le vainqueur des monstres qui furent la terreur des peuples obéit à l'index d'Omphale, pourtant solitaire et si timide, et c'est à genoux qu'il tient le fuseau et le brin de laine.

∴

On peut dire que cette glorification littéraire de la femme permet de consoler celle-ci de son esclavage. Des théologiens ont même eu l'idée nouvelle que l'Eglise catholique, en consacrant Marie reine des anges, permettait à la femme de mieux supporter sa condition servile. Les psychanalystes qui croient au surnaturel pensent que le siège de l'action angélique sur l'homme, c'est l'inconscient. Les autres, les plus nombreux, voient dans l'inconscient une réserve inouïe de forces mal connues. Angéliques ou non, ces forces sont énormes, et j'ai le sentiment que l'image de la femme les domine, que ce soit la mère, que ce soit la femme fabriquée par Eros. Des écrivains de qualité ont parfois usé leur vertu à démontrer leur indifférence à la mort de leur mère. L'indifférence ne fait pas tant parler.

On dira un jour ou l'autre que cette prédominance de l'image maternelle est un fait de société. Rien de plus aisé que d'accuser une société qui n'est jamais là pour répondre. La société est une mythologie à la mode. C'est le *coupable idéal, dont il est permis* de faire les réponses.

Que l'origine soit sociale ou non, l'image de la mère pèse plus lourdement que toute autre, dans les régions les plus obscures de notre âme. Cette redoutable présence féminine en nous-même est naturellement à l'origine de notre comportement. Et l'empire *de la femme est d'autant plus* totalitaire qu'il est quasi insensible. Au contraire, la tyrannie apparente de l'homme ressemble plutôt à une fanfaronnade, à moins que l'oppression féminine n'atteigne un tel degré qu'elle déclenche un réflexe meurtrier. Néron tue Agrippine. Une terrible nécessité l'y conduit. C'est en même temps le crime inexpiable.

La puissance féminine est liée au caractère féminin. Toute la force des femmes réside dans leur faiblesse apparente ou réelle. Rien de plus souverain qu'une femme qui se dit brisée, rien de plus tyrannique qu'une femme soumise.

Celles d'aujourd'hui qui prétendent conquérir les privilèges masculins ne peuvent guère espérer plus que de devenir les égales des hommes, en cessant d'être leurs maîtres.

(*) Professeur.

Réplique à... Simone Talbot

M. Jean Steichen, de Laon, nous écrit :

Dans un article au titre alléchant et aux dehors modernistes, Mme Simone Talbot diffuse l'idéologie la plus conservatrice : « Le travail, c'est l'harmonie », (*le Monde* du 30 juin 1978).

Quel est donc le rôle que l'auteur entend faire jouer respectivement aux femmes et aux hommes, pour aboutir à ce qu'il appelle « l'harmonie » ? L'univers de la femme ? Des appareils *ménagers en panne, des enfants* malades, un mari qui rouspète. Contre cette loi de la nature, le meilleur remède, c'est *« l'obligation heureuse de partir travailler »*. Et, inversement, quand ça ne va pas au travail, *« il y a le refuge merveilleux »* de la famille. L'harmonie que décrit Simone Talbot se conquiert ainsi par une suite de fuites en avant, de façon somme toute bien négative.

Le travail des femmes, oui donc, mais pas au détriment de la tenue de la maison, qui, comme chacun sait, incombe naturellement à la femme. Simone Talbot demande quand même aux hommes de faire un petit effort : *« Il faut bien reconnaître qu'il est beaucoup plus difficile d'être le mari d'une femme qui a une activité salariée que celui d'une femme qui travaille chez elle à l'entretien de la maison. »* Allons, monsieur, faites ce petit effort d'accepter que votre fée du logis prenne un peu l'air ; ce sera dur, mais vous en serez dédommagé.

Et surtout, monsieur — et c'est là que le propos de Mme Talbot touche à des sommets dont, depuis *l'Ecole des femmes* (1662, plus de trois siècles !), on pouvait penser qu'ils ne seraient plus atteints, — vous l'Arnolphe du vingtième siècle, foin de la supériorité *« facile et factice »* que vous gagniez en enfermant Agnès au couvent ou à la cuisine... Désormais, vous la laisserez voir du monde, *« juger par elle-même »*, *« avoir des opinions personnelles »*, toutes choses que votre ancêtre du dix-septième siècle refusait à son Agnès. Bien mal lui en a pris, c'était un niais : il n'avait pas compris tout le parti qu'il pouvait en tirer ! Car, de l'aventure, votre supériorité naturelle, la domination normale que vous exercez sur elle, n'en sortiront que plus éclatantes : vous n'en serez que *« plus intelligent, plus vif, plus occupé »*, vous n'en aurez que *« plus d'humour, de responsabilités... »*.

Aveuglée qu'elle est par le *« merveilleux »* de ce *« tableau idéal »* (en fait d'harmonie, il s'agit plutôt d'un art du contrepoint, où la femme sert — continue de servir — de faire-valoir à son mari...), il ne semble pas venir une seconde à l'esprit de Simone Talbot que les rapports du couple puissent être d'égalité, voire — mais je pousse le bouchon un peu loin — qu'une femme puisse être plus intelligente, plus vive ou plus occupée que son mari, ou même — je donne carrément dans l'absurde ! — qu'elle soit plus intelligente, plus vive et plus occupée que son mari...

Psychologie en miettes

Une jeune femme fort perturbée, parlant un jour d'elle-même sur un ton neutre à son psychothérapeute, lui confie : « Elle s'assoit et pleure tout le temps. » « Je me demande ce qui la fait pleurer », *dit son thérapeute. Et elle lui répond ces mots poignants :* « Elle pleure parce qu'elle ne sait pas qui elle est. »

∴

Il existe une vieille histoire chinoise qui raconte comment un pèlerin vint un jour trouver un grand sage et lui dit : « Je ne trouve pas la paix de l'esprit. Je vous demande de pacifier mon esprit. » *Le sage lui répondit :* « Apporte-moi ton esprit (ton ego) et je le pacifierai. » « Pendant de nombreuses années, *réplique l'autre,* j'ai cherché mon esprit, mais je n'ai pas pu le trouver. Alors, c'est qu'il est déjà pacifié », *conclut le sage.*

∴

Un psychiatre suisse très célèbre écrit — cela se passe avant guerre — à un de ses confrères anglais et lui demande l'autorisation de déjeuner à la table de quelques-uns de ses fous. Le médecin anglais y consent.

Le jour venu, le psychiatre suisse se trouve à table avec son collègue et deux hommes. L'un d'eux mange sans prononcer une parole tandis que le second, grand, maigre, avec une barbe blanche, parle sans discontinuer et raconte les histoires les plus invraisemblables. A la fin du repas, le Suisse se tourne vers l'Anglais et lui souffle à l'oreille :

« Le fou à la barbe blanche est extrêmement intéressant. Il m'a beaucoup amusé. Vraiment, je vous remercie.

— Mais le fou, c'est l'autre, *réplique, stupéfait, le psychiatre anglais.* L'homme à la barbe blanche, c'est Bernard Shaw. »

ROLAND JACCARD.

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Suivant scrupuleusement le plan élaboré par le sergent Ryder, le président des Etats-Unis a proposé au terroriste Morro, qui menace de faire exploser en Californie dix bombes H, une rencontre, que ce dernier a acceptée pour le samedi soir. Los Angeles, terrorisé, a pu cependant se rendre compte dès 10 heures du matin, grâce à la télévision, de la puissance de Morro. En effet, la bombe qui a explosé a provoqué, comme annoncé, un gigantesque raz de marée qui a déferlé sur la ville évacuée.

RYDER observait un silence stoïque pendant que le médecin retirait de son front d'innombrables éclats de verre. Comme beaucoup d'autres personnes, il avait commis l'imprudence de regarder par la fenêtre au moment où le souffle de l'explosion s'était manifesté. Barrow, qui venait de recevoir les soins du même médecin, était en train d'éponger le sang qui jaillissait un peu partout sur son visage. Il accepta d'un de ses assistants un verre d'alcool roboratif et dit :

« Eh bien, qu'avez-vous pensé de cette petite démonstration et de la canaille qui l'a mise en scène ?

— Il faudra faire quelque chose, pour sûr. Avec un chien enragé, une seule solution : on doit l'abattre.

— Et quelles chances y a-t-il d'y arriver ?

— Plus de 50 %.

— Difficile à dire, fit Barrow en regardant Ryder avec curiosité. Est-ce que par hasard vous auriez l'intention de l'abattre vous-même ?

— Certainement pas. Vous savez qu'on nous appelle gardiens de la paix. Mais évidemment, s'il fait mine de sourciller...

— Tout cela continue à ne pas me plaire du tout, intervint le général Culver, dont l'expression confirmait les paroles. Je considère que votre intervention personnelle est tout à fait indésirable. Tout à fait. Ce n'est pas que je doute de vos capacités, sergent ! Dieu sait que vous avez fait vos preuves. Mais vous êtes sentimentalement en cause dans cette affaire, et ce n'est pas bon. Et, excusez-moi de vous le rappeler, mais votre cinquantième anniversaire est déjà loin derrière vous. Vous voyez, je suis honnête avec vous. Je dispose de jeunes... de jeunes tueurs, si vous voulez... très bien entraînés... et je pense...

— Mon général, fit Dunne en lui effleurant le bras, je suis prêt à garantir personnellement que le sergent Ryder est probablement le personnage le plus stable, sur le plan émotif, de tout l'Etat de Californie. Quant à ces jeunes... assassins si bien préparés dont vous parlez, pourquoi n'en faites-vous pas venir un ici pour qu'il ait un brin de conversation privée avec Ryder ? Vous verriez le résultat de vos propres yeux...

— Eh bien... non. Je continue à croire...

— Mon général — intervint Ryder lui-même, qui ne manifestait aucune espèce d'émotion — avec ma modestie habituelle, je vous ferai remarquer une chose : c'est moi qui ai dépisté Morro. C'est Jeff, mon fils, qui a imaginé le plan qui sera mis en œuvre cette nuit. Ma femme et ma fille se trouvent là-haut. Donc, Jeff et moi nous sommes profondément motivés pour y aller. Aucun de vos gars ne l'est. Mais, ce qui est beaucoup plus important, nous avons le droit... Contesteriez-vous ses droits à un homme ? »

Culver le regarda pendant un long moment, puis sourit et hocha la tête affirmativement.

« Peut-être est-il dommage, dit-il, que vous ayez passé d'un quart de siècle l'âge de l'enrôlement... »

∴

A 11 heures du matin, un jet atterrit à Las Vegas ; deux hommes en sortirent, qui furent conduits immédiatement, sans que personne les voie, à l'une des cinq voitures de police qui attendaient tout près de là, sur la piste. Durant le quart d'heure suivant, quatre autres avions arrivèrent, dont les huit occupants furent également accompagnés en secret jusqu'aux quatre autres voitures de police. Les cinq véhicules se mirent en marche ; la route qu'ils suivirent avait été interdite à toute circulation.

A 4 heures de l'après-midi, trois messieurs qui venaient de Culver-City se présentèrent au bureau de Sassoon. On les prévint à leur arrivée qu'ils ne seraient plus autorisés à quitter la pièce avant minuit, et ils acceptèrent l'avertissement avec flegme.

A 4 h. 45 « Air Force One », l'avion présidentiel, atterrit à Las Vegas.

A 5 h. 30, Culver, Barrow, Mitchell et Sassoon pénétrèrent dans la petite antichambre du bureau de Sassoon. Les trois messieurs de Culver-City étaient en train de fumer, de boire et de discuter d'un air de fierté justifiée.

« Je viens seulement de l'apprendre, dit Culver. Personne ne me dit jamais rien.

— Si ma fille me voyait, dit Ryder, croyez-vous qu'aucune puissance au monde pourrait l'empêcher de crier : papa ? »

Ryder avait maintenant les cheveux marron, une moustache marron, des sourcils marron et même des cils marron. Son visage bien rempli présentait de lourdes poches sous les yeux, et, sur sa joue droite, on distinguait nettement la double cicatrice d'une blessure datant de fort longtemps. Son nez était tout à fait différent de celui que ses interlocuteurs avaient pu voir le matin même. Susan Ryder l'aurait sans aucune doute croisé dans la rue sans se retourner. Elle n'aurait pas davantage reconnu Jeff, ni Parker.

A 5 h. 50, cet après-midi-là, « Air Force One » se posa sur l'aéroport de *Los Angeles. Le raz de marée n'avait* pas endommagé l'épaisse piste de béton renforcé.

A 6 heures, Morro et Dubois étaient assis devant un petit récepteur.

« Pas d'erreur possible ? demanda Morro.

— L'avion présidentiel, monsieur, répondit la voix dans le récepteur. Deux voitures de police sans plaque et une ambulance sont allées à leur rencontre. Sept hommes sont descendus de l'avion. Cinq d'entre eux sont ceux que nous avons vus à la télévision hier soir, j'en donne ma tête à couper. M. Muldoon semble en bien mauvaise forme. Deux hommes l'ont aidé à descendre la passerelle et l'ont conduit jusqu'à l'ambulance ; l'un d'eux portait ce qui m'a paru être une trousse médicale.

— Décrivez-les-moi. »

La description fournie par l'observateur correspondait dans ses moindres détails à celle qu'on aurait pu faire de Jeff et de Parker une demi-heure plus tôt.

« Merci, dit Morro. Revenez. »

Il coupa le son du récepteur et regarda Dubois en souriant.

« Mumain est tout de même le meilleur de nos hommes.

— Il n'a pas son égal », dit Dubois.

Morro saisit le micro du magnétophone et commença à dicter.

Sassoon coupa le son de son propre récepteur et jeta un coup d'œil à ceux qui l'entouraient :

« Il paraît très heureux de l'arrivée prochaine de ses hôtes, n'est-ce pas ? »

∴

C'est à 7 h. 30 du soir, ce jour-là, que la radio et la télévision transmirent l'ultime message de Morro. Le voici :

« J'espère qu'il n'y a eu à déplorer ce matin la perte d'aucune vie humaine. Comme je l'ai déjà dit, si par malheur il y en a eu, ce n'est pas ma faute. On ne peut que regretter les dégâts matériels considérables, inévitables compte tenu des circonstances. Mais j'espère que la démonstration était suffisamment impressionnante pour convaincre tout le monde que je dispose des moyens de mettre mes promesses à exécution.

» Personne ne sera surpris d'apprendre que je sais que la délégation présidentielle a atterri à Los Angeles à six heures moins dix cet après-midi. Un hélicoptère viendra la prendre à neuf heures précises. Cet hélicoptère atterrira exactement au centre de l'aéroport de Los Angeles, lequel devra être entièrement éclairé par des projecteurs ou par n'importe quel autre moyen. Aucune tentative ne devra être faite de repérer ou de suivre l'hélicopère après son décollage. Le président des Etats-Unis se trouvera à bord de l'appareil. C'est tout. »

A 9 heures, en effet, la délégation présidentielle monta à bord de l'hélicoptère. Il fut très difficile de hisser Muldoon dans la cabine, mais on y parvint néanmoins sans provoquer de nouvelle crise cardiaque. Comme hôtesses de l'air, les passagers bénéficiaient des soins attentifs de deux gardes munis de mitraillettes Ingram. L'un d'eux passa parmi les membres de la délégation et enfila par-dessus la tête de chacun d'eux une cagoule qui fut serrée autour du cou par un élastique. Le président protesta furieusement, mais ses objections restèrent lettre morte.

Le président n'était autre que Vincent Hillary, qu'on considérait comme le meilleur acteur de composition de Hollywood. Même sans maquillage, il ressemblait de façon frappante au président, mais au moment où le maquilleur avait fini de le « préparer », à Las Vegas, si le président en personne l'avait vu à travers une vitre, il aurait juré que cette vitre était un miroir. Hillary était en outre doté d'une aptitude remarquable à moduler sa voix, ce qui lui permettait d'imiter une grande variété de gens. Dans l'aventure, il courait un risque sérieux, et avait courageusement accepté de le courir.

Le chef d'état-major était un certain colonel Greenshaw, responsable d'un nombre de morts que personne n'eût pu chiffrer avec précision et qu'il n'avait jamais pris la peine d'énumérer. On disait couramment de lui que la seule chose qu'il aimait, c'était de tuer les gens, occupation dans laquelle il excellait.

Le secrétaire à la défense était un nommé Harlinson ; le bruit courait qu'il serait sans doute appelé à succéder à Barrow à la tête du F.B.I. Il ressemblait davantage au secrétaire à la défense que celui-ci ne se ressemblait à lui-même. C'était, de notoriété publique, un homme très capable de veiller à ses propres intérêts.

C'était un remarquable avocat d'affaires qui représentait le secrétaire d'Etat. Rien ne le préparait spécialement à cette mission — il ne savait même pas charger un revolver — si ce n'est son patriotisme intense d'Américain de fraîche date (il s'appelait Johannsen) et le fait qu'il était le sosie du véritable secrétaire d'Etat. Les maquilleurs avaient pris soin d'accentuer encore cette ressemblance.

Le secrétaire adjoint au Trésor, un nommé Myron Bonn, avait quelques prétentions à l'érudition : il se trouvait, en outre, curieusement incarner un personnage que Ryder avait décrit quelques heures plus tôt. En effet, il était en train de rédiger une thèse de doctorat dont le sujet était les conditions pénitentiaires ; or, les améliorations qu'il y suggérait émanaient sans aucun doute d'un expert, car il la rédigeait dans une cellule où il attendait d'être exécuté. Il avait trois choses pour lui : le fait d'être un criminel ne l'empêchait pas d'être patriote dans l'âme ; sa ressemblance (perfectionnée par les maquilleurs) avec l'assistant de Muldoon était surprenante ; et la police le considérait comme le meurtrier le plus impitoyable des Etats-Unis, que ce fût sous les verrous ou en liberté. C'était un assassin invétéré, qui avait plusieurs morts sur la conscience ; mais, si bizarre que cela puisse paraître, c'était aussi un honnête homme.

Le « plat de résistance » des maquilleurs avait été sans contredit Moldoon lui-même, ou plutôt son sosie. Comme Hillary, c'était un comédien, et, comme lui, il allait devoir jouer ce soir-là un rôle digne de remporter un Oscar. Il avait fallu six heures d'efforts continus aux meilleurs spécialistes de Hollywood pour le transformer en ce qu'il était devenu. Ludwig Johnson — tel était son nom — avait beaucoup souffert, et il continuait à souffrir, car même pour un homme qui pèse 90 kilos, il n'est pas agréable d'en porter trente de plus autour de son ventre, et encore l'artiste qui avait réalisé ce chef-d'œuvre avait-il réussi à donner à un rembourrage de 30 kilos l'aspect d'un embonpoint de 60, ce qui était une performance et méritait toute la reconnaissance de l'acteur.

Ainsi, par hasard, il se trouvait que trois des membres de la délégation étaient indiscutablement des hommes d'action, alors que trois autres n'auraient pas fait de mal à une mouche. Ryder, quant à lui, ne se serait pas plaint du fait que les six protagonistes fissent partie de la seconde catégorie, mais le destin avait voulu qu'il en soit autrement.

(A suivre.)

Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.

Le Monde

étranger

LES TROUBLES EN AMÉRIQUE LATINE

L'ombre de Saint-Domingue au Nicaragua

(Suite de la première page.)

« Le nouveau gouvernement de l'après-Somoza ne doit être ni somoziste ni sandiniste. » C'est aussi le point de vue de larges secteurs de *l'opposition* « conservatrice » ou « libérale », en particulier des amis de l'ex-directeur de *la Prensa*, Pedro Joaquin Chamorro, qui se félicitent des « coups de boutoir » portés par les guérilleros au régime mais redoutent en même temps une « *dialectique de la violence* » et un « *irrésistible glissement vers l'extrême gauche* ». Aussi caresse-t-on encore l'espoir dans ces milieux de l'opposi*tion modérée qu'un accord est possible avec « certains éléments du régime »*, et, pourquoi pas, avec des officiers de la garde nationale « *fatigués de jouer les chiens de garde du clan Somoza* » selon la formule d'un dirigeant du parti conservateur.

Le Front sandiniste de libération nationale est lui-même divisé en trois tendances de force inégale. D'accord sans doute sur la stratégie — le but étant le renversement de la dictature par la force et l'instauration d'un régime « *démocratique et populaire* », — elles divergent sur les moyens d'y parvenir.

Le groupe G.P.P. favorable à une « *guerre populaire prolongée* » a tenté d'implanter dans la région accidentée du Nord-Est des « foyers » de guérilla. Au printemps dernier, la garde nationale a lancé, en collaboration avec des forces armées du Honduras, une opération « en tenaille » contre ces *maquisards* d'inspiration guévariste. Sans grand succès, semble-t-il. Mais la liste des exactions commises par les militaires somozistes contre les paysans pris entre deux feux s'est encore dramatiquement *allongée. A cette occasion*, la commission nicaraguayenne des droits de l'homme, installée sommairement dans une bâtisse du centre de Managua, a une nouvelle fois dénoncé une des « techniques » employées par les troupes de Somoza : *les prisonniers « de guerre » sont « interrogés » puis précipités au sol depuis des hélicoptères en vol.*

Le deuxième groupe du Front, les « terceristes », comprend des marxistes, mais aussi des chrétiens de gauche, des libéraux, issus bien souvent des milieux de la « *bonne* bourgeoisie », étudiants idéalistes révoltés par les *trop* longues compromissions de leurs aînés avec le ré*gime. Lors de l'insurrection* populaire de Masaya, en mars dernier, le fils d'un riche homme d'affaires de Managua fut ainsi arrêté dans les rangs sandinistes. *Constitués en commandos de choc rapides, mobiles*, qui se réfugiaient parfois dans le « *sanctuaire* » *relativement proche* du Costa-Rica démocratique, les « terceristes » ont été à l'origine de tous les coups de main spectaculaires contre les casernes de la garde dans les villes de l'intérieur depuis six mois.

Le *troisième groupe, qualifié de* « prolétarien », a été rejoint par des membres du parti communiste. Ses effectifs sont plus modestes que ceux des « terceristes ».

Ces « *divergences* », reflets des origines sociales ou culturelles des *maquisards, peuvent être surmontées* grâce à la dynamique de la « victoire », et des contacts se sont engagés entre les représentants des trois « tendances » afin de former un Front sandiniste totalement unifié. *Mais elles existent et ont compliqué* les négociations avec les formations politiques (socialistes, sociaux-chrétiens, sociaux-démocrates, conservateurs dissidents), porte-parole de classes moyennes en expansion et largement favorables à *une alliance* « *raisonnable* » avec les sandinistes.

Une longue agonie

Ces trois facteurs : crainte américaine d'un « glissement à l'extrême gauche » ; hostilité des conservateurs traditionnels à une « participation » sandiniste ; divergences tactiques au sein du Front de libération, *expliquent en grande partie la longue agonie* du régime Somoza, pratiquement maître du Nicaragua depuis 1936, avec la bénédiction des Etats-Unis. Isolé, malade, apparemment abandonné de tous, et même de certains officiers de « sa » garde nationale, l'héritier du clan n'en finit pas de tomber, parce qu'il exploite les contradictions internes de l'opposition et qu'il ne cesse depuis un an *de multiplier* les gestes de « bonne volonté » à l'égard du seul allié qui compte vraiment : Washington.

Aucun autre pays d'Amérique centrale n'a été plus étroitement « *contrôlé* » par les Etats-Unis depuis le début de ce siècle que le *Nicaragua. De 1912 à 1933, le pays* a été, à plusieurs reprises, occupé militairement par les « marines » envoyés par Washington pour « *protéger la vie et les biens des ressortissants américains* ». Commandant en chef de la garde nationale, mise *en place par les « occupants »*, le « général » Somoza, père de l'actuel chef de l'Etat, s'est aisément emparé du pouvoir en 1936 après avoir fait assassiner, en 1934, Cesar Sandino, qui dirigeait de spectaculaires actions de guérilla contre les troupes amé*ricaines. Ce n'est pas simple coïncidence* si les militants du Front de libération se réclament du plus célèbre « guérillero » d'Amérique centrale.

Les Etats-Unis ont toléré et encouragé pendant quarante ans l'ascension de la *famille* Somoza, qui garantissait le « maintien de l'ordre » et la sécurité. Le Nicaragua de Somoza, l'allié le plus inconditionnel des Américains dans ce secteur explosif de la planète, a été une « base d'agression » contre le Guatemala du colonel Arbenz Guzman en 1954 et contre Cuba en avril 1961. La « lune de miel » a été interrom*pue par l'arrivée* à la Maison Blanche de M. Carter. Il était difficile de concilier la « défense des droits de l'homme », et le maintien de liens privilégiés avec un *régime* qui permet les pires exactions d'une garde de quelque sept mille hommes, à la *fois police et armée*, supérieurement équipée, armée et entraînée par les Américains.

Dans un premier temps, l'administration Carter a exercé les plus vives pressions sur Somoza pour qu'il « humanise » son régime. Intelligent, retors et manœuvrier, le président nicaraguayen a décrété la levée de l'état de siège et de la censure de presse en septembre 1977. Mesures de « libéralisation » théoriques et largement tournées, dans le domaine de la presse, par le « code noir » de la radio et de la *télévision*.

Conscient de la nécessité de lâcher du lest, le général Somoza a *cependant, à plusieurs reprises*, offert le « dialogue » aux leaders de l'opposition. L'assassinat, le 10 janvier dernier, de Pedro Joaquin Chamorro, drapeau d'une bourgeoisie résolue à démocratiser les institutions, avait stoppé net toute esquisse *de « négociation »*.

Qui a tué Chamorro ? L'enquête « officielle », maintes fois promise, *n'a jamais abouti. Le clan Chamorro* accuse l'entourage du chef de l'Etat, plus précisément son fils aîné, le commandant Anastasio Somoza, âgé de vingt-sept ans, le numéro quatre dans la ligne de « succession » de la dynastie. Ambitieux, le commandant *Somoza dirige l'école d'instruction* des cadets et passe pour avoir déjà constitué une garde prétorienne à sa dévotion. Chef de file des « faucons » de la garde, il incite son père à la plus grande fermeté, persuadé que l'accumulation des concessions ne peut que précipiter la chute de la « famille ».

En juillet 1977, le *général* Somoza a été victime d'une grave crise cardiaque. Hospitalisé pendant dix semaines au Miami Heart Institute, il est revenu plus conciliant et *contraint de réduire ses activités. Il* réside plus fréquemment dans sa propriété de Montelimar, à une soixantaine de kilomètres de Managua, sur la côte pacifique, que dans le véritable « bunker » du palais présidentiel : un bureau sans fenêtre dans un *pavillon* du *quartier* général de la garde nationale.

Le chaud et le froid de Washington

Assisté en permanence d'une infirmière américaine qui contrôle très sévèrement ses menus, ses activités *et son emploi du temps*, il a déjà, d'une certaine manière, passé la main. C'est l'automne d'un patriarche tout à la fois cynique, intelligent, *cruel et jovial. Un déclin qui évoque* celui de cet autre César des Caraïbes, Leonidas Rafael Trujillo, « patron » de la République Dominicaine pendant une trentaine d'années.

Inspiré ou non par son entourage, l'assassinat d'un homme aussi prestigieux et respecté que Pedro Joaquin Chamorro, candidat « idéal » à la succession des Somoza pour l'admi*nistration Carter, a placé le président* nicaraguayen dans une situation de plus en plus difficile. Mais le meurtre de Chamorro, qui a provoqué de violentes manifestations de rue à Managua, a également incité Washington à réviser sa position. Après *avoir discrètement mais vivement* encouragé les opposants « convenables » à Somoza, l'ambassadeur des Etats-Unis à Managua s'est soudainement *montré* plus circonspect. Il n'a pas découragé les mouvements de grève « générale » lancés par le *patronat et les organisations* politiques du Front élargi de l'opposition (mouvements de grève plus ou moins suivis, coûteux pour le pays et l'entreprise privée, et qui ne sauraient suffire à abattre le régime) mais tout indique que Washington est d'abord *préoccupé par le prestige* « au zénith » des commandos du Front sandiniste.

Plus que le « spectre » d'un « nouveau Cuba », improbable dans le contexte actuel, c'est le risque d'une autre « crise dominicaine » qui inquiète les Etats-Unis. Aussi, les représentants de Washington à Managua se sont-ils récemment efforcés de « *tempérer* » l'impatience des milieux d'opposition en affirmant qu'il convenait « *de laisser Somoza réaliser sa réforme politique tout seul* ».

L'opposition s'irrite de cette « politique du chaud et du froid » et juge que le président Carter s'est montré « *naïf* ». *Rien ne s'est fait au Nicaragua* depuis un demi-siècle sans la participation directe ou indirecte des Etats-Unis. L'apparente « indécision » de Washington reste un élément important de la crise.

MARCEL NIEDERGANG.

Washington prône une « solution pacifique et démocratique »

De notre correspondant

Washington. — *« Nous sommes troublés par l'escalade de la violence dans tout le pays, et par les souffrances humaines engendrées par cette violence. Notre espoir demeure que le Nicaragua parviendra à une solution pacifique et démocratique des problèmes qui ont si sérieusement divisé son peuple. »* Cette réaction d'un porte-parole du département d'Etat, mercredi 30 août, à propos des événements du Nicaragua, va un peu plus loin que les euphémismes de rigueur en de telles circonstances.

De là à dire que le gouvernement américain essaie de négocier une *transition pacifique vers l'accession* au pouvoir de l'opposition modérée, il n'y a qu'un pas, qui a été franchi par plusieurs observateurs. Dans les milieux officiels, on ne va pas si loin. La visite que M. Richard Feinberg, spécialiste de l'Amérique la*tine et membre du groupe de « planification politique »* au département d'Etat, a achevée, mercredi, à Managua, est présentée comme sans aucun rapport avec toute *« négociation ou démarche officielle »*. Mais certains admettent que Washington *pourrait, le cas échéant, se poser* en médiateur. Le grand protecteur a d'ailleurs assez de moyens de se faire entendre sans avoir à entrer publiquement dans l'arène.

Les relations des Etats-Unis avec le régime Somoza, pendant fort longtemps sans nuages, ont commencé à se dégrader avec l'arrivée à la Maison Blanche de M. Carter, un pré*sident décidé à promouvoir les droits* de l'homme, y compris dans sa propre arrière-cour. Toutefois, les complexités de la procédure législative et des relations avec le Congrès *d'une part, la coexistence* à divers échelons de l'administration d'une « droite » et d'une « gauche » aux idées largement contradictoires d'autre part, ont abouti à une joyeuse confusion. Ainsi, en septembre 1977, pour répondre à la levée de l'état de siège par le gouvernement Somoza, Washington signait avec le Nicaragua un accord d'aide militaire de 2 500 000 dollars, mais ajournait un programme d'aide économique de 12 millions de dollars. Soucieux de redresser une contradiction qui avait *dérouté jusqu'aux responsables* américains présents sur place à l'époque, le département d'Etat décidait, à la fin de mai, de libérer une partie de l'aide économique, ce qui n'était pas non plus du meilleur effet quelques quatre mois après l'assassinat du *journaliste Chamorro, et alors que* l'opposition au régime Somoza grandissait dans le pays.

Depuis lors, l'on s'est efforcé d'introduire un peu de logique dans cet imbroglio. Si les crédits d'assistance économique continuent d'être accordés — sans précipitation excessive, — aucun contrat d'aide militaire, précise-t-on, n'a été signé dans *le cadre du programme* de 2 500 000 dollars approuvé l'an dernier, et aucun nouveau crédit n'a été demandé à cette fin dans les budgets de 1979 et de 1980.

Il reste que les grandes firmes américaines, d'Exxon à U.S. Steel, en passant par *Sears et Roebuck*, possèdent plus de 70 % des investissements étrangers au Nicaragua, *et que* l'éventualité de l'arrivée au pouvoir de l'opposition radicale a de quoi intriguer les autorités américaines.

MICHEL TATU.

LA GRÈVE DES MINEURS AU PÉROU

L'état d'urgence est décrété dans cinq provinces

Lima (A.F.P., A.P.). — *Le* gouvernement a décrété mardi 29 août l'état d'urgence dans cinq des vingt-trois provinces du pays pour faire face à la grève des mineurs, qui se poursuit après l'échec d'une tentative de conciliation. Cette décision suspend les libertés constitutionnelles, autorise l'autorité militaire à procéder à des arrestations, à opérer des perquisitions sans mandat et à ordonner des déportations.

Les autorités péruviennes affirment que cette mesure a été *décidée* afin de contrôler une situation *« créée par des éléments qui cherchent à affecter le déroulement normal des activités dans le monde du travail et de la politique, visant également à détériorer la situation économique »*.

La grève a été déclenchée le 4 août par la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie, qui demande *des augmentations de salaires*, l'amnistie pour les leaders syndicalistes arrêtés au cours de grèves antérieures, ainsi que le *réembauchage de cinquante à trois cents mineurs licenciés* pour avoir participé à des grèves illégales. Le décret adopté mardi confie à l'autorité militaire péruvienne le contrôle *total* sur les provinces de Huanico, Junin, Asco, Ayacucho et Huancavelica.

Les *entreprises seront autorisées* à partir du mardi 5 septembre à licencier les mineurs n'ayant pas repris leur travail et à *engager de nouveaux travailleurs*. Les forces armées offriront *« toutes les garanties pour que les travailleurs puissent reprendre et assurer normalement leur travail »*, selon un communiqué gouvernemental publié mardi soir.

[Le Pérou a jusqu'à présent perdu 60 millions de dollars en raison de la grève, selon M. Manuel Moreya, président de la Banque centrale péruvienne, que cite mercredi 30 août le « Financial Times ». Les exportations minières (essentiellement le cuivre, le fer, l'argent, le plomb et le zinc) devaient compter pour environ la moitié du total des revenus que le Pérou tire de ses exportations en 1978, mais cette perspective est maintenant remise en cause, indique *le quotidien financier londonien*.]

Au Brésil

L'agitation se poursuit à Sao Paulo

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les manifestations de rue se *succèdent* presque quotidiennement à Sao-Paulo depuis près d'une semaine, et la plus turbulente des métropoles brésiliennes paraît affrontée à la plus sérieuse vague d'agitation qu'elle ait connue depuis les manifestations étudiantes de septembre 1977. L'ampleur des incidents a ameén le gouverneur, M. Paulo Egydio Martins, à annuler un voyage prévu dans l'intérieur de l'Etat. Il doit faire face à deux offensives : d'une part, la campagne du « Mouvement contre le coût de la vie », qui a réuni *dimanche 27 août quelque dix* mille personnes (*le Monde* du 30 août) et, de l'autre, les protestations étudiantes contre la détention d'une vingtaine de militants du mouvement « Convergence socialiste ».

Le « Mouvement contre le coût de la vie » est né en 1973, au sein des « comités de mères de famille » des faubourgs de Sao-Paulo. Ces comités sont liés aux communautés de base que l'Eglise tente d'organiser dans les quartiers pauvres de plusieurs grandes villes du pays, notamment à Sao-Paulo et à Recife. Le mouvement entend avant tout lutter contre la baisse du pouvoir d'achat des classes populaires.

« Convergence socialiste », né il y a quelques mois, se présente comme l'embryon d'un futur parti socialiste brésilien et possède une base essentiellement étudiante. Selon la police, il est l'émanation du « Parti socialiste des travailleurs » clandestin, de tendance trotskyste, qui constituerait une *section brésilienne de* la IVe Internationale. Il est actuellement l'objet d'une sévère répression : vingt-deux de ses dirigeants ont été arrêtés à Sao-Paulo le 22, deux à Rio-de-Janeiro et, au début du mois, six à Brasilia. Le 25, des manifestations étudiantes de *protestation* se sont également produites dans ces deux dernières villes.

Mgr Morelli, évêque auxiliaire de Sao-Paulo, a *condamné* les affrontements qui ont marqué la fin de la réunion du 27 août dans la cathédrale. Tout en blâmant à *la fois la police et les manifestants* étudiants, il a dégagé la responsabilité du « Mouvement contre le coût de la vie » dans les incidents. En fait, les *organisateurs* de ce dernier craignent une radicalisation trop rapide, voire le noyautage d'un mouvement qui s'implante en milieu populaire.

Il semble d'ailleurs être maintenant pris au sérieux par les autorités, qui avaient, au départ, affecté de l'ignorer. Le ministre des finances, M. Mario Henrique Simonsen, et le gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo se sont cependant contentés d'ironiser sur le caractère *« démagogique et primaire »*, selon eux, des revendications du mouvement. Ce qui leur a valu une vive réplique de Mgr Morelli, pour qui *« il n'y a rien d'étonnant à ce que le peuple, qui n'a même pas accès aux biens de production, se révèle primaire en matière de culture »*.

THIERRY MALINIAK.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

● LA COUR SUPREME DE L'ETAT DU NEW-JERSEY a décidé mercredi 30 août la remise en liberté de M. Myron Farber, journaliste du *New York Times*, qui était emprisonné pour *« outrage au tribunal »* pour avoir refusé de remettre à la justice ses dossiers personnels concernant une affaire criminelle (*le Monde* du 4 août). La Cour a également suspendu l'amende de 5 000 dollars par jour à laquelle était condamné le *New York Times* depuis le 4 août dernier. — *(A.F.P.)*

Inde

● DEUX MILLE FERMIERS qui manifestaient devant le Parlement de New-Delhi ont été arrêtés mercredi 30 août. Défilant aux cris de *« A mort Desai ! »* (le premier ministre), ils protestaient contre la distribution de terres à des intouchables. — *(Reuter, A.F.P.)*

Liban

● LES FORCES CHRETIENNES DU SUD-LIBAN ont admis l'installation de bureaux de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au *Liban*) à Marjayoun et Bint-Jbeil, les deux principales enclaves chrétiennes du Sud-Liban, a révélé, mercredi 30 août, un communiqué des Nations unies à Jérusalem.

Selon le porte-parole de l'ONU, les *« forces de facto »*, nom donné par les Nations unies aux milices chrétiennes, ont accepté, grâce *« aux bons offices d'Israël »*, *« l'installation dans ces deux secteurs de bureaux de la FINUL »*.

Les forces chrétiennes ont accepté, en outre, l'installation de deux postes militaires dans les secteurs à prédominance musulmane chiite passés sous contrôle chrétien depuis l'offensive israélienne de mars dernier. — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● LE REVEREND NDABANINGI SITHOLE, membre du gouvernement transitoire rhodésien, a rejeté mercredi 30 août l'idée d'une conférence « élargie » préconisée par Londres et Washington pour résoudre le problème rhodésien. Il est le deuxième des trois leaders noirs ayant participé à la mise au point du règlement « interne » rhodésien à dénoncer le plan anglo-américain de conférence « élargie » en Rhodésie, c'est-à-dire ouverte également aux dirigeants du « Front patriotique », de MM. Mugabe et N'Komo.

L'évêque Abel Muzorewa a déjà rejeté ce plan. Par contre *le chef tribal* Jeremiah Chirau en a approuvé l'idée, de même que le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith. — *(A.F.P.)*

● L'UN DES JOURNALISTES NOIRS les plus estimés de Rhodésie, M. Justine Nyoka, *a disparu depuis samedi soir* 26 août, de sa propriété proche de Enkeldoorn, dans une région touchée par la guérilla et située à 110 kilomètres au *sud* de Salisbury, a annoncé son épouse. Il travaille pour la B.B.C. et plusieurs journaux sud-africains. — *(Reuter.)*

Vietnam

● HANOI A ACCUSE PEKIN DE VOULOIR FAIRE RENTRER DE FORCE AU VIETNAM DES *« DIZAINES DE MILLIERS »* DE CHINOIS du Vietnam qui avaient fui vers la Chine ces derniers mois. Dans une déclaration en date du 30 août, le ministère vietnamien des affaires étrangères affirme que la Chine entreprend ainsi *« un nouveau pas dans le complot pour créer le désordre à la frontière* (sino-vietnamienne), *pour menacer la sécurité du Vietnam et violer sa souveraineté »*. Pour sa part, Pékin a mis en garde Hanoï, le 30 août, contre les intrusions de troupes vietnamiennes en territoire chinois.

EUROPE

Grande-Bretagne

Les états-majors politiques estiment que les élections auront lieu au début d'octobre

De notre correspondant

Londres. — Le retour de M. Callaghan dans la capitale, puis la réunion dans quelques jours, à Brighton, du congrès de la confédération intersyndicale des TUC, raniment la vie publique en sommeil depuis plusieurs semaines. Anticipant la décision du premier ministre de provoquer des élections générales dans la première semaine d'octobre, les états-majors des partis ont été très actifs. Dans leur majorité, les conservateurs et stratèges politiques estiment que le premier ministre choisira la date du 5 octobre, qui pourrait être annoncée publiquement le 13 septembre.

Cette annonce coïnciderait avec le début du congrès annuel du parti libéral, ce qui permettrait à son leader, M. Steel, d'attirer l'attention de l'électorat par un discours radiodiffusé suivi d'une clôture anticipée du congrès, avant que son prédécesseur, M. Thorpe, actuellement inculpé de complicité d'assassinat dans une affaire de mœurs, ait pu prendre la parole.

Un bon nombre de libéraux estiment que la présence, et plus encore un discours de M. Thorpe, terniraient l'image de marque du parti. D'autres pensent que l'ancien leader a le droit de participer au congrès et d'y jouer un rôle actif, en vertu de la présomption d'innocence dont bénéficie tout inculpé. Une clôture anticipée du congrès réglerait ce problème délicat, tout en offrant à M. Steel l'occasion de se faire une publicité exceptionnelle. M. Callaghan a tout intérêt à faire ce « cadeau » à M. Steel, dans la mesure où il renforcerait ainsi la position des libéraux. Selon les sondages, en effet, ce sont les conservateurs qui bénéficieront de l'effondrement attendu des libéraux.

Au cours des dernières semaines, les états-majors des partis se sont empoignés sur des sujets variés, et d'abord sur la question des contributions financières. L'effort des conservateurs pendant cette période pré-électorale s'est concentré sur une campagne d'affiches. Conseillés par une firme spécialisée dans les relations publiques, ils ont déjà dépensé 170 000 livres pour mille deux cents panneaux publicitaires géants représentant une longue file d'attente de chômeurs devant un bureau d'assistance avec pour légende : *« Labour isn't working » (le Labour ne travaille pas)*, mais signifiant également : *« Les choses ne marchent pas avec le Labour. »*

Les contributions financières

La seconde campagne d'affiches que les conservateurs s'apprêtent à lancer vise à établir que le niveau de vie s'est amélioré plus rapidement et sans à-coups avec les conservateurs. Cet effort massif a immédiatement provoqué la riposte des travaillistes, qui ont dénoncé le parti conservateur comme inféodé aux grands intérêts financiers. La controverse a pris un ton acide. N'est-ce pas abuser des actionnaires, disent les travaillistes, que d'employer, sans les consulter, les bénéfices d'une sociétés au soutien d'un parti ? Les conservateurs *répliquent* qu'il est abusif, de la part des syndicats, d'utiliser les cotisations de leurs membres, sans les consulter, pour financer la campagne électorale du parti travailliste.

En fait, les conservateurs peuvent camoufler un certain nombre de contributions qui, au lieu d'être adressées directement au parti, sont faites à des organisations de défense de la libre entreprise, de groupes de pression, d'associations professionnelles, se proclamant non politiques, mais qui alimentent la caisse électorale du parti conservateur.

D'après les travaillistes, les conservateurs reçoivent 200 000 livres des compagnies d'assurances, 180 000 livres de l'industrie sidérurgique, 165 000 livres de l'industrie alimentaire, 135 000 livres des banques, etc. Sur la liste des sociétés ayant contribué *figurent des noms connus comme* Rank, Lucas, Bewater Cadbury, Tate and Lye... Mais les dirigeants conservateurs, s'appuyant sur des études et les bilans des sociétés, affirment qu'à ce jour les contributions financières atteignent 50 000 livres (en diminution par rapport à la consultation de 1974) et que 15 % seulement des ressources financières du parti proviennent des grandes compagnies.

Du côté des travaillistes, les grands pourvoyeurs sont les syndicats, à commencer par celui des employés (387 000 livres), des transporteurs *(270 000 livres)*, des métallurgistes (266 000 livres). Néanmoins, à s'en tenir à la précédente consultation générale, les deux partis dépensent à peu près autant d'argent.

En 1974, en effet, les conservateurs avaient dépensé 600 000 livres sur le plan national et une moyenne de 1 275 livres pour les candidats des circonscriptions ; les travaillistes en ont respectivement dépensé 500 000 et 1 163... La loi ne limite que les dépenses des candidats (1).

HENRI PIERRE.

(1) Sur le plan national, les partis peuvent dépenser ce qu'ils veulent à la condition de vanter les mérites de leur programme ou de leur doctrine mais non ceux des candidats individuels. *« Vous vivrez mieux avec les conservateurs »* est acceptable par la loi, mais non *« Votez pour M. X. »*.

République fédérale d'Allemagne

LA NOUVELLE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Le secrétaire de M. Egon Bahr s'est mis à la disposition des enquêteurs

De notre correspondant

Bonn. — L'information de la *Bild* sur un nouveau cas d'espionnage soviétique au sein du gouvernement fédéral (*le Monde* du 31 août) a été doublement confirmée. Le parquet fédéral de Karlsruhe a reconnu, en effet, avoir ouvert une enquête sur la base des informations fournies par M. Ion Pacepa.

Par ailleurs, le parti social-démocrate a, dans un communiqué sibyllin, indiqué que *« des données inexactes permettraient de conclure à l'implication dans cette affaire, révélée par le transfuge roumain, d'un collaborateur de M. Egon Bahr, secrétaire général du S.P.D., M. Joachim Broudré Groeger »*. Celui-ci, jouissant de l'entière confiance du S.P.D., qui l'a maintenu dans ses fonctions de secrétaire particulier de M. Bahr, s'est mis à la disposition des enquêteurs *« afin de dissiper tous les soupçons qui pourraient peser sur lui »*, ajoute le communiqué du S.P.D.

Pour sa part, le porte-parole du ministère de la justice a déclaré que cette nouvelle affaire d'espionnage était *« sans commune mesure avec l'affaire Guillaume »*, du nom de l'espion est-allemand, qui, devenu l'un des plus proches collaborateurs et amis du chancelier Willy Brandt, avait provoqué, en mai 1974, la chute de ce dernier.

Cependant, les parlementaires sociaux-démocrates, sensibles à la gravité de l'affaire, ont laissé entendre que d'autres noms pourraient être révélés dans le cadre de ce nouveau scandale d'espionnage qui affecte la République fédérale. — *(Intérim.)*

LE DÉTOURNEMENT D'UN AVION POLONAIS

Dix allemands de l'Est demandent l'asile politique en R. F. A.

Bonn. — Un Allemand de l'Est a détourné, mercredi 30 août, un avion de la compagnie polonaise Lot allant de Gdansk à Berlin-Est, pour trouver asile en R.F.A. Accompagné de sa femme et de sa fille, il a obligé, sous la menace de son arme, le pilote à se poser à l'aéroport militaire américain de Tempelhof à Berlin-Ouest, et s'est rendu aux autorités américaines (voir nos dernières éditions du 31 août). Celles-ci ont refusé de révéler son identité et les circonstances précises du détournement. Il a demandé pour lui et sa famille l'asile politique en R.F.A.

Parmi les quelque soixante passagers de l'appareil, sept ressortissants de l'Allemagne de l'Est ont profité de la situation pour demander, eux aussi, l'asile en R.F.A.

Cela constitue une première. En effet, sur les neuf détournements d'avions effectués avant celui-ci depuis 1969 à partir d'un pays de l'Est vers la R.F.A., *aucun ne s'était soldé* par un tel nombre de transfuges. Sept de ces détournements avaient été réalisés sur des avions de la compagnie nationale tchécoslovaque, un sur un avion roumain et un sur un appareil polonais. Par contre, aucun avion de la compagnie nationale est-allemande n'a été détourné vers la R.F.A.

Le premier détournement d'un avion polonais, contraint d'atterrir à l'aéroport de Berlin-Tegel, le 19 octobre 1969, contrôlé par les autorités militaires françaises, avait valu à ses deux auteurs, eux aussi est-allemands, une condamnation à deux ans de réclusion pour atteinte à la sécurité aérienne. Le pirate de mercredi, dont l'extradition a été réclamée par Varsovie, encourt une peine équivalente.

Le Tupolev de la Lot, qui s'était posé à 10 heures locales à Tempelhof, a décollé six heures plus tard pour sa destination initiale, Berlin-Est, avec ses cinquante et un passagers restants, en majorité allemands de l'Est.

(Intérim.)

Union soviétique

● *A l'occasion du colloque sur les basses températures* (cryologie) qui s'est tenu à Grenoble, du 23 au 29 août, les membres d'*Amnesty International* ont recueilli deux cent cinquante signatures de physiciens demandant la libération de M. Youri Orlov récemment condamné à Moscou à sept ans de camp de travail pour délit d'opinion. Le colloque réunissait mille deux cents physiciens d'une quarantaine de pays. Cette pétition sera adressée à M. Brejnev et remise à l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris.

NOUVEAU GOUVERNEMENT DE COALITION AU DANEMARK

Le premier ministre présente au Parlement son programme économique

Copenhague *(A.F.P., U.P.I.)*. — — M. Anker Joergensen présente ce jeudi 31 août au Folketing, convoqué en séance extraordinaire, les mesures économiques que le nouveau gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et libéraux (ex-agrariens) formé la veille, entend prendre pour assainir la situation économique. Pour l'essentiel, il s'agit d'accorder une aide gouvernementale sous forme de crédit à bas intérêts aux entreprises exportatrices, l'augmentation de 2 points de la T.V.A. qui sera portée à 20 %, le blocage des prix et des salaires (seules les augmentations prévues dans les conventions collectives *seront autorisées*). Le gouvernement diminuera les dépenses publiques en freinant certains travaux publics. Il espère pouvoir ainsi réduire de 1 milliard de couronnes (1 couronne = 0,79 F) le déficit de la balance des paiements, qui est actuellement de l'ordre de 7,5 milliards de couronnes.

Pendant que M. Joergensen présentait à la presse ces mesures, une grève avait lieu dans les chantiers navals du Jutland pour marquer le mécontentement des syndicats devant cette alliance des sociaux-démocrates avec les libéraux. Elle a été suspendue ce jeudi, mais pourrait reprendre si les mesures économiques n'ont pas l'approbation des syndicats. M. Nielsen, président de la puissante confédération L.O., a affirmé que le gouvernement de coalition *« ne tiendrait pas plus de six mois »*.

Dans le nouveau gouvernement, les libéraux détiennent sept des vingt ministères, à savoir les affaires étrangères, la justice, l'intérieur, l'économie, le commerce, les travaux publics et l'agriculture. Mais l'ancien ministre de l'économie, M. Per Haekkerup, devient ministre sans portefeuille, chargé de la coordination économique.

LE CABINET

Premier ministre : M. Anker Joergensen ;

Affaires étrangères : M. Henning Christophersen (libéral) ;

Ministre sans portefeuille chargé des questions de politique étrangère : Mme Lise Oestergaard ;

Ministre sans portefeuille chargé de la coordination économique : M. Per Haekkerup (ex-ministre de l'économie) ;

Finances : M. Knud Heinesen ;

Economie, impôts et taxes : M. Anders Andersen (libéral) ;

Commerce : M. Arne Christiansen (libéral) ;

Travaux publics : M. Ivar Hansen (libéral) ;

Intérieur : M. Knud Enggaard (libéral) ;

Justice : Mme Nathalie Lind (libérale) ;

Défense : M. Poul Soegaard ;

Affaires sociales : M. Erling Jensen (ex-ministre de la justice) ;

Affaires culturelles : M. Niels Matthiasen ;

Culte : M. Egon Jensen (ex-ministre de l'intérieur) ;

Environnement : M. Ivar Noergaard (ex-ministre du commerce) ;

Enseignement : Mme Ritt Bjeregaard.

Agriculture : M. Niels Anker Kofoed (libéral) ;

Pêche : M. Svend Jakobsen ;

Travail : M. Svend Auken ;

Logement : M. Erling Erling Olsen ;

Affaires groenlandaises : M. Joergen Peder Hansen (qui était aussi ministre du culte).

M. HENNING CHRISTOPHERSEN
ministre des affaires étrangères

Un « jeune loup » habile

Il y a un an — et même six mois, — qui aurait pu imaginer M Henning Christophersen à la tête du ministère danois des affaires étrangères ?

Si les experts le classaient sans hésiter parmi les « jeunes loups » les plus doués du parti libéral (qu'il sut servir avec zèle dès sa prime jeunesse et qui en fit un député en 1971), personne ne pensait qu'il pourrait devenir, à trente-huit ans, le chef de cette formation. Ni qu'il serait l'un des artisans de cette coalition sans précédent entre les représentants des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire entre sociaux-démocrates et libéraux (ex-agrariens), traditionnellement opposés, voire ennemis.

M. Christophersen a été amené à jouer ce double rôle sous la pression de circonstances. En effet, en décembre dernier, l'ancien premier ministre, M. Poul Hartling, qui avait été pendant douze ans le président actif et respecté du parti libéral, était nommé subitement haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés sur proposition du gouvernement danois. Les responsables libéraux décidèrent alors prudemment de remettre au congrès du parti, en septembre 1978, le soin de désigner son successeur. Et ils conférèrent la présidence du parti par intérim à M. Christophersen et la direction du groupe parlementaire à son concurrent le plus direct, M. Ivar Hansen, trente-neuf ans, exploitant agricole.

M. Christophersen a su indubitablement utiliser avec habileté cette période de flottement pour pousser ses pions et s'affirmer. Au printemps dernier, il paraissait plutôt tenté par la perspective d'un resserrement d'alliance entre tous les partis non socialistes. Pourquoi a-t-il changé d'avis ? A-t-il pensé sincèrement, comme il l'a déclaré, que la situation économique grave du royaume exigeait que l'on fasse, au moins provisoirement, table rase de certains principes ? Peut-être croit-il aussi qu'une « cure de pouvoir » pourrait régénérer son parti en perte de vitesse. Ou bien, comme le murmurent déjà certaines mauvaises langues, a-t-il été saisi par le démon de l'ambition ?

On sait peu de choses sur ses opinions en matière de politique étrangère. Mais son parti a toujours été favorable à l'OTAN et au Marché commun. Lors du référendum sur une éventuelle adhésion à la C.E.E., le parti libéral la préconisait, même si la Grande-Bretagne refusait de le faire. Il ne faut donc pas s'attendre à des changements en matière de politique étrangère de la part d'un représentant d'une formation qui souhaite même un resserrement de la coopération européenne.

CAMILLE OLSEN.

AFRIQUE

Namibie

LA MISSION DE L'ONU

Les « casques bleus » et les fonctionnaires des Nations unies devront veiller à la régularité des élections et faire cesser les « actes d'hostilité »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a donné, mercredi 30 août à New-York, les détails de son plan d'intervention des contingents des Nations unies en Namibie. *Ceux-ci* comprendront des éléments militaires, policiers et civils.

Afin que l'élément militaire puisse s'acquitter de ses responsabilités, le rapport de M. Waldheim comporte les dispositions suivantes :

« Il faut des effectifs de l'ordre de sept bataillons d'infanterie, soit au total 5 000 hommes, plus 200 contrôleurs, ainsi qu'une unité de commandement, une unité de communications, une unité du génie, une unité de soutien logistique et une unité d'appui aérien, représentant un effectif total de 2 300 officiers et soldats. » Les bataillons d'infanterie, dit le rapport, devront être dotés d'une autonomie totale.

« Il faudra obtenir d'urgence des gouvernements les éléments d'un système adéquat de soutien logistique et de commandement », les services d'entreprises privées étant peut-être aussi nécessaires pour la logistique, souligne M. Waldheim, qui ajoute : *« Le GANUPT* (Groupe d'assistance militaire et civile des Nations unies pour la période de transition) *pourra être appelé à utiliser dans une large mesure les installations et équipements militaires existant en Namibie. »*

Les fonctions confiées à l'élément militaire du GANUPT, conformément au plan occidental, seront notamment :

« 1) De contrôler la cessation des actes d'hostilité par toutes les parties, la consignation des forces armées sud-africaines et des forces armées de la SWAPO dans leurs cantonnements, le retrait échelonné de tous les militaires sud-africains à l'exception des effectifs stipulés (1 500) et la consignation des forces sud-africaines restantes dans des localités désignées.

» 2) De prévenir les infiltrations et de surveiller les frontières du territoire.

» 3) De contrôler la démobilisation des milices civiles, des commandos et des forces ethniques et le démantèlement de leurs organes de commandement.

» 4) D'appuyer l'élément civil du GANUPT dans l'accomplissement de ses tâches.

L'élément policier, dont le secrétaire général recommande qu'il comporte 360 officiers de police expérimentés, aura pour fonction de *« faire en sorte que nul n'use d'intimidation ou ne s'ingère dans le processus électoral, d'accompagner, le cas échéant, les forces de police existantes dans l'exercice de leurs fonctions et d'aider l'administrateur général (sud-africain) à la bonne conduite des forces de police »*.

L'élément civil enfin, évalué d'abord à 300, puis à 1 200 fonctionnaires, devra superviser et contrôler tous les aspects du processus électoral, surveiller le scrutin et le dépouillement, entendre et instruire toutes accusations de fraude, conseiller le représentant spécial de l'ONU concernant l'abrogation de toutes les lois et réglementations et empêcher toutes mesures de caractère discriminatoire qui pourraient entraver la tenue d'élections libres et équitables.

L'élément civil devra aussi *« aider à prendre des mesures pour faire libérer tous les prisonniers et détenus politiques namibiens et permettre à tous les réfugiés namibiens et à tous les Namibiens détenus ou résidant pour toutes autres raisons hors du territoire d'y revenir librement »*.

Le rapport prévoit que 33 millions de dollars, sur les 300 millions nécessaires à l'opération, serviront à financer le retour des réfugiés et des exilés.

UNE ANCIENNE COLONIE ALLEMANDE

Territoire très vaste — 824 292 kilomètres carrés, — la Namibie (ancien Sud-Ouest africain) aurait, selon une estimation de 1975, neuf cent dix-sept mille habitants, dont cent sept mille Européens, avec une forte minorité d'Allemands (vingt mille). Colonie allemande depuis 1892, elle fut occupée au début de la première guerre mondiale par des troupes sud-africaines. Après la guerre, la Société des nations plaça le territoire sous mandat de l'Afrique du Sud ; les Nations unies confirmèrent la tutelle de Pretoria, mais refusèrent, comme le demandait l'Afrique du Sud, que le Sud-Ouest africain devienne la cinquième province de l'Etat blanc.

En 1966 ,la République Sud-Africaine a été déchue par l'ONU de sa tutelle sur la Namibie ; elle n'en a pas moins continué de gouverner ce territoire, en dépit des pressions internationales et des activités de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). La Namibie recèle d'énormes ressources minières, et en particulier des gisements de diamant. L'agriculture est encore peu développée et le secteur moderne — essentiellement l'élevage — appartient aux colons européens.

● *Le premier ministre sud-africain*, M. B. John Vorster, hospitalisé le 29 août pour un examen médical de routine, devra rester à l'hôpital pour une semaine au moins, souffrant de surmenage et d'un début de bronchite, a annoncé un porte-parole du cabinet du premier ministre sud-africain.

Des rumeurs, indiquant que l'état de santé de M. Vorster s'était détérioré, avaient récemment circulé, mais le maintien par le premier ministre d'un emploi du temps extrêmement chargé et sa participation directe aux négociations engageant l'avenir de l'Afrique australe avaient paru les démentir. — *(A.F.P.)*

La crise du Sahara occidental

ALGER DÉMENT TOUTE PARTICIPATION A L'EMBUSCADE TENDUE AUX TROUPES MAROCAINES

L'Algérie a vivement réagi aux accusations du Maroc, qui lui imputait la responsabilité d'un incident armé entre les deux pays survenu le 27 août à Ben-Zhermine, en territoire marocain (*le Monde* du 31 août). Les accusations du Maroc sont destinées *« à préparer l'opinion publique à une agression contre l'Algérie »*, a estimé le 30 août l'agence Algérie Presse Service.

Dans un commentaire autorisé, elle indique que *« jamais l'Algérie n'a fait traverser sa frontière marocaine à un seul de ses soldats depuis que les armées marocaines ont commencé à déferler sur toute la région. Ces propos bellicistes*, écrit encore l'A.P.S., *n'ont rien d'étonnant de la part d'un régime passé maître dans l'organisation de manœuvres grossières de provocations. (...) »*

Le gouvernement marocain avait annoncé mardi soir qu'une embuscade avait été tendue *« par des éléments de l'armée régulière algérienne »*, le 27 août, contre une colonne de ravitaillement des forces auxiliaires marocaines dans la région de l'oued Draa, à Sidi-Amara (Sud marocain).

Parlant pour sa part de la même région de l'oued Draa, le Front Polisario a affirmé le 30 août avoir tué trente-quatre soldats marocains au cours d'une embuscade tendue précisément le 27 août.

Le Koweït, de son côté, avait *« déploré »*, dès le 30 août, l'incident algéro-marocain signalé par Rabat.

Tchad

La nomination de M. Hissène Habré

L'ELYSÉE : « UNE ÉTAPE IMPORTANTE » DANS LE PROCESSUS D'UNIFICATION

La nomination de M. Hissène Habré comme premier ministre du Tchad *« constitue une étape importante dans le processus d'unification du Tchad et l'acheminement vers la paix »*, a déclaré, mercredi 30 août, M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée.

Pour sa part, le porte-parole du Quai d'Orsay estime que l'accord intervenu à N'Djamena, qui a abouti à l'adoption d'une *« charte fondamentale »*, est *« une première étape dans la voie de la réconciliation intérieure au Tchad, que la France n'a cessé de préconiser »*. Le président Giscard d'Estaing a fait parvenir mercredi le télégramme de félicitations suivant au général Félix Malloum, président de la République du Tchad :

« Au moment où vous êtes désigné pour présider aux destinées du peuple tchadien, je tiens à vous adresser, en mon nom personnel et au nom du peuple français, mes plus cordiales félicitations. Je forme des vœux chaleureux pour que, sous votre haute direction, s'approfondisse la réconciliation nationale entre vos concitoyens et que le Tchad retrouve le climat de paix et d'unité qui conditionne son développement et le bien-être de ses habitants

» Je vous prie d'agréer, monsieur le président de la République, l'expression de ma haute et amicale considération. »

Inquiétante Afrique

III. — Des frontières et des hommes

par GILBERT COMTE

Après avoir analysé le comportement mercantiliste des pays occidentaux se portant à l'aide des États africains, puis les données internes qui condamnent ces derniers à subir les interventions étrangères (« le Monde » des 30 et 31 août), Gilbert Comte conclut son étude sur l'avenir de l'Afrique.

Les troubles, les désordres inextricables aux rebondissements inattendus de l'Afrique noire, déconcertent si souvent les meilleurs calculs qu'ils entraînent *l'esprit public* à rechercher, entre deux crises, quelques grandes explications commodes capables de tout clarifier. Las de mystères trop complexes, il se rebute de ne rien comprendre et s'abandonne alors aux schémas confortablement *simplificateurs* d'où naissent les fausses perspectives.

Une interprétation manichéenne de l'histoire attribue ainsi les remous exotiques aux anciennes métropoles coupables, selon elle, d'avoir accordé naguère l'indépendance à des fantoches manipulables, ou soutenu plus tard des prétoriens dociles ou incompétents, mais tout pareillement impropres à leurs tâches. La même théorie impute une bonne part de leurs épreuves aux frontières absurdes tracées par les colonisateurs et prétend qu'une rectification courageuse de ces sots découpages réglerait bien des conflits, puis désamorcerait automatiquement les ingérences russes ou américaines. Comme toute erreur séduisante, ces thèses contiennent quelques vérités. Mais si exagérées qu'elles en deviennent abusives, et promettent de rendre les malheurs de tout un continent définitivement inintelligibles.

Entre 1958 et 1960, l'ébullition générale du tiers-monde n'accordait guère aux Français, aux Anglais ni aux Belges le choix de se désigner des successeurs à leur guise aussi facilement qu'il semble vingt ans plus tard. Avec la guerre d'Algérie, le vent soufflait de toutes parts au libéralisme. Le long de l'Equateur flamboyaient de soudaines et confuses espérances collectives. Non pas celles de nations inexistantes, mais la ferveur d'une race entière, bouleversée de se sentir admise dans la famille humaine après des siècles de mépris.

Son émotion gagna l'Europe. Si secs de cœur qu'ils soient habituellement, les politiques flairent ces mutations profondes et répugnent à s'y opposer par conservatisme professionnel. Il ne s'agissait pas, pour eux, de traiter avec un Houphouët-Boigny, un Senghor par simple connivence *idéologique, mais selon les forces* qu'ils représentaient. L'accord porta sans doute au pouvoir des traditionalistes comme Ahidjo au Cameroun, mais aussi des réformistes comme Diori Hamani au Niger, et des *marxistes* comme Sekou Touré *en Guinée*, Patrice Lumumba au Congo, Kwame N'Krumah en Côte de l'Or devenue ensuite Ghana. L'enthousiasme de l'époque n'aurait d'ailleurs pas supporté de comparses falots sans appuis populaires.

Sur le moment, nul *ne s'y* trompa. Les hommes, les partis métropolitains les plus ardents à traquer par la suite toute trace de néo-colonialisme considérèrent les réformes d'alors, et l'émancipation du monde africain, comme l'aboutissement de leurs propres campagnes, le triomphe définitif du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Personne ne contesta une seule fois la légitimité des chefs des nouvelles républiques ni ne les traita comme de pauvres marionnettes, même si quelques-uns allaient le devenir au cours des années suivantes, sous le poids d'une adversité supérieure à leur caractère.

L'inadaptation structurelle de sociétés tribales, médiévales, parfois même archaïques, aux disciplines d'Etats nationaux contenait à elle seule les germes d'orageuses discordes. Les présidents parvenus au pouvoir vers 1960 ne manquaient pas pour autant de clairvoyance, de courage ni de civisme. Très vite, hélas ! leurs qualités individuelles s'usèrent, disparurent dans le combat quotidien, sans relâche, harassant, qu'il leur fallut soutenir semaine après semaine, pendant des années, contre les mœurs et l'esprit traditionnels, indifféremment hostiles à l'organisation moderne ou à l'hégémonie régionale qu'ils représentaient.

Pour ne prendre qu'un exemple typique, parmi beaucoup d'autres, un *François Tombalbaye se* réclamait d'un patriotisme résolu, sincère, lorsqu'il parvint à la direction du Tchad en 1960. Originaire du Sud, il n'en toléra pas moins les rapines, les abus des fonctionnaires méridionaux, dans le Nord, par *solidarité* native avec eux. *Le* malheureux ne souhaitait pas plus la guerre civile ouverte par sa tolérance qu'il ne détenait personnellement les moyens de l'éviter. Comme tant d'autres, il compensa plus tard ses faiblesses par une féroce dictature. Responsable et victime tout ensemble, il paya de sa vie la rare infortune d'avoir dû organiser son pays selon des principes inassimilables par la vieille Afrique.

Les frontières coloniales

Le mercantilisme occidental exploita ces contradictions, poussa les plus riches des nouvelles républiques vers un endettement *sans mesure. Ici et là*, des putschs rapides ren ersèrent opportunément des interlocuteurs discrédités ou irréprochables, mais rétifs, comme Moktar Ould Daddah, tombé en juillet à Nouakchott dans la honteuse indifférence *de preque tous ses* pairs. Cette dégradation ne débuta cependant qu'après plusieurs années d'indépendance, quand les gouvernements locaux étalèrent tant d'incurie qu'il devint possible de les abattre en quelques heures, ou en quelques *minutes*. Imputer à leurs chefs toutes les fautes sous prétexte qu'ils acceptèrent le pouvoir des colonisateurs équivaut à confondre deux époques, à se tromper sur les effets comme sur la cause.

Avec tout le sens péjoratif qu'il comporte depuis un quart de siècle, le terme *colonial* jette, pour des raisons semblables, un discrédit analogue *sur* les frontières du même nom. Les ministres européens rassemblés *sous* la présidence de *Bismarck, au congrès* de Berlin, connaissaient effectivement peu les populations qu'ils se partagèrent en 1884. Ils les distribuèrent d'après le seul droit de conquête, sans aucun égard pour elles, exactement comme Napoléon charcutait l'Allemagne soixante-quatorze ans plus tôt.

Pourvus d'une bien meilleure expérience du terrain, leurs descendants ne sont guère en état d'exposer, par de mauvais conseils, les Etats africains aux dangereux aléas des remaniements territoriaux, dans l'espoir d'acquérir auprès d'eux une réputation d'honorable progressisme propre à les satisfaire. Cependant, ils le font. Sans doute, aucune chancellerie ne se prononce encore officiellement sur ce scabreux projet. Mais, enfin, des idées, des soupirs, des résignations circulent...

Par peur d'éventuelles interventions soviétiques dans plusieurs conflits sous-jacents pareils à ceux de l'Ogaden, de l'Erythrée, du Shaba, bien des diplomates estiment qu'il conviendrait de favoriser le règlement de ces litiges à l'amiable, dans le calme, au lieu d'attendre qu'ils tournent à la catastrophe. Après tout, le gouvernement tchadien n'exerce plus aucun contrôle sur le tiers septentrional de son territoire depuis 1974, sans qu'il en résulte aucun dommage, sauf pour son prestige, indifférent au reste du monde...

Si séduisants qu'ils paraissent, de tels raisonnements supposent une naïveté sans bornes, ou beaucoup d'illusions. Capricieuses, mal situées, les frontières de l'ancien régime renferment effectivement des peuples disparates dans des démarcations arbitraires. Si détestables qu'elles demeurent, elles représentent probablement un moindre mal par rapport aux guerres en cascade, aux rebondissements sans fin qu'entraînerait leur modification. D'un bout à l'autre de l'Afrique, des centaines d'irrédentismes mal contenus, vivaces, n'attendent qu'une occasion d'exploser. Ils la trouveront quand l'un d'eux triomphera quelque part.

Les « révolutionnaires » avec les « modérés »

En 1963, ce spectre effraya tellement les fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine — O.U.A. — qu'ils préférèrent le maintien du système en place aux risques d'un remaniement. Sur ce compromis, toutes les opinions s'accordèrent. Les « révolutionnaires » Kwame N'Krumah, Modibo Keita, Nasser, Sekou Touré, adoptèrent le prudent conservatisme de leurs adversaires « modérés », qu'ils s'appelassent Félix Houphouët-Boigny ou Léopold Sedar Senghor. Nul n'osa soutenir qu'ils se soient inclinés par complaisance néo-colonialiste. Toutes nuances confondues, ils se prononcèrent à l'unanimité d'après un intérêt continental si clairement établi qu'il n'appartenait à personne de le méconnaître.

Un opportunisme diffus ne désarmera jamais les intrigues des grandes puissances par une concession sur ce principe-là. Des rectifications de frontières n'ôteraient rien à leurs appétits. Par les nouveaux mécontentements créés, elles leur fourniraient au contraire d'autres occasions d'agir, sous couvert de soutenir l'inaliénable droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, naturellement. L'Union soviétique, les Etats-Unis n'interviennent pas seulement au sud du Sahara parce qu'ils y trouvent des situations favorables, mais parce que leurs forces leur en donnent les moyens, sans qu'il soit nécessaire de beaucoup s'inquiéter des prétextes. Le heurt des empires n'a jamais connu d'autres lois.

Entre le fédéralisme et l'économisme

Si la cohabitation de peuples antagonistes les condamne à s'exterminer, mieux vaut naturellement recourir à quelques combinaisons fédérales où leurs droits se compléteraient au lieu de se combattre. Sous des latitudes fort *distantes*, avec des mentalités dissemblables, l'autonomie provinciale italienne, celle de l'Inde respectent ainsi à peu près leurs minoritaires, qu'il s'agisse de ceux du Sud-Tyrol, d'ascendance germanique, ou de quarante millions de Tamouls *répartis* entre Madras et le cap Cormorin. Ces expériences assez réussies méritent suffisamment de considération pour offrir des modèles.

Les traditions autoritaires du *pouvoir en Afrique se prêtent* mal à de semblables compromis. Une diplomatie européenne habile, efficace, essayerait néanmoins d'y encourager ses partenaires, au lieu de se résigner par lassitude à des rectifications territoriales d'où *jailliront inévitablement* d'autres convoitises et de nouvelles souffrances. Malheureusement, les dimensions, les fureurs shakespeariennes des conflits du monde noir échappent encore aux dirigeants occidentaux. Formés à une froide gestion des finances, de l'économie, ils n'imaginent pas aisément qu'au vingtième siècle, une crise quelconque se prolonge et s'aggrave, alors que des investissements rationnels peuvent développer l'industrie, le commerce, et orienter les énergies vers la consommation.

Puisque, à partir de 1947, les milliards du plan Marshall relevèrent l'Europe occidentale de ses ruines avant de l'arracher à la tentation communiste, quelques-uns d'entre eux rêvent maintenant de renouveler l'expérience au sud du Sahara. Avec cette idée d'apparence novatrice, la réflexion sur les rapports entre les deux continents régresse de vingt-cinq ans. Elle nous ramène en effet au temps où de jeunes technocrates mendésistes attribuaient le sous-développement à la seule insuffisance de capitaux, et pensaient qu'il suffirait d'en injecter à hautes doses pour *déterminer* un essor général.

A court terme, leurs illusions entraînèrent d'ailleurs de réels progrès. Elles bousculèrent de vieilles routines, arrachèrent des *territoires* entiers à *leur somnolence*, complétèrent intelligemment par des crédits indispensables les réformes politiques réalisées en 1956 par la IVe République finissante, à l'instigation de MM. Defferre et François Mitterrand. Plus tard, elles inspirèrent encore la coopération gaulliste dans ses projets les plus audacieux, sous la conduite de deux excellents ministres : MM. Jean Foyer puis Raymond Triboulet, assistés l'un et l'autre par M. Jean-Pierre Danaud, l'un des grands administrateurs libéraux de l'époque.

Malgré les sommes engagées, ces dépenses ne produisirent cependant aucun miracle. Elles rendirent la décolonisation française plus souple, plus facile. Elles favorisèrent l'équipement de quelques pays privilégiés comme la Côte-d'Ivoire. Trop souvent, elles s'évaporèrent en coûteuses opérations de prestige, projets écrasants, somptueux gaspillages, pour le profit d'une bourgeoisie locale jouisseuse et parasitaire. Par complexes moraux envers leurs anciens sujets, les Européens feignirent longtemps d'ignorer ces dilapidations surtout si leurs commerce en retirait d'énormes avantages. Avec un peu d'argent, ils espéraient réparer les torts imaginaires ou réels de leurs ancêtres envers le monde noir.

Les temps ont changé. Dans l'ensemble des nations industrialisées, la peur du chômage, le spectre de la crise remplacent la mauvaise conscience à l'égard des peuples pauvres. L'opinion publique n'envisage plus aussi bien qu'en des jours plus heureux de distraire une partie de ses revenus au profit d'une étrange et lointaine humanité, en effervescence perpétuelle. Mais, simultanément, l'équilibre de l'Afrique nécessaire à la paix du globe réclame toujours des sacrifices, puisque aucun résultat ne s'obtient sans frais.

Un avenir lugubre

Même avec une bonne volonté infinie, la France ne saurait suffire seule à d'aussi vastes demandes. Un accord entre Européens dégagerait plus aisément les ressources convenables, c'est-à-dire supérieures aux moyens garantis par les conventions de Lomé. Mais ni les Allemands, ni les Hollandais, ni les Anglais ne souhaitent guère s'en imposer le sacrifice. S'ils changeaient, les Occidentaux se dépouilleraient-ils simultanément de leur désastreux mercantilisme, et d'une propension continuelle à confondre la politique et les affaires ?

Rien n'annonce une telle conversion de mentalité, ni la naissance d'une morale plus saine parmi les utilisateurs. La classe dirigeante africaine ne manifeste aucun désir de réformer ses habitudes. Nul ne saurait s'en charger à sa place. Des investissements plus volumineux ne produiraient aucun effet positif, s'ils aboutissaient simplement à multiplier les dépenses excentriques, les gaspillages, pour ne rien dire des fameux comptes dans les banques suisses.

Entre la déstabilisation du continent qu'elle redoute et le prix d'un équilibre précaire qu'elle hésite à payer, l'Europe ne dégagera pas aisément une voie moyenne. Le contrôle à peine dissimulé qu'elle envisage d'étendre sur l'économie zaïroise esquisse les grandes lignes d'une stratégie intermédiaire. Sans doute remet-il en cause bien des idées admises depuis vingt-cinq ans. La poli*tique s'en soucie* peu. *Elle définit*, développe d'abord des rapports de forces, non des intentions.

La récente rencontre organisée à Kinshasa entre le général Mobutu et son adversaire du *printemps, M. Agostinho Neto*, confirme d'ailleurs qu'au-dessus de leurs Etats respectifs, de puissants protecteurs américain et soviétique poussent maintenant à la paix, après avoir admis la guerre auparavant. La réconciliation des *Grands sur ce terrain-là* n'assure pas forcément celle de leur clientèle. Les uns et les autres se disputent, s'embrassent, puis se déchirent à nouveau sans souci de la veille ni du lendemain, et un rapprochement précède toujours d'autres crises. Dans ces convulsions, l'Afrique cherche péniblement sa route. L'expérience annonce qu'elle se dessine quelque part entre la servitude et la tragédie.

FIN

Le Monde

politique

Les élections législatives partielles

M. Mitterrand maintient ses critiques contre le Conseil constitutionnel

De notre correspondant

Lille. — M. Mitterrand a participé, mercredi 30 août, dans le Pas-de-Calais, à la campagne électorale de M. Wilquin, faire socialiste de Berck-sur-Mer, dont l'élection à l'Assemblée nationale, en mars dernier, a été annulée par le Conseil constitutionnel. Après s'être notamment rendu à Etaples, où il s'est entretenu avec des marins-pêcheurs de la crise de la pêche artisanale, il a participé, dans la soirée, à Berck à un meeting rassemblant quelque mille cinq cents personnes.

M. Mitterrand a repris ses critiques contre le Conseil constitutionnel : « *En France, il faut une autre institution pour arbitrer les élections. Non pas un tribunal politique, mais une Cour suprême — peu importe d'ailleurs le nom — composée de magistrats indépendants ou, si l'on veut, de représentants politiques désignés à la proportionnelle...* »

Le leader du P.S. a annoncé qu'il tiendrait le même langage à Nancy, « *encore que je ne sois pas certain*, a-t-il déclaré, *que l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ait déplu à tout le monde dans la majorité, tout comme celle de l'adjoint direct de M. Chirac, M. Christian de La Malène* ».

Il a également de nouveau dénoncé comme illégale l'intervention du chef de l'Etat à la veille du scrutin de mars dernier. Pour terminer. M. Mitterrand s'est livré à une critique très vive de la politique du gouvernement, déclarant notamment : « *M. Giscard d'Estaing nous assurait, en 1974, qu'il fallait tolérer une certaine inflation pour empêcher le chômage. M. Raymond Barre, à son arrivée au pouvoir, affirmait que sa mission essentielle était de lutter contre l'inflation. Aujourd'hui, nous avons le chômage et l'inflation. C'est l'échec total...* »

GEORGES SUEUR.

L'U.G.P. : un faux procès.

L'Union des gaullistes de progrès (gaullistes d'opposition) a estimé, dans un communiqué publié mercredi 30 août, que M. Mitterrand instruisait « *un faux procès* » au Conseil constitutionnel et qu'elle ne pouvait donc le suivre dans « *ses attaques injustifiées et inadmissibles* » contre ce qu'elle considère comme « *un acquis considérable de la Ve République* ».

Meurthe-et-Moselle

● *M. Hector Rolland*, député R.P.R. de l'Allier, a proposé, mercredi 30 août, un « *face-à-face* » *soit à la télévision régionale, soit dans une réunion publique* » à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, pour s'expliquer sur le terme de « godillots » employé par le président du parti radical lors de sa conférence de presse du 28 août, à Nancy (*le Monde* du 29 août). M. Rolland « *estime qu'on ne peut laisser passer le terme* » par lequel M. Servan-Schreiber a qualifié le comportement des députés de la majorité dans le passé.

● *M. Henri Begorre*, candidat du P.S.U. à l'élection législative partielle de Meurthe-et-Moselle, conseiller municipal de Maxeville, a indiqué, mercredi 30 août, que le scrutin « *doit être l'occasion pour les travailleurs d'exprimer leur volonté de dépasser les querelles de la gauche et de créer les conditions de mobilisation populaire* ». Il a ajouté : « *La défaite de la gauche et la situation politique due à la déception et à la démobilisation qui ont suivi, ont permis à la bourgeoisie d'accueillir la restructuration industrielle, avec les conséquences désastreuses pour les travailleurs que l'on connaît.* »

● *M. Jean-Paul Petit*, candidat dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, secrétaire national de l'Union des Français de bon sens (U.F.B.S.) s'étonne dans une lettre ouverte à M. Valéry Giscard d'Estaing de la présence de ce dernier aux côtés de M. Servan-Schreiber, sur les affiches électorales du président du parti radical. M. Petit écrit notamment : « *Nous avons toujours pensé que notre président de la République se situait, et vous l'avez rappelé vous-même, bien au-dessus des partis.* » Cette affiche avait également suscité la protestation du C.N.I.P. (*le Monde* des 24 et 29 août).

● *M. Roger Chinaud*, président du groupe parlementaire de l'U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui participe, jeudi soir 31 août, aux côtés de M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., à une réunion de soutien à M. J.-J. Servan-Schreiber, à Nancy, a estimé, mercredi 30 août, que l'ancien ministre « *mène un combat difficile* ». Selon lui, « *la force de l'U.D.F. repose notamment sur la diversité des origines politiques et des tempéraments. Cette diversité est synonyme de richesse. L'U.D.F. ne doit jamais perdre l'occasion de montrer qu'elle tient à cette diversité* ».

● *M. Joël Boillot*, vice-président du club gaulliste de gauche Collège pour une société de participation (C.S.P.), qui avait été candidat de l'U.D.F. en mars 1978 dans la 16e circonscription de Paris (quatorzième arrondissement, partie Plaisance), a annoncé sa candidature dans cette circonscription en vue du scrutin du 24 septembre prochain, provoqué par l'invalidation de M. Christian de la Malène (R.P.R.). M. Boillot avait obtenu, le 12 mars dernier, 2 168 voix.

● *M. Jean Charbonnel*, président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition), a estimé, dans un article que publie le mensuel de ce mouvement, *le Recours républicain*, que « *les gaullistes restés dans la majorité se trouvent aujourd'hui dans une impasse totale, rejetés à la droite d'une U.D.F. qui cherche tous les jours à s'affirmer davantage, voués à une contestation sans sanction qui désoriente l'opinion* ».

Après avoir précisé que, selon lui, l'héritage du général de Gaulle est « *en danger de mort* », M. Charbonnel a conclu : « *C'est seulement en renouvelant profondément l'expression de sa doctrine et en reconvertissant totalement sa stratégie que le gaullisme pourra assurer son avenir.* »

● *M. Raymond Barre*, premier ministre, se rendra en Corse au mois de décembre.

NOMINATIONS A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

— *M. Jean-Pierre Narnio* a été nommé mercredi 30 août au secrétariat général de la présidence de la République. Il occupera les fonctions de conseiller technique auprès de M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée, et sera chargé des problèmes économiques et sociaux et de politique intérieure.

[M. Jean-Pierre Narnio, né en février 1939, agrégé d'histoire, a d'abord été enseignant dans le cadre de la coopération de 1965 à 1972. Puis il est entré au ministère de la coopération et affecté à la direction du développement économique. Il a occupé successivement les fonctions de chargé de mission géographique (1973-1975), puis chef de service de la promotion industrielle, des infrastructures et des échanges, enfin, depuis 1976, sous-directeur des infrastructures et de l'industrie.]

— *Le lieutenant-colonel Etienne Renard* a été nommé aide de camp à l'état-major particulier du président de la République, en remplacement du lieutenant-colonel Philippe Arnold, appelé à d'autres fonctions.

— *Le capitaine de corvette Raoul Le Boucher d'Hérouville* a été affecté à l'état-major particulier du président de la République.

NOMINATIONS DE SOUS-PRÉFETS

Le *Journal officiel* du 31 août a publié les nominations suivantes :

— *M. Claude Erignac*, secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie, est nommé sous-préfet d'Avesnes (Nord) ;

— *M. Jacques Millorit*, sous-préfet d'Avesnes, est nommé sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Bas-Rhin ;

— *M. Jean-Marie Auvinet*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet de la Nièvre ;

— *M. Claude Ballade*, administrateur civil, est nommé directeur du cabinet du préfet de la Guadeloupe ;

— *M. François Burdeyron*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet du Lot-et-Garonne ;

— *M. Jean-François Kraft*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet de l'Allier ;

— *M. Bernard Lemaire*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet de l'Aisne ;

— *M. Michel Pinauldt*, administrateur civil, est nommé sous-préfet chef de cabinet du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France ;

— *M. Alexis Ruset*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet de Saône-et-Loire ;

— *M. Michel Pélissier*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet des Landes ;

— *M. Michel Lavenseau*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet du Cher ;

— *M. Patrice Durand*, administrateur civil, est nommé sous-préfet directeur du cabinet du préfet d'Eure-et-Loir.

M. DIJOUD A REÇU UN ACCUEIL RÉSERVÉ A LA RÉUNION

(De notre envoyé spécial.)

Saint-Denis-de-la-Réunion. — L'accueil de la classe politique réunionnaise à M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, pendant son séjour dans l'île, du 26 au 29 août (*le Monde* du 31 août) fut très réservé. Sa réputation d'homme libéral prêt à faire des concessions sur le statut départemental inquiétait ses hôtes. Le jour de son arrivée, M. Jean Fontaine, député non inscrit, avait, dans une déclaration fracassante, reproché au secrétaire d'Etat de n'avoir pas pris publiquement position contre l'appel à l'indépendance de la Réunion lancé par le comité de libération de l'O.U.A.

Le lendemain, à Saint-Paul, le secrétaire d'Etat était accueilli devant la mairie par des manifestants silencieux portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Nous sommes Français !* », « *Non à l'O.U.A. !* », « *Non à l'autonomie !* », etc. Le maire, M. Paul Benard, se lançait alors dans une violente diatribe contre le secrétaire d'Etat. Critiquant les silences de M. Dijoud lors de l'affaire de l'O.U.A., il déclarait notamment : « *Précédée de votre renommée, votre visite a fait fleurir ici les mouvements autonomistes et séparatistes. Ce n'est pas un hasard (...). Ce ne sont pas les Réunionnais qui quitteront la France. Mais nous sommes au regret de constater que, dans certains milieux parisiens haut placés, le ver est dans le fruit.* »

Dans sa réponse, le secrétaire d'Etat a réaffirmé alors avec force l'appartenance de la Réunion, « *sol sacré de la patrie* », à la France. « *La Réunion, c'est la frontière de la France*, déclarait-il. *Quel que soit l'agresseur, la France la défendra.* »

Ce n'est donc qu'au cours des deux derniers jours de la visite, la question du statut de l'île ayant été définitivement éclaircie, que furenu abordés les véritables problèmes de la Réunion : la restructuration de l'industrie sucrière, le difficile aménagement des hauts de l'île, le manque de formation pour les jeunes, l'échec du plan de relance de l'élevage, la situation embryonnaire de la pêche, la stagnation de l'émigration, la non-application des lois sociales métropolitaines, les abus du monpole d'Air France et surtout le chômage qui touche une partie de plus en plus importante de la population.

Mais le secrétaire d'Etat ne devait apporter ni solution ni remède. Au moins écouta-t-il avec beaucoup d'attention les doléances et revendications des uns et des autres. Ce sera peut-être au premier ministre, M. Raymond Barre, dont la venue est annoncée pour la fin de l'année, d'apporter les éléments de réponse aux questions que se posent avec de plus en plus de gravité les Réunionnais sur l'avenir de l'île.

MAURICE BOTBOL.

Une nouvelle pratique sociale

(Suite de la première page.)

En particulier, toute politique de l'emploi, reposant sur de vastes programmes nationaux, risque toujours de renforcer, par son application, les aspects d'assistance au lieu de conduire à une réduction durable du nombre des demandeurs d'emploi.

Pour tenir compte d'avantage de l'existence de bassins d'emploi ayant chacun des problèmes spécifiques, sa conception et sa mise en œuvre devraient-elles être, au moins partiellement, régionalisées. Les assemblées régionales pourraient ainsi prendre une part plus active à l'effort de lutte contre le chômage et de renouveau du tissu industriel. De manière plus ponctuelle, l'expérience canadienne des programmes d'initiative locale pour l'emploi (PILE) montre même que les communes pourraient jouer un rôle très positif en matière de créations d'emplois dans le secteur des services collectifs.

Parallèlement à ces mesures de décentralisation, la politique d'aménagement du territoire activement menée depuis quinze ans doit être poursuivie. Certes, sa mise en œuvre est rendue d'autant plus difficile que le nombre de créations nettes d'emplois industriels s'est considérablement réduit.

Mais il convient de réaffirmer nettement que les zones les moins développées du pays et celles qui, anciennement industrialisées, sont confrontées à la nécessité de conversions massives et brutales, doivent bénéficier directement de la solidarité nationale. Dans la mesure où les décentralisations d'emplois industriels deviennent plus problématiques et moins nombreuses, celles d'emplois tertiaires du secteur public ou privé doivent être activement recherchées et mises en œuvre.

La répartition des charges

L'ensemble de ces correctifs et de ces mesures d'accompagnement de la politique économique ne saurait pourtant suffire à garantir son succès : il importe davantage encore que le poids des efforts devant être nécessairement, compte tenu de la conjoncture, supportés par le pays soit réparti en tenant compte équitablement des capacités et des ressources de chacun.

Aucune crise et donc aucune œuvre de redressement ne sauraient conduire à différer l'indispensable amélioration de la situation des plus défavorisés ou la nécessaire adaptation de l'entreprise aux nouvelles réalités sociales.

Aussi, des réformes ou des actions de portée et de nature variables apparaissent-elles indispensables dans le domaine social. Certains projets de loi seront soumis au Parlement lors de sa prochaine session : ils concernent la représentation des cadres dans les conseils d'administration des entreprises ou la mise en œuvre en faveur des entreprises en difficulté de dispositions nouvelles permettant d'organiser la prévention et de favoriser leur redressement. Il est heureux que le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise voit, enfin, certaines de ses propositions — après celles relatives au bilan social — mises en œuvre.

Si la présence de cadres dans les organes dirigeants des entreprises se révélait positive, la réforme devrait être étendue, rapidement, à l'ensemble des salariés.

D'autres mesures, qui relèvent de la négociation directe entre partenaires sociaux, n'en apparaissent pas moins importantes. Aussi est-il indispensable que les négociations engagées en matière d'indemnisation du chômage aboutissent rapidement. Elles devraient permettre de remédier aux lacunes des mécanismes actuels qui garantissent à une minorité de demandeurs d'emploi des revenus équivalents à 90 % de leur dernier salaire, tandis que d'autres n'ayant jamais travaillé — jeunes et femmes le plus souvent — ne perçoivent aucunes ressources.

La volonté de faire progresser plus vite que la moyenne les plus faibles revenus et de garantir un revenu familial minimum appelle autant l'expérimentation des partenaires sociaux que l'intervention du législateur et du gouvernement. Il apparaît essentiel de prendre en considération, à cet égard, l'ensemble des revenus — et non les seuls salaires — pour tenir compte des transferts dont bénéficient les salariés et ne pas pénaliser, à l'inverse, les catégories de population telles que les personnes âgées ou les handicapés.

Plus généralement, l'adaptation de la société française à cette nouvelle période de son histoire économique et sociale suppose une évolution progressive des mentalités et des comportements à l'égard du travail : dans ce domaine, une extension accrue des nouvelles formes d'activités — travail à temps partiel — comme la réduction de la durée hebdomadaire du travail apparaissent comme autant de voies de réflexion et d'innovation sociale.

Encore convient-il de ne pas éluder l'impact inévitable et irréductible de toute évolution importante du rapport entre le travail et les revenus. A l'échelle de l'ensemble d'une société, il serait en effet illusoire, et donc dangereux, de prétendre garantir à la fois un nouveau partage du travail et une progression inchangée du pouvoir d'achat pour toutes les catégories.

Enfin, deux réformes, l'une d'ordre fiscal et l'autre relative à l'épargne, devraient être mises en œuvre sans tarder, pour contribuer à un partage plus équilibré des efforts nécessaires au redressement économique et à un renforcement du consensus national.

L'instauration d'un impôt sur les grosses fortunes, d'une part, celle d'une indexation des taux d'intérêts consentis aux détenteurs de livrets de caisses d'épargne, d'autre part, apparaissent complémentaires bien que de nature différente. Le président de la République avait d'ailleurs évoqué, dans une lettre adressée à la fin de 1976 à l'actuel premier ministre, ses préoccupations relatives à l'épargne des catégories bénéficiant de faibles revenus.

Le temps est venu pour les Français, après de longs mois de campagne électorale qui ont conduit à rejeter une autre forme d'organisation économique et sociale, d'inventer un nouveau libéralisme, à la mesure des difficultés réelles que connaît la France et des ambitions légitimes qui sont les nôtres.

Il nous semble seul à même de permettre une adaptation suffisamment rapide de nos structures économiques aux nouvelles conditions de l'ordre économique mondial.

Libérer l'économie, ce n'est pas permettre à ce que l'on appelle les forces économiques de mener librement le jeu — c'est-à-dire de le fausser.

C'est faire en sorte que, chaque jour davantage, le fonctionnement de l'économie repose, à tous les niveaux, et de la part de chacun des acteurs de la vie économique, sur l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Loin d'être rétrograde, ce courant rejoint certaines des aspirations du courant le plus objectivement, le plus profondément progressiste de la gauche — c'est-à-dire le courant autogestionnaire et décentralisateur, qui se trouvait en porte-à-faux avec la logique centralisatrice et étatique du programme commun, — et qui va pouvoir désormais vivre sa vie.

BERNARD STASI.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 30 août 1978, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **LES TRANSPORTS PUBLICS D'INTÉRÊT LOCAL**

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif aux transports publics d'intérêt local. Se substituant à une législation déjà ancienne, puisqu'elle date, pour l'essentiel, de la loi du 31 juillet 1913, il définit et modernise le cadre juridique dans lequel peuvent être créés et exploités les services locaux de transports terrestres publics de voyageurs ou de marchandises, hors de la région parisienne, y compris les transports par chemin de fer funiculaire, téléphérique, remonte-pente. Les transports scolaires demeurent soumis au décret du 4 mai 1973.

● **AIR FRANCE**

Le conseil a approuvé un projet de décret autorisant Air France à souscrire à une majoration du capital de la compagnie libanaise Middle East Airlines Air Liban, où Air France est actionnaire à hauteur de 28,5 %.

● **RÉMUNÉRATION DES PERSONNELS DE L'ÉTAT**

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret majorant les rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'accord salarial du 7 juillet 1978, ce texte prévoit d'abord une augmentation de traitements de 2,5 % au 1er septembre. Depuis le début de l'année, les traitements ont été relevés de 8 %.

En outre, et afin de permettre une progression du pouvoir d'achat des agents dont la rémunération est la moins élevée, le décret prévoit une amélioration de leur classement ainsi que le relèvement de l'indemnité spéciale mensuelle.

Le texte comporte en troisième lieu l'intégration d'un point et demi de l'indemnité de résidence dans le traitement de base, applicable aux dates d'effet prévues par l'accord.

Le minimum garanti mensuel des agents de l'Etat en activité est donc, grâce à ces différentes mesures, porté à 2 505,61 F.

● **LA PROCHAINE SESSION PARLEMENTAIRE**

Le premier ministre et le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ont entretenu le conseil du programme et des conditions de déroulement de la session du Parlement, qui s'ouvrira le lundi 2 octobre prochain et qui sera principalement consacrée à l'examen de la loi de finances pour 1979, mais aussi à celui de plusieurs projets et propositions de loi nouveaux ou en instance devant les assemblées.

Parmi les textes déjà déposés et en instance, il faut citer notamment ceux qui concernent la création des fonds communs de placement, la réforme des conseils de prud'hommes, les sociétés d'investissement à capital variable.

Parmi les textes nouveaux seront notamment examinés l'important projet de loi-cadre sur le développement des responsabilités locales dont le vote proprement dit ne devrait intervenir qu'au cours de la session de printemps de 1979, le projet de réforme de la fiscalité directe locale, les textes relatifs à l'adaptation du VIIe Plan et à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

En ce qui concerne plus particulièrement le budget de 1979, des dispositions ont été prévues, en concertation avec les présidents des deux assemblées et les présidents et rapporteurs des commissions pour, conformément aux engagements pris par le premier ministre, améliorer les conditions de son examen, en fonction des contraintes du calendrier.

Le président de la République a invité les membres du gouvernement à apporter une contribution de qualité au déroulement des travaux parlementaires. Il convient à cette fin de répondre largement aux besoins d'information du Parlement sur les projets de lois déposés, de respecter le temps de parole fixé pour le gouvernement pendant la discussion budgétaire et de se prêter à la recherche de délais suffisants pour la discussion des textes en séance.

● **LA SITUATION DE L'EMPLOI**

Le ministre du travail et de la participation a présenté une communication sur la situation de l'emploi. Les statistiques disponibles des demandeurs d'emploi font apparaître une évolution comparable à celle de l'an dernier à la même époque avec une situation relativement meilleure pour les jeunes demandeurs d'emploi, qui traduit les résultats positifs du pacte national 1977-1978.

Le niveau des demandes d'emploi non satisfaites reste supérieur à celui de l'an dernier et devrait augmenter à l'automne avec l'arrivée saisonnière d'une nouvelle classe d'âges de jeunes sur le marché du travail, le nouveau pacte national pour l'emploi des jeunes ne faisant sentir ses effets que progressivement à partir du mois de septembre avec des résultats plus sensibles à la fin de l'année.

Le ministre du travail et de la participation exposera, au prochain conseil des ministres, les grandes orientations de l'action gouvernementale pour lutter contre le chômage et développer l'emploi. (Lire page 16.)

● **INDUSTRIE DU PÉTROLE**

Le ministre de l'industrie a présenté une communication sur l'industrie du raffinage du pétrole.

Le gouvernement estime nécessaire que le fonctionnement de ce marché soit rendu plus concurrentiel, sans porter atteinte à la maîtrise de nos approvisionnements ni aux besoins des groupes pétroliers nationaux.

Pendant l'année 1979, les prix des produits pétroliers seront ajustés systématiquement en fonction des cours internationaux du pétrole brut et du cours des monnaies, et des mesures seront prises pour intensifier, au bénéfice des consommateurs, la concurrence sur le marché national. En particulier, le ministre de l'industrie définira un nouveau régime d'accès au marché des produits pétroliers.

A la fin de l'année 1979, l'ensemble du nouveau dispositif fera l'objet d'un réexamen à la lumière des objectifs fixés par le gouvernement.

A l'issue de la communication du ministre de l'industrie, le président de la République a déclaré :

« Depuis la fixation des prix des produits pétroliers intervenue en juin dernier, le franc s'est apprécié par rapport au dollar, monnaie de règlement des achats de pétrole.

» Cette évolution, qui témoigne de la bonne santé de notre monnaie, crée un avantage de change pour les compagnies pétrolières.

» Cet avantage sera récupéré au bénéfice des consommateurs.

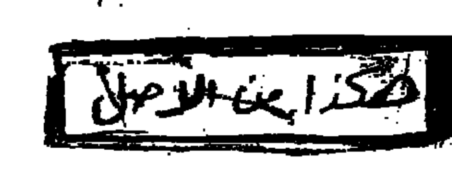
» Dans un premier temps, les sommes ainsi récupérées seront versées à l'Agence pour les économies d'énergie. Pour l'avenir, cette marge sera considérée comme une réserve acquise aux consommateurs, qui servira à atténuer une hausse des prix qui affecterait le pétrole importé. » (Lire page 17.)

M. GILBERT LÉOUTRE directeur du Centre national de documentation pédagogique

M. Gilbert Léoutre, sur proposition de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a été nommé par le conseil des ministres au poste de directeur du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) en remplacement de M. Gabriel Quenecz, qui occupait ce poste depuis la création du C.N.D.P. en août 1976.

[Né en 1938 à Bône (Algérie, aujourd'hui Annaba), M. Gilbert Léoutre est agrégé de lettres classiques, ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Il est professeur de lycée à Orléans de 1963 à 1966 puis censeur au lycée Mallarmé, à Paris. Proviseur du lycée d'Etat d'Auch en 1969, il devient, en juillet 1972, inspecteur d'académie de l'Aveyron. En mai 1973, alors que Georges Pompidou est président de la République, il est nommé chargé de mission à la présidence de la République pour les problèmes d'éducation. Chargé de mission d'inspection générale depuis mai 1974 il est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (relations culturelles et scientifiques) de 1975 à 1977. Inspecteur général de l'instruction publique depuis septembre 1976, il est conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation depuis février 1977.]

● *Le conseil des ministres* du mercredi 30 août a approuvé la dissolution du conseil municipal de Ploumagoar (3 940 habitants), dans les Côtes-du-Nord.



Le Monde

société

RELIGION

LES VOTES DU CONCLAVE

Un secret de Polichinelle

De notre envoyé spécial

Rome. — Un certain nombre d'éminents cardinaux, sans parler de Sa Sainteté Jean Paul Ier lui-même, ont-ils encouru une peine d'excommunication, *latae sententiae* (automatique) pour avoir violé le secret du conclave ?

La constitution de Paul VI sur l'élection du pontife romain est on ne peut plus claire. Le serment prêté par tous les cardinaux comporte cette phrase : *« Nous promettons et jurons surtout de garder le secret très scrupuleusement vis-à-vis de tous, même de nos conclavistes s'il y en a, sur tout ce qui concerne d'une manière quelconque l'élection du pontife romain, et sur ce qui se fait sur le conclave ou le lieu d'élection, et qui concerne directement ou indirectement les scrutins ; de ne violer en aucune façon ce secret, aussi bien pendant le conclave qu'après l'élection du nouveau pape, sauf faculté particulière ou autorisation expresse qui nous serait accordée par ce même pape. »*

Cette dernière phrase semble donner toute latitude au pape de parler librement. Or, au lendemain de son élection, Jean Paul Ier a fait allusion au *« danger d'être élu »* qu'il sentait dès le matin, c'est-à-dire au deuxième scrutin, alors qu'il a été désigné au terme du quatrième vote. Mais qu'en est-il des autres cardinaux, qui, dans l'euphorie de cette élection rapide, ont brisé le mur de silence dressé autour du conclave, en multipliant confidences et indiscrétions.

Voici ce qu'ont dit les plus bavards :

● Le cardinal Joseph Höffner, archevêque de Cologne : *« A la fin, on n'a pas eu besoin de compter les votes, car le nom du cardinal Luciani était le seul prononcé par les scrutateurs. »*

● Le cardinal Suenens, primat de Belgique : *« Au quatrième scrutin, le cardinal Luciani avait une majorité inattendue, extraordinaire, royale. »*

● Le cardinal Avelar Brandao Vilela, primat du Brésil : *« Le cardinal Luciani fut acclamé chaleureusement et longuement. Il s'est montré ému mais serein. »*

● Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, qui a parlé de l'*« unité »* du conclave, nous a confié : *« Dès le deuxième tour, les choses étaient tellement claires que le cardinal Luciani a mis sa main sur mon bras, comme s'il voulait me retenir. »*

● Le cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes : *« J'étais angoissé avant, mais, une fois entré au conclave, j'ai connu une grande paix. »*

● Le cardinal Charles Renard, archevêque de Lyon : *« Au fur et à mesure que se déroulait le conclave, j'ai senti se développer une convergence qui a abouti à l'unité. »*

● Le Père Romeo Panciroli, porte-parole du Saint-Siège : *« Le pape a été plébiscité. »*

● Radio-Vatican : *« C'était une quasi-acclamation. »*

D'après les informations qu'il a pu réunir, Giancarlo Zizola, journaliste à *Il Giorno* et vaticanologue connu, affirme que Jean Paul Ier a reçu les votes des cardinaux français résidentiels, des Africains, de beaucoup de Latino-Américains et d'Asiatiques et des Italiens résidentiels. Selon lui, il y aurait eu un total de quatre-vingt-deux votes au quatrième scrutin. Dernière révélation de la même source : le candidat du cardinal Luciani aurait été le cardinal brésilien Aloisio Lorscheider.

ALAIN WOODROW.

JUSTICE

Le Parlement sera saisi d'une réforme des permissions de sortir

annonce M. Peyrefitte

« C'est un incident déplorable, » a déclaré M. Peyrefitte à la sortie du conseil des ministres (nos dernières éditions), à propos de la fusillade du boulevard Voltaire (*le Monde* du 31 août), *qui s'ajoute à plusieurs autres que nous avons eu à déplorer ces mois dernier. Il nous confirme dans notre intention de proposer au Parlement, lors de la rentrée, une réforme du système des permissions de sortir. »* *« Des mesures sont à l'étude »*, indique-t-on sans autre détail à la chancellerie.

Il rappelait alors qu'un décret du 25 novembre 1977 a modifié la composition de la commission de l'application des peines qui décide de l'octroi de telles permissions (article D 96 du code de procédure pénale). Désormais, un *« représentant du ministère public près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement siège dans cette commission aux côtés du chef d'établissement, des membres du personnel de direction, du surveillant chef, des éducateurs et assistants sociaux, du médecin et du psychiatre »*.

« Si le décret du 25 novembre ne donnait pas de résultats satisfaisants, avait précisé en janvier M. Peyrefitte, *il conviendrait de saisir dans quelques mois le Parlement d'un projet de loi qui tendrait à soumettre à la cour d'appel l'octroi des permissions en cas de désaccord au sein de la commission de l'application des peines. »* Le ministère de la justice espérait parvenir ainsi à réduire encore le nombre des détenus imprudemment autorisés à bénéficier de permissions.

Le système des permissions de sortir existait en fait depuis 1958, mais de manière très restrictive. Ce sont les décrets du 12 septembre 1972 et du 23 mai 1975 qui ont assoupli les conditions d'octroi et de permissions pour favoriser la réinsertion sociale des détenus en maintenant les liens avec la famille, avec l'extérieur. Depuis lors, ce régime a été tour à tour critiqué et défendu par les autorités.

« Je considère, déclarait en décembre 1975 à R.T.L. M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux (*le Monde* du 26 décembre 1975), *que les meurtriers ne doivent pas bénéficier de permissions de sortie. Mais c'est le juge qui a seul le pouvoir d'accepter. »*

Diverses modifications ont alors été apportées au régime des permissions. En février 1976, les détenus étrangers, sur intervention du ministère de l'intérieur, se sont vu exclus de ce régime (*le Monde* du 25 février 1976) : les établissements pénitentiaires dans lesquels ils étaient en grand nombre connaissaient un taux d'échecs très supérieur à la moyenne nationale.

0,03 % de délinquants

Cette moyenne nationale, en revanche, ne cessait de diminuer. En 1975, pour 17 362 permissions accordées, 745 détenus, soit moins de 5 %, n'avaient pas regagné dans les délais prescrits l'établissement dans lequel ils étaient incarcérés. Un nombre infime de ceux-ci avaient commis des délits graves. En 1976, 479 détenus n'avaient pas regagné à temps leur prison, soit 3,07 % pour les 15 591 permissions. Seuls 0,03 % des permissionnaires avaient profité de leur sortie pour commettre de nouveaux délits. Pour 1977, sur 15 921 permissionnaires, la proportion d'échecs — 530 détenus — était à peu près identique.

« Il serait désastreux de supprimer le système des permissions, avait déclaré M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, le 12 juin 1977 à Europe 1 (*le pression de permissions, qui sont presion de permissions, qui sont le seul espoir des détenus, le seul stimulant pour qu'ils s'améliorent et qu'ils soient récupérés par la société, me paraîtrait tout à fait catastrophique. »*

« Il convient de ne pas s'arrêter aux seuls aspects spectaculaires », répétait le garde des sceaux en août 1977 (*le Monde* du 17 août 1977), répondant à une question écrite de M. Jean Kiffer, député de la Moselle (P.R.), qui s'inquiétait des infractions commises par des détenus en permission. Cependant après qu'un détenu en permission eut tué sa fille âgée de dix ans (*le Monde* daté 23-24 octobre 1977), puis une fusillade le 28 novembre 1977 dans les Hauts-de-Seine (*le Monde* daté 1er-2 décembre 1977), on a commencé de parler de *« la série noire des permissions de sortir »* et à envisager de nouvelles mesures restrictives.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Police : divergences entre syndicats autonomes

La fusillade du boulevard Voltaire suscite des divergences d'analyses au sein des syndicats autonomes de la police, majoritaires dans la corporation. Quatre organisations membres de la Fédération autonome des syndicats de police — Syndicat national des policiers en tenue, Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S., Syndicat national des officiers et commandants, Syndicat national indépendant des personnels *administratifs* et techniques — ont publié avec le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale et le Syndicat national des policiers en civil un communiqué dans lequel *« ils élèvent une protestation contre le laxisme qui méprise la mission des fonctionnaires chargés de remettre les malfaiteurs à la justice de leur pays ».* *« Ils exigent que les mesures de libéralisation du régime pénitentiaire, prises trop hâtivement et sans précautions suffisantes, soient très rapidement revues afin que cessent des pratiques dangereuses pour la sécurité de chacun. »*

Bien que lui aussi membre de la F.A.S.P., le Syndicat général de la police (S.G.P.) ne s'est pas associé à cette protestation, publiant un autre communiqué dans lequel il s'interroge *« sur les mesures d'application de la loi sur la libéralisation du régime carcéral ».* *« Certains élargissements accordés trop facilement à des détenus réputés dangereux ne s'apparentent-ils pas à des mesures destinées à provoquer des réactions contraires dans l'opinion publique ? »* demande le S.G.P., qui souhaite être reçu *« de toute urgence »* par le garde des sceaux.

L'Union syndicale catégorielle de la police nationale proteste pour sa part *« une nouvelle fois contre les permissions accordées aux détenus ».* La fédération C.F.T.C. des syndicats de police demande une aggravation des peines encourues *« par tout individu qui portera atteinte à la vie d'un fonctionnaire d'autorité ».*

Enfin, l'assiciation Légitime Défense apporte *« son soutien total au corps de la police française, dont la tâche difficile et dangereuse de maintien de l'ordre vient encore d'être tristement mise à l'honneur »*.

LA DÉTENTION EN FRANCE DE M. JAMES McCANN EST PROLONGÉE

Le gouvernement de Bonn aurait, selon des sources judicaires marseillais, demandé au début de cette semaine aux autorités françaises une prolongation du délai fixé pour envoyer les documents nécessités par la demande d'extradition de M. James-Joseph McCann, un ressortissant irlandais, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt après un attentat commis en 1973 à Moenchengladbach (*le Monde* des 12 et 24 août). Selon la convention d'extradition de 1959 entre la France et la R.F.A., le délai entre la demande d'extradition et l'envoi de documents la justifiant est de vingt jours mais il peut être *prolongé* à la demande de l'Etat requérant dans des limites fixées par l'Etat requis.

M. McCann, arrêté le 9 août dernier à Théoule (Alpes-Maritimes), a déposé le 25 août une demande d'asile politique en France. Il a reçu dans sa démarche le soutien de plusieurs organisations françaises, notamment de l'union départementale de Force ouvrière des Bouches-du-Rhône. Celle-ci déclare qu'elle a *« toujours été très attachée à la liberté et aux principes indescriptibles du droit d'asile »* et demande *« que ce droit soit respect par les autorités françaises ».*

UNE EXPLOSION D'ORIGINE CRIMINELLE RAVAGE L'APPARTEMENT DE M. MOUROUSI

L'explosion, suivie d'un incendie, qui a ravagé vers 2 heures du matin, ce jeudi 31 août, les deux premiers étages d'un immeuble situé 126, boulevard Suchet dans le seizième arrondissement à Paris, est *vraisemblablement* d'origine criminelle.

Au premier étage de cet immeuble habite M. Yves Mourousi, *producteur du journal télévisé de* TF 1 - 13 heures. Le journaliste, qui se trouvait dans son appartement au moment de l'explosion, n'a pas été atteint.

LE JEUNE ALLEMAND BLESSÉ PAR LE PRINCE VICTOR-EMMANUEL QUITTE L'HOPITAL SUR L'« INSISTANCE DE SES PARENTS ».

(De notre correspondant.)

Marseille. — M. Hammer Dirk Geed, l'étudiant allemand de dix-neuf ans qui avait été blessé dans la nuit du 17 au 18 août dernier dans l'île de Cavallo (Corse) par une arme de guerre maniée par le prince Victor-Emmanuel de Savoie (*le Monde* du 22 août), a quitté, le mercredi 30 août dans la matinée, l'hôpital de la Conception à Marseille.

Blessé au cours d'une dispute entre le prince et un plaisancier italien à laquelle il était étranger, le jeune Allemand avait dû être amputé de la jambe droite. Les parents du jeune homme, tous deux chirurgiens dans la région de Munich, ont exigé que leur fils regagne leur pays.

Ce départ surprenant a fait l'objet de la part des autorités médicales et administratives d'un communiqué dans lequel on peut lire notamment :

« Le malade a fait l'objet, ce jour 30 août, sur l'insistance précipitée de ses parents, d'une évacuation par avion vers un établissement hospitalier d'Allemagne. Cette sortie est intervenue contre avis médical, l'état de santé du patient restant grave malgré une certaine amélioration clinique. » — J. C.

● *L'homme qui avait mortellement blessé, en Corse,* mardi 29 août, M. Horst Babl, touriste allemand, et grièvement blessé sa femme Birgitt (*le Monde* du 31 août), a été retrouvé, mercredi 31 août, aux abord d'une plage alors qu'il venait de se suicider. Il s'agit d'un légionnaire déserteur du 2e REP de Calvi, Léon Lando, vingt-huit ans, originaire de Malte. Les deux fillettes de dix et douze ans, retenues par le légionnaire, avait été retrouvées saines et sauves peu avant (*nos dernières éditions*).

Patriarche grec catholique

MAXIMOS V SÉJOURNE EN FRANCE JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE

Le patriarche grec catholique (melchite) d'Antioche et de tout l'Orient, Maximos V, est arrivé mercredi 30 août à Orly.

Venant de Rome, le patriarche devait présider le Congrès international de l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem, réuni ce jeudi 31 août à Blois.

Fondé vers 1120, à Jérusalem, par les croisés, pour assister les pèlerins et soigner les lépreux, l'ordre hospitalier et militaire de Saint-Lazare de Jérusalem se consacre à des œuvres charitables, notamment au Proche-Orient. Ses membres sont en majorité catholiques, mais on y compte aussi des orthodoxes et des protestants.

Après le Congrès, Maximos V reviendra à Paris, où il rencontrera, le 4 septembre, M. Chirac. Puis il se rendra à Aubazinès (Corrèze), dans un monastère byzantin situé près de Tulle, où vit une communauté melchite. A son retour à Paris, il célébrera une messe solennelle, le dimanche 10 septembre, à Saint-Julien-le-Pauvre.

Maximos V séjournera dans la capitale jusqu'au 15 septembre.

ALEXANDRE ZINOVIEV AU 16e CONGRÈS MONDIAL DE PHILOSOPHIE

Être ou ne pas être « philosophe soviétique »

De notre envoyé spécial

Dusseldorf. — Contraste. Le congrès a pu entendre, mardi 29 août, les considérations on ne peut plus orthodoxes de Piotr Fedosseev, considéré par beaucoup comme le « patron » de la philosophie soviétique. Quelques heures plus tard arrivait à Dusseldorf Alexandre Zinoviev. La participation du logicien soviétique avait été prévue avant qu'il ne soit autorisé à quitter l'U.R.S.S. il y a *quelques semaines, en principe* pour une durée d'un an. Il figure d'ailleurs sur la liste officielle du congrès au nombre des délégués d'U.R.S.S., son seul lien apparemment avec la plupart des 170 membres de cette délégation. *« Bien que je sois depuis plus de vingt ans un philosophe soviétique, je ne me suis jamais senti porté par le courant général. Et les philosophes soviétiques ne m'ont jamais admis entièrement comme l'un des leurs. J'ai toujours été en quelque sorte un marginal, une exception. Je n'ai dû qu'à un heureux concours de circonstances de pouvoir rester moi-même. Pour la philosophie soviétique dans son ensemble je n'ai jamais éprouvé que du mépris. Ce sentiment, je ne l'ai jamais caché même quand je vivais en U.R.S.S. J'estimais et j'estime encore qu'elle n'a jamais rien eu de commun avec la science. En ce qui concerne ma contribution à ce congrès, je parlerai de ma propre conception de la logique. »*

L'auteur, parmi une douzaine d'ouvrages, des *Problèmes de la logique multivalents* (1960), des *Fondements de la théorie logique de la connaissance scientifique* (1967), de la *Logique de la science* (1971), de *la Logique et le langage de la physique* (1975), ne se reconnaît comme maîtres que les logiciens Karl Ajdukiewicz, Jan Lukasiewicz, Georg Henrick von Wright et le mathématicien américain Post. En 1958, Zinoviev a détruit la thèse qu'il venait d'achever : « La logique dans le capital ». Ayant ainsi agi « faute de perspectives », il a abandonné toute référence au marxisme et s'est consacré entièrement à la logique formelle.

« Globalement, une telle atti- (1971), de *la Logique et le Lantude n'est plus possible aujourd'hui en U.R.S.S. Tout au plus peut-être pour des questions particulières. Ce que j'ai pu faire était dû à un certain relâchement dans une période de libéralisation relative. »* Vint la réaction : *« Mon groupe de logiciens a été dispersé. Dès 1973 je me suis trouvé dans un isolement créatif total. »*

Ainsi Zinoviev a-t-il cessé complètement d'être un « philosophe soviétique » au sens officiel de l'expression. Au sens où l'entendent Mme Ludmila Bouigva, vice-directrice de l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., et ses collègues : *« La réalité pose des questions auxquelles répond la philosophie scientifique... »*

La situation de la philosophie en U.R.S.S. peut-elle évoluer ? Elle est stable pour le moment, estime Zinoviev. Et il explique ainsi la cause déterminante qui engendre les philosophes soviétiques orthodoxes et anéantit ou exclut les autres : *« La société soviétique a besoin de la philosophie dans l'état où elle se trouve. Telle qu'elle est cette philosophie colle parfaitement à cette société. »*

Tous les ponts sont-ils rompus pour autant ? Présenté avant son intervention au congrès comme un « logicien de Munich », Zinoviev s'est dit « étonné » par cette affirmation. Il n'a voulu y voir qu'une « plaisanterie ».

MICHEL KAJMAN.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Kortchnoi fait reporter à nouveau la dix-huitième partie

Pour la deuxième fois, Victor Kortchnoi a demandé le report, sans justification, de la dix-huitième partie du championnat du monde. Cette partie, qui devait se dérouler primitivement mardi, puis jeudi, sera finalement jouée samedi 2 septembre. Le challenger a ainsi usé pour la troisième — et dernière — fois de son droit de report depuis le début du match, tandis qu'Anatoly Karpov conserve encore deux fois cette possibilité.

Il ne semble pas à l'heure actuelle que le champion du monde devrait avoir besoin de ces reports tellement la situation de son challenger apparaît dramatique. Mené 4-1, Kortchnoi semble s'effondrer psychologiquement.

Au cours de sa conférence de presse, mercredi à Manille, il a déclaré qu'il affrontait *« l'Armée rouge tout entière ».* Il a menacé d'abandonner le championnat si le parapsychologue soviétique Vladimir Zoukhar n'était pas expulsé de la salle (*le Monde* du 31 août). Alors que jusqu'à présent il accusait ce dernier de chercher à l'hypnotiser, il a affirmé que c'était Anatoly Karpov qui « communiquait » avec l'ensemble de l'équipe soviétique par l'intermédiaire de Vladimir Zoukhar par télépathie.

Obsession et parapsychologie

Qu'y a-t-il de vrai dans les affirmations du champion d'échecs ? Par définition, les « sciences » parapsychologiques ou « psychologiques » ne reposent pas sur un ensemble de théories rationnelles, donc explicables et reproductibles, mais sur l'observation empirique de faits, dans lesquels l'illusion et la suggestion peuvent jouer un rôle. Jusqu'ici, la plupart des scientifiques ne reconnaissent pas le pouvoir « hypnotisant » et la « transmission de pensée » dont les parapsychologues affirment la puissance.

Au demeurant, le seul doute quant au pouvoir « maléfique » de Zoukhar devrait inciter ceux qui y croient à réclamer — avec Kortchnoi — le départ de ce dernier et l'installation de protections contre les ondes psychotroniques. Le démon rationaliste peut inciter aussi à rire de la mauvaise humeur de Kortchnoi, à interpréter ses imprécations comme des caprices de mauvais perdant. Pourtant, il suffit que, pour lui, Zoukhar soit devenu, à tort ou à raison, le point de fixation d'une anxiété ou d'une tension bien légitime pour que sa seule présence alimente un phénomène obsessionnel.

Dès lors, à quoi bon chercher à savoir si le pouvoir de Zoukhar est réel ou pas ? Seul le résultat compte, et le comportement de Kortchnoi au cours des dernières parties semble bien indiquer qu'il souffre d'une névrose bien réelle. Pourquoi parler alors de parapsychologie ? Zoukhar est d'abord, incontestablement, un psychologue efficace... — Dr J.-F. L.

Ancien champion du monde

LE SOVIÉTIQUE BORIS SPASSKY ACQUIERT LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Le Soviétique Boris Spassky, ancien champion du monde, a acquis la nationalité française. Le rival malheureux de Bobby Fischer a cependant conservé sa nationalité soviétique et disposera de deux passeports.

Pour l'instant, Spassky n'envisage pas de jouer pour la France. Il continuera à défendre les couleurs de son pays natal qu'il a quitté depuis plus de deux ans pour vivre près de Paris, avec sa femme, une Française, dont il fit la connaissance à Moscou, alors qu'elle était employée à l'ambassade de France.

AÉRONAUTIQUE

LE VOYAGE DE M. LE THEULE A LONDRES

Le gouvernement britannique devrait se déterminer très rapidement sur sa participation au programme Airbus B-10

De notre correspondant

Londres. — Les entretiens de M. Le Theule, ministre des transports, avec M. Varley, ministre britannique de l'industrie, n'ont pas rapproché les points de vue français et britannique concernant la participation éventuelle de la Grande-Bretagne au projet Airbus B-10. La discussion continue de buter sur la question de l'achat éventuel par British Airways du nouvel appareil.

M. Le Theule a rappelé que, du point de vue français, il était inconcevable que la Grande-Bretagne puisse prétendre participer à *la construction* d'un appareil dont la principale compagnie britannique de transports ne voudrait pas. On laisse entendre que, étant donnée la petite avance du programme B-10 sur ses concurrents américains, les membres européens du consortium Airbus envisagent d'aller de l'avant, au besoin sans la participation britannique. Une décision rapide et non équivoque s'impose compte tenu de l'outillage déjà livré et qu'il convient d'utiliser au plus vite.

M. Varley a une fois de plus répété que le gouvernement britannique n'avait pas le pouvoir de contraindre British Airways à acheter le nouvel Airbus B-10. En d'autres termes, le gouvernement britannique n'est pas près d'accepter la condition posée par les Français à la participation, évaluée à 20 %, de la Grande-Bretagne au projet. La British Airways, disent les Britanniques, ne peut être déterminée que par des raisons strictement commerciales. La visite-éclair de M. Le Theule, dont l'objet essentiel était de dissiper toutes les ambiguïtés, s'achève ainsi dans une certaine confusion.

Le gouvernement britannique envisage, dit-on, de faire une déclaration d'intention concernant sa participation au projet Airbus mais qui ne répondra pas aux souhaits des Français espérant une prise de position précise sur l'achat d'au moins « un seul B-10 ». Cette déclaration, qui pourrait intervenir dans les prochains jours, en tout cas avant le Salon aéronautique de Farnborough qui s'ouvrira lundi 4 septembre, sera très probablement floue. Elle reflétera les pressions contradictoires qui s'exercent jusqu'au sein du gouvernement britannique, où l'influence de Rolls-Royce, plus intéressée au marché américain, c'est-à-dire au Boeing-757 équipé de moteurs R.B. 511-235, reste très forte.

Pas de compromis possible

Dans la soirée de mercredi, le *ministère du commerce laissait* entendre qu'une déclaration officielle serait faite dès ce jeudi concernant l'achat par la British Airways de vingt et un Boeing 757. Cette nouvelle faisait un grand titre du *Times* annonçant que le cabinet avait donné son approbation. Plus tard, cependant, la British Airways a démenti avoir pris une décision à ce sujet. Il n'est pas exclu que les Britanniques annoncent en même temps leur décision d'acheter des Boeing et de participer au programme Airbus.

A la conférence mondiale aérospatiale organisée par le *Financial Times*, lord Beswick, président de la British Aerospace Corporation, nationalisée, soulignait que toute décision du gouvernement britannique sur sa coopération au projet Airbus n'aurait de valeur qu'en liaison avec une déclaration similaire de l'Allemagne occidentale et de la France. D'autre part, lord Beswick réaffirmait la décision de principe de la BAC de rejoindre le groupe Airbus, précisant que cette décision n'entraînerait pas d'avantages à court terme mais peut-être des bénéfices à long terme. Il a ajouté que « *le potentiel de l'Europe sera lié un jour, sur d'importants points, aux immenses ressources des Etats-Unis* », ajoutant qu'il fallait se méfier d'un nationalisme étroit et qu'il serait mauvais de développer une mentalité de « *forteresse Europe* ».

Auparavant, le général Mitterrand, président de l'Aérospatiale française (SNIAS), avait déclaré qu'il n'était pas réaliste pour les industries aérospatiales européennes de tenter des compromis « *en jouant l'Europe sur un programme et l'Amérique sur un autre* ». Les constructeurs européens doivent soit développer leur propre famille d'appareils ou rejoindre un constructeur américain. « *Il ne peut y avoir de compromis... deux appareils même de taille différente seraient concurrents* ». Le général Mitterrand a dit encore que l'objectif de pénétrer le marché solidement contrôlé par les Américains n'était pas stupide, compte tenu des commandes de l'Airbus. L'alternative serait pour les Européens de devenir un simple partenaire limité au rôle de sous-traitant des compagnies américaines.

HENRI PIERRE.

LA MALAISIE ACHÈTE TROIS AIRBUS

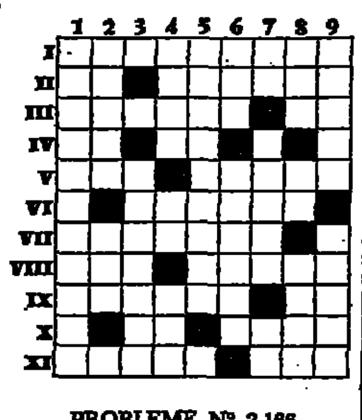
La compagnie aérienne malaisienne Malaysian Airline System (MAS) a annoncé, le 30 août, l'achat de trois Airbus A300-B4-200 livrables entre octobre et décembre 1979 et la prise d'une option livrable en décembre 1981.

Ces appareils remplaceront la flotte des Boeing 707 de MAS, et seront mis en service sur les routes régionales de MAS vers Honkong, Taipeh, Tokyo, Manille, Djakarta, Perth, Madras et d'autres nouvelles destinations prévues dans le plan quinquennal de la compagnie.

L'A300 est actuellement utilisé par treize compagnies, comprenant notamment Eastern Airlines aux Etats-Unis. En Asie, des A300 ont déjà été choisis par Korean Airlines, Thai International, China Air, Indian Airlines, Pakistan International et Iran Air.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 2 166

HORIZONTALEMENT

I. *Ont remplacé les timbres* dans beaucoup de pays. — II. A fait l'objet de maintes recherches; On ne risque pas de lui marcher sur la queue. — III. Met la ceinture ; Forme de savoir. — IV. Pronom ; Permet d'éliminer. — V. Rutilent dans de vieux appartements ; Capitale étrangère. — VI. Souple chez ceux qui s'applatissent. — VII. Non vérifiables. — VIII. Titre étranger ; Peut fournir une huile. — IX. Est bien au-dessous de l'enseigne ; Maître de coupe. — X. Filet d'eau ; Souvent cloué sur un fauteuil. — XI. Mesure pour le charme ; Apparue.

VERTICALEMENT

1. On y fait entrer des mineures. — 2. Bon pour le panier; Coule à l'étranger. — 3. Peut marcher avec une béquille. — 4. Il serait tout simplement petit s'il était plus grand ; Démonstratif ; Pas flottant. — 5. Profondément mordues. — 6. Abréviation ; Préparer comme un chapon. — 7. Pas annoncé ; Comme ci, comme ça ; Préposition ; — 8. Sont cossus ; Terme musical ; Coup de main. — 9. Souhaiterait éventuellement être entourée ; Ordre d'arrêter.

Solution du problème n° 2 165

Horizontalement

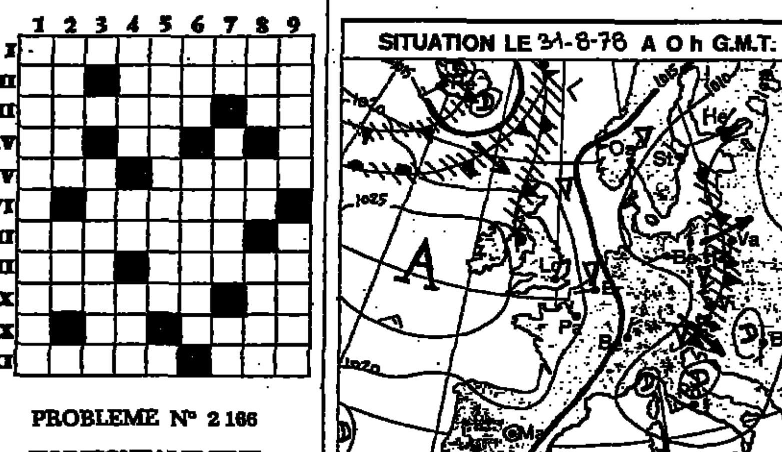
I. Séminaire. — II. Etalonner. — III. Rossignol. — IV. Tic ; Ré ; La. — V. Ilot ; Sien. — VI. Séton. — VII. Sétier ; Ne. — VIII. Estimer. — IX. Go ; Ras. — X. Eternelle. — XI. Ana ; Sées.

Verticalement

1. Sertissage. — 2. Etoilée ; Ota. — 3. Mascotte ; En. — 4. Ils ; Toisera. — 5. Noir ; Net. — 6. Anges ; Rires. — 7. Inn ; Il ; Mâle. — 8. Réole ; Nesle. — 9. Erlanger ; Es.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 31 août à 6 heure et le vendredi 1er septembre à 24 heures :

Un anticyclone persistera en s'affaiblissant sur le proche océan, tandis qu'une perturbation venant du nord de l'Ecosse progressera vers le sud-est à travers l'Europe occidentale. Vendredi 1er septembre, cette perturbation touchera nos régions s'étendant des côtes de la *Manche* aux *frontières du nord-est* et de l'est en donnant un temps nuageux, passagèrement couvert, avec quelques pluies faibles. Avant les pluies, des éclaircies auront lieu le matin sur l'Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté. Après leur passage, une amélioration se produira l'après-midi sur la Bretagne et le Bassin parisien. Les vents, de secteur nord-ouest, se renforceront un peu et les températures seront en légère baisse. Sur le reste du pays, après quelques brouillards matinaux sur l'Aquitaine, le temps sera souvent ensoleillé. Le mistral faiblira et les températures maximales s'élèveront.

Jeudi 31 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 020,2 millibars, soit 765,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 août ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31) : Ajaccio, 26 et 18 degrés ; Biarritz, 23 et 16; Bordeaux, 25 et 11; Brest, 19 et 9 ; Caen, 17 et 9 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 21 et 10 ; Dijon, 19 et 9 ; Grenoble, 25 et 12 ; Lille, 17 et 9 ; Lyon, 21 et 10 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 22 et 8 ; Nice, 33 et 18 ; Paris - Le Bourget, 20 et 6 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 30 et 18; Rennes, 21 et 8; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 21 et 8 ; Toulouse, 28 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 18 degrés ; Amsterdam, 16 et 10 ; Athènes, 31 et 22 ; Berlin, 15 et 7 ; Bonn, 16 et 9 ; Bruxelles, 17 et 9 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 16 et 14 ; Genève, 20 et 9 ; Lisbonne, 36 et 28 ; Londres, 18 et 7 ; Madrid, 34 et 14 ; Moscou, 17 et 9 ; New-York, 26 et 22 ; Palma-de-Majorque, 31 et 19 ; Rome, 28 et 23 ; Stockholm, 15 et 7.

Visites, conférences

VENDREDI 1er SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, 6, route du Mahatma-Gandhi, Musée national des arts et traditions, Mme Saint-Girons : « L'homme et son corps dans la société traditionnelle ».

14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Hulot : « Les ateliers des Gobelins : « Les ateliers des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie ».

15 h., 77, rue de Varenne, musée Rodin, Mme Allaz : « Exposition du monument des Bourgeois de Calais ».

15 h., métro Eglise-d'Auteuil, Mlle Oswald : « Le village d'Auteuil et l'architecture « nouille » de Guimard » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Sully-Morland : « Rénovation des hôtels de Sens et d'Aumont ».

20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville : « Hôtels du Marais illuminés » (A travers Paris).

15 h., 6, place des Vosges : « Evocation de Victor-Hugo en sa maison » (Anne Ferrand).

15 h., 1, rue de la Perle : « Hôtel Libéral Bruant et Musée de la Serrure ».

15 h., pavillon de Flore, entrée de l'exposition : « La donation Picasso » (Paris et son Histoire).

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 31 août 1978 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 72-526 du 29 juin 1972 pris pour l'application de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 modifiée, relative à l'allocation de logement ;

● Portant publication du compromis d'arbitrage entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington le 11 juillet 1978 ;

● Modifiant le décret n° 45-2370 du 15 octobre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 septembre 1945, relative à l'ordre des experts comptables et des comptables agréés et le décret n° 70-147 du 19 février 1970 portant règlement d'administration publique et relatif à l'ordre des experts comptables et des comptables agréés ;

● Portant application du rapport constant établi par l'article L. 8 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue de la revalorisation au 1er juin 1978 du point d'indice des pensions militaires *d'invalidité* et *accessoires* de pensions.

UN ARRETE

● Relatif à la modification des modalités de gestion communale du droit de chasse dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

loterie nationale — Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	91	tous groupes	F. 100
	30 371	tous groupes	10 000
	87 691	groupe 4	10 100
		autres groupes	2 100
2	2	tous groupes	50
	1 712	tous groupes	1 050
	8 162	tous groupes	2 550
	16 952	tous groupes	10 050
	87 692	groupe 4	10 050
		autres groupes	2 050
3	53	tous groupes	100
	3 113	tous groupes	1 000
	75 863	tous groupes	10 000
	87 693	groupe 4	2 000 000
		autres groupes	20 000
4	19 974	tous groupes	10 000
	87 694	groupe 4	10 000
		autres groupes	2 000
	56 634	groupe 2	100 000
		autres groupes	2 000
5	125	tous groupes	200
	245	tous groupes	200
	915	tous groupes	200
	2 535	tous groupes	1 000
	4 615	tous groupes	1 000
	84 685	tous groupes	10 000
	87 695	groupe 4	10 000
		autres groupes	2 000
6	06	tous groupes	100
	6 906	tous groupes	1 100
	9 596	tous groupes	1 000
	87 696	groupe 4	10 000
		autres groupes	2 000
	43 416	groupe 5	100 000
		autres groupes	2 000
	97 696	groupe 3	100 000
		autres groupes	2 000
7	67	tous groupes	100
	047	tous groupes	200
	207	tous groupes	200
	787	tous groupes	200
	617	tous groupes	500
	57 877	tous groupes	10 000
	87 697	groupe 4	F. 10 000
		autres groupes	2 000
	90 137	tous groupes	10 000
8	8	tous groupes	50
	87 698	groupe 4	10 050
		autres groupes	2 050
9	569	tous groupes	200
	3 509	tous groupes	1 000
	6 619	tous groupes	1 000
	8 209	tous groupes	1 000
	8 229	tous groupes	1 000
	55 009	tous groupes	10 000
	71 809	tous groupes	10 000
	74 369	tous groupes	10 000
	86 319	tous groupes	10 000
	87 699	groupe 4	10 000
		autres groupes	2 000
	96 459	groupe 1	100 000
		autres groupes	2 000
0	10	tous groupes	100
	50	tous groupes	100
	440	tous groupes	200
	860	tous groupes	200
	8 740	tous groupes	2 500
	87 690	groupe 4	10 000
		autres groupes	2 000
	91 298	tous groupes	10 000
	52 500	groupe 4	100 000
		autres groupes	2 000

TRANCHE DES DAHLIAS
TIRAGE DU 30 AOUT 1978
PROCHAIN TIRAGE LE 6 SEPTEMBRE 1978 à TROUVILLE-sur-MER (Calvados)
78 — 39e

LOTO — TIRAGE No 35 : 12 21 26 28 38 48 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 32

PROCHAIN TIRAGE LE 6 SEPTEMBRE 1978 VALIDATION JUSQU'AU 5 SEPTEMBRE APRES-MIDI

ÉDUCATION

DANS UNE ZUP DE BEAUVAIS

L'école dont ils rêvaient

De notre correspondant

Beauvais. — La Société d'équipement du département de l'Oise (SEDO) vient de réaliser dans la ZUP Argentine à Beauvais, à la demande de la municipalité, une école primaire de cent cinquante élèves dont les plans ont été tracés après avis des parents d'élèves, des enseignants et des services techniques municipaux. L'école doit ouvrir à la rentrée. « *Une série de réunions nous ont permis de définir un programme*, a expliqué le directeur de cette société d'économie mixte, M. Jean Mazodier. *Ensuite nous avons lancé un appel d'offres auprès de cinq architectes. Une fois que les projets ont été connus, nous avons demandé aux personnes que nous avions consultées de se prononcer. Elles ont choisi celui qui répondait le mieux à leurs préoccupations.* »

Le résultat, c'est un octogone de bâtiments blancs et gris, avec, en son centre, un patio rectangulaire d'une centaine de mètres carrés. Autour de cette aire sont disposées cinq classes flanquées de trois ateliers, une salle polyvalente, trois réfectoires de cinquante places chacun et une cuisine. Cette disposition circulaire facilite l'accès aux locaux non proprement scolaires. La salle polyvalente, une ou deux salles de restaurant et la cuisine pourront ainsi être utilisées par les habitants du quartier de la ZUP Argentine pendant la période des congés scolaires.

Chaque classe, qui sera individualisée grâce à un dessin mosaïque au sol différent et aux couleurs des murs, donnera sur des arbres fruitiers et un jardin où les élèves pourront faire pousser légumes et fleurs. Les enseignants auront ainsi la leçon de choses à portée de la main. Signe des temps, une remise *sera équipée d'une porte blindée.* On y entreposera les équipements les plus coûteux, audio-visuels notamment.

Côté cour, la traditionnelle « marée noire » de bitume sera remplacée par un damier rouge et noir. Au-delà, les cheminements piétonniers seront aménagés une fois que les utilisateurs auront marqué sur le sol leurs itinéraires préférés.

Selon le directeur de la SEDO, ces améliorations ne coûteront pas plus cher qu'une construction traditionnelle. La réalisation totale, d'une superficie de 1 100 mètres carrés, revient à 3,8 millions de francs. La subvention de l'Etat a été de *280 000 F et celle du département* de 100 000 F. Pour une école de cinq classes, ce coût est plutôt élevé, mais si l'on déduit les trois salles de restaurant et la cuisine entièrement équipée, on arrive au chiffre « *tout à fait acceptable* » de 2,6 millions de francs.

L'arrêté préfectoral libérant les subventions a été pris au début du mois d'avril, et il n'aura fallu que vingt-trois semaines pour construire l'école.

MAURICE LUBATTI.

Le Monde DES LIVRES

Programme pour une rentrée

LES habituels cent vingt romans à paraître entre le 4 septembre et le 10 octobre sont là. Rien n'y fait, ni les plaintes des critiques, ni le butoir mis par l'académie Goncourt — aucun livre publié après le 15 septembre ne sera pris en considération, — ni la stupidité de la chose, ni le manque d'appétit du public. Les éditeurs se plaignent d'une mévente dans le livre. Ils ne freinent pas pour autant leur production. La rentrée est, *comme d'habitude*, énorme, essentiellement romanesque en septembre, mais chargée *aussitôt après d'essais*, d'histoire, de documents, de traductions.

Un air d'impertinence

On voudrait distinguer les cimes, signaler des coups d'éclat. Rien ne tranche très fort dans un ensemble qui est à la fois abondant et sérieux. Peut-être souffle-t-il un air d'impertinence du côté des petites maisons d'édition ? On brocarde Roland Barthes chez Balland : rompus au pastiche, Burnier et Rambaud nous initient au *Barthes sans peine*, tandis qu'en *réponse* les actes du Colloque de Cerisy nous initieront avec peine à Barthes. Chez Bourgois, Catherine Clément, qui avait déjà pris à partie les psychanalystes, s'amuse irrévérencieusement avec la vie privée de Freud dans *Bildoungue*, dont le titre, forme « zazifiée » de « Bildung », indique les intentions.

En course pour les prix

Sur la centaine de romanciers lancés dans la course aux prix, une dizaine de noms connus tout *au plus. Et*, pour les lauréats, les enjeux vont déjà leur train. C'est Patrick Modiano qui publie chez Gallimard son sixième roman, *Rue des boutiques obscures*, une évanescente histoire d'amnésique; c'est Dominique Fernandez qui rapporte à travers un narrateur imaginaire une conversion à l'homosexualité dans *l'Etoile rose*, chez Grasset ; c'est Guy Croussy, chez Julliard, qui fait l'histoire d'une éducation dans *la Concession de la providence* ; c'est Raymond Jean, au Seuil, qui, dans *la Rivière nue*, lie l'intolérance sexuelle à l'intolérance politique, à partir d'une histoire de mœurs.

C'est Augustin Gomez Arcos, chez Stock — le seul roman publié en septembre par cette maison d'édition — qui poursuit sa fresque espagnole autour de l'assassinat d'un *chef de la police* : *Scène de chasse furtive* ; c'est Max Gallo, chez Laffont, qui, après *le succès de sa* trilogie de *la Baie des anges*, entame un diptyque où, à travers *sept biographies d'hommes nés* en 1900 à tous les coins de la planète, sera cernée l'histoire du monde : *Les hommes naissent le même jour* ; ou encore, chez le même éditeur, Jacques Lanzmann, qui monte une comédie amoureuse dans le Transsibérien : *les Transsibériennes* ; c'est Georges Pérec, qui publie pour la première fois un très gros roman (sept cents pages), *la Vie, mode d'emploi*, dans la jeune collection de textes littéraires que Pol Otchaikowsky vient d'ouvrir chez Hachette ; c'est Claude Delmas, chez Flammarion, qui combine *une intrigue policière et une* rêverie hallucinée sur le monde moderne dans *Des reines sont mortes jeunes et belles* ; c'est Tony Cartano, chez Buchet-Chastel, qui, avec *le Singe hurleur*, publie son quatrième roman : une fable de notre temps.

Première liste des *primabili* que peuvent grossir la jeune *écurie du Seuil, où l'on retrouve* Jean-Pierre Amette, Jean-Marc Roberts, Jean-Luc Benoziglio, Tahar Ben Jelloun, *tous présents* avec un nouveau livre ; le poulain excentrique de Calmann-*Lévy, Patrick Thevenon* ; la très douce et très douée Claire Gallois (Grasset), qui fut lancée en *1970* par *Une fille cousue de fil blanc* ; et Pierre Mertens, écrivain belge, qui rejoint l'actualité en peignant la vie d'un exilé politique chilien à Bruxelles (Grasset).

Un triplé Robbe-Grillet

On rencontre de moins en moins d'auteurs consacrés en cette saison. Exception faite pour Henri Troyat, qui tire un roman d'un des personnages évoqués *dans sa « Catherine la Grande », le Prisonnier n° 1* (Flammarion); pour Hervé Bazin, dont *Le feu dévore un autre feu* (Le Seuil) se déroule en Amérique latine au cours d'une contre-révolution ; et surtout pour Alain Robbe-Grillet, qui va occuper largement la scène ; il publie un roman nouveau, *Souvenirs du Triangle d'or*, son premier roman, resté jusqu'alors inédit, *le Régicide* (Ed. de Minuit), et il va faire l'objet d'un numéro *spécial* de la *revue Obliques*.

Retours et suites

Quelques retours à signaler : celui de Catherine Paysan, qui s'était un moment écartée du roman (*le Clown de la rue Montorgueil*, Denoël) ; celui de Pierre Bourgeade, entamé l'an dernier avec *l'Armoire (Une ville grise, Gallimard)* ; celui de Roger Rabiniaux, qui décrit *la Fin de Pédonzigue* dans une apocalypse nucléaire (Simoen), et celui, beaucoup plus inattendu, de Roger Cailleux, un médecin, exécuteur testamentaire de Roger Nimier qui s'était arrêté d'écrire en 1955 après deux livres publiés chez Gallimard (*A moi-même inconnu*, Albin Michel)...

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 10.)

REBELL, UN ÉROTIQUE OUBLIÉ DE LA BELLE ÉPOQUE

● *L'opportune réédition de trois romans éblouissants.*

HUGUES REBELL, qui le *connaît vraiment aujourd'hui* ?

Né Georges Grassal à Nantes en 1867, d'une famille de riches armateurs, il fait ses études au collège des Enfants nantais. Puis chez les jésuites de Jersey, où il ne s'attarde guère, n'aimant pas qu'on l'endoctrine, *préférant* de beaucoup s'instruire à sa guise et lire les livres qui lui plaisent plutôt que ceux qu'on lui dit de lire. Il lit énormément. Il écrit très tôt et publie un premier recueil de poèmes à dix-neuf ans.

La mort de son père le met en possession d'un *important* héritage. Dès lors, on le voit en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Angleterre, en *Italie*. Il se passionne pour Nietzsche avant même qu'on ne le traduise en français, et Wagner le fascine à ce point qu'il fait deux fois le voyage à Bayreuth. Déjà, il se targue d'exécrer la démocratie et la république, leur reprochant de sacrifier l'individu à la masse, de *tout* niveler au plus bas. Il se dit monarchiste.

Cependant, il continue d'écrire et se « consacre » — le mot n'est pas trop fort — aux femmes et aux choses de l'amour qui furent au moins autant que la littérature, la grande affaire de sa vie. Son éthique et son esthétique en découlent, dont nous ne pouvons donner ici qu'un aperçu, tiré d'une manière de profession de foi qu'il publia dans *l'Ermitage*.



★ *Portrait-charge de Jean Veber.*

L'écrivain n'a pas à rougir de sa sensualité. Sans elle, l'art n'existerait pas. « *L'art érotique convie l'homme tout entier à la fête de la vie* », c'est pourquoi il ne méprise ni les sens ni le corps. L'« *homme complet* », c'est celui chez qui la raison et l'instinct s'allient. « *Cette alliance se retrouve dans l'œuvre des maîtres* », lesquels « *mêlent le chant ivre de la sensualité à la contemplation joyeuse* ».

Ce chant, cette contemplation, ne gouvernèrent pas ses jours aussi longtemps qu'il l'eût souhaité. Malade, ayant dilapidé et son héritage et ce que lui rapportaient ses livres, grugé, dit-on, par une fille, Rebell mourut à Paris, à l'Hôtel-Dieu, en 1905.

Il avait trente-huit ans et laissait derrière lui quelque quinze ouvrages — romans, poèmes, essais, — dont *la Nichina, la Câlineuse, les Nuits chaudes du cap français*, qu'on nous redonne aujourd'hui. L'invention y est *constante*, qui éblouit ; l'écriture en est superbe, sensuelle, bien sûr, colorée, vivante. Ce sont là trois romans d'une *qualité* rare, trois chefs-d'œuvre.

Les affres et les délices de l'amour

La Nichina, publié en 1897 aux éditions du Mercure de France, *connut* un succès immédiat : il s'en vendit quarante mille exemplaires, ce qui était considérable pour l'époque et serait *fort* honorable de nos jours. Ce volume de près de cinq cents pages que Rebell nous dit être les « *Mémoires inédits de Lorenzo Vendramin* », gentilhomme vénitien, nous conte en fait la vie passionnée, passionnante et scabreuse de la belle Mme Nichina, courtisane de son état en la cité des doges au beau temps de la Renaissance. Le corps et le sexe se donnent là une fête effrénée, parfois cruelle, qui se voudrait sans fin et dont l'impudeur ou, mieux, l'a-pudeur fascine.

La Câlineuse, qui paraît en 1900 aux éditions de la Revue Blanche, *est le roman d'une* passion amoureuse poussée à ses limites extrêmes. Herbert Primeraine — en qui *Rebell* a mis beaucoup de lui-même et de son expérience de la vie — y est le jouet d'une jeune femme entretenue, tout ensemble cruelle et douce, égoïste et tendre, et qui mourra après qu'il aura sombré dans la déchéance et la déréliction. A propos de ce livre, qui fit quelque bruit, la critique du temps évoqua *Manon Lescaut* et *le Calvaire*, de Mirbeau. D'accord pour *Manon*, mais non point pour *le Calvaire*, aujourd'hui illisible. *Pour nous*, un autre rapprochement s'impose, dont il semble bien qu'on ne se soit pas *encore* avisé : *c'est* à Swinburne, à *Laus Veneris* surtout que nous pensons. A *Laus Veneris*, où les affres et *les délices de* l'amour sont, les unes et les autres, comme dans *la Câlineuse*, pareillement ineffables et teintées de masochisme.

Les Nuits chaudes du cap français paraissent ensuite, en 1902, aux éditions de la Plume. Cela se passe à Saint-Domingue, lors des jours tumultueux et torrides qui virent en 1791 la révolte des Noirs. Cela nous vaut d'assister à un étincelant chassé-croisé *d'amours exacerbées et souvent* contrariées, qui ne sont pas toutes orthodoxes. Un chassé-croisé à quoi participent, comme de juste, et la haine et la mort.

ROLAND STRAGLIATI.

(Lire la suite page 10.)

Noli, ou l'intouchable

● *Deux femmes, pas d'homme, une passion : le nouveau roman de Béatrix Beck.*

VOILA bien le plus étonnant des romans de Béatrix Beck. Je n'ai pas encore fini de le penser (ayant quelque raison à cela) que j'entends déjà qu'on me répond : allons donc ! C'est le précédent, c'est *l'Epouvante et l'Emerveillement*, cette tentative de remise au monde de l'enfant par le langage. Eh bien ! l'accord se fera aisément *sur* ceci : l'étonnant, c'est que, après dix ans de silence, Béatrix Beck se mette à nous étonner tous les six mois.

Trois femmes (plus neuf comparses au féminin) : les deux personnages et l'auteur. Celle-ci rajeunit à force de sincérité un vieux procédé infaillible : donner au récit le cachet du « vrai » en annonçant au lecteur qu'elle a dû changer les noms des héros et des lieux véritables. Nous voici donc dans une ville universitaire d'un immense pays de neige, de feuilles et de fourrure. Camille y enseigne ; la narratrice vient d'Europe pour y enseigner aussi. Elles se lient d'amitié. « Je » est surprise — secrètement troublée, ravie — par l'enthousiasme qu'elle inspire à Camille, et qui va parfois jusqu'aux larmes.

Il faudra l'absence et le retour pour que *l'innocente* ait la révélation de son amour. Au moment même où elle retrouve une Camille qu'elle ne reconnaît pas : lointaine, froide, close. Alors viennent les cruelles *délices*, la jalousie, l'ombre de la mort : « *Comment ai-je pu être assez folle pour ne pas me tuer ?* » Nous y sommes : c'est Sapho tout entière.

Eh bien ! pas du tout. Le mot « sexe » appliqué à une *femme* « dégoûte » la narratrice, le « saphisme (lui) fait horreur ». Bon. Mais cet aveu ? « *J'aurais aimé serrer dans mes bras les étudiantes asiatiques au corps de petite fille.* » Avec Camille, l'idée même d'une telle étreinte est « sacrilège, impossible, absurde ». « *C'était de l'amour à l'état pur (...). Je n'éprouvais pour elle aucun désir.* » Cette Camille dont le corps ne serait que l'enveloppe parfaite d'un esprit adorable, la narratrice l'a *surnommée* Noli. Oui : *Noli me tangere*.

Egalement répudié, refoulé, le puritanisme *indélébile (qui*, sans doute commande cette dichotomie gidienne entre l'amour et le désir, entre la bien-aimée et les corps de petites filles) rejoint le mysticisme dans cette remontée des profondeurs. La narratrice ne sait pas, ne veut pas, n'ose pas savoir qu'elle est possédée de violent désir, tout court. *De* violent désir pour celle dont le « côté » intangible n'est certes pas l'unique côté. La face brûlante de Camille (ou plutôt *curieuse* du feu) s'est vite détournée vers une autre, vers d'autres. Cela, « Je » le sait, tente de le sublimer, n'a *plus qu'*à s'enchanter de souffrir.

Et, plus tard : feindre de se croire guérie ; se boucher les yeux et les oreilles au démenti des rêves ; poursuivre sagement chez le psychiatre la cure de l'incurable folie.

YVES FLORENNE.

★ NOLI, de Béatrix Beck. Le Sagittaire, 128 pages, 32 F.

« Les Ritals », de Cavanna

Noël tous les jours

NOTRE « civilisation de masse », comme on dit dans les *dîners pensants, donne aux modes artistiques un caractère* toujours plus envahissant et exclusif. En cette rentrée 1978, c'est la vogue de l'autobiographie qui ravage *l'édition, à la manière d'un cancer galopant. Quiconque*, écrivain ou non, a acquis la notoriété voulue pour se faire publier y va de sa « vie » racontée par le menu depuis ses premières chutes *à vélo*. Et le virus sévit de plus en plus précocement : aux notables sur le retour, dont c'était la spécialité, s'ajoutent désormais les éclopés de mai 68, ce Verdun du pauvre. Les éditeurs espèrent sans doute tenir un succès genre Signoret, et les auteurs, antique chimère, comptent enrichir *notre connaissance de l'histoire ou*, à défaut, de l'« humaine condition ».

Calcul bien aventuré : ces confidences en monceau finissent *par apparaître comme des solutions de facilité pour* auteurs amateurs, et comme des copies l'une de l'autre, tant elles émanent, pour la plupart, du même monde.

LES RITALS de Cavanna tranchent sainement sur ce qui ressemble à une lancinante masturbation en vase clos de la bourgeoisie dite *intellectuelle*. Enfin une enfance que ne traverse aucun grand homme ami de la famille, et que les livres, c'est le moins qu'on puisse dire, n'ont pas épuisée : celle des *quelques milliers d'émigrés italiens*, regroupés, avant la guerre, dans la banlieue sud-est de Paris.

Non que cette condition marginale isole tout à fait l'auteur de *ses contemporains moins défavorisés. Il est curieux de* constater que la perception des événements collectifs et de l'air du temps varie finalement assez peu d'un milieu à l'autre. *Sans doute l'extension de la T.S.F. autour des années 30* a-t-elle beaucoup fait pour cette uniformisation des sensibilités. Les gosses de conditions éloignées se sont mis à

par Bertrand Poirot-Delpech

seriner les mêmes rengaines. La Catarinetta de Tino Rossi a fait le même « *tchi-tchi* » pour tout le monde, et les éclats de Hitler, le même boum. Les maladies comme la tuberculose ou *la* vérole s'entouraient pour tous des mêmes légendes, qui datent une époque plus sûrement que les knickers ou la gomina, et le clergé régnait encore en maître sur les consciences enfantines, toutes classes confondues. Les cris des vitriers ambulants déchirent les mémoires d'une même stridence inoubliable...

LES différences commencent avec l'espace où retentissent ces bruits du temps. Si les adolescences bourgeoises se ressemblent tant, c'est qu'elles se passent toutes, peu ou prou, dans le même salon clos. Dès lors que la gêne familiale fait de la rue l'horizon naturel de l'enfant, tout change, et d'un quartier à l'autre. Le ruisseau parisien de Boudard n'est pas celui de Sabatier ou de Joffo. A chaque *ruelle son style de bagarres rangées, de fauches, de combines*, d'apprentissage amoureux.

Cavanna, son Swann à lui, c'est du côté de Nogent. Pas *le Nogent des guinguettes et du petit vin blanc pour touristes* ; celui des taudis aujourd'hui rasés d'où le petit « Rital » du « Front popu » explorait les forts en ruine, les vergers de mirabelles, les bordels de la capitale, et qu'il rêvait de fuir à vélo, mais où il revenait toujours, où il revient encore après quarante ans, comme on se blottit.

C'ETAIT vital alors, pour les métèques, de se retrouver entre soi. Contrairement à l'émigré russe, assimilé au riche des feuilletons qui « a eu des revers », le « macaroni » ne vaut guère mieux, pour le Français d'avant guerre, que le juif ouvertement honni, ou que le bougnoule d'aujourd'hui. Mandoline et pétoche : c'est tout ce que nous lui accordons, ravis que le petit nègre Négus lui file une trempe aux *antipodes*.

A ces souvenirs d'humiliation inepte, l'ancien môme Cavanna oppose, avec la rage de justice propre aux enfants, et *que le temps a laissée intacte, un mélange de nostalgie* et de chauvinisme, une sorte de tendresse ombrageuse de gitan. Mieux que les siens, il n'y avait pas, il n'y aura jamais !

C'est vrai des voisins, de l'oncle Jean, qui mourra sans réaliser son pauvre rêve de pavillon, du chauffeur de camion qui met ses ennuis en *commedia dell'arte* et, par fraternité de la mouise, des ritals d'honneur que sont les camelots, les clodos du coin, ou le copain Roger.

C'est vrai surtout du père Cavanna, maçon analphabète de son état et « sujet » du livre, comme on le dit d'une icône. Le fiston a beau voir une vertu dans le manque d'honneur *prêté à sa tribu, il se battra au sang si un connard de l'école* risque une plaisanterie sur son papa, et dès qu'il parle, un demi-siècle plus tard, de ses godasses racornies par le *ciment ou du chatterton qui lui sert de sparadrap, c'est* avec la ferveur volubile où les Italiens — va pour le cliché ! — enveloppent volontiers leur pudeur. La façon dont le personnage répare de travers des mètres en bois, dont il parle tout seul aux choses, dont il fait bouffer en cachette un Arabe sans boulot, dont il plante en secret des noyaux de pêche dans le jardin des riches (seule manière d'honorer sa foi enfouie en la vie) : autant de pages qui ne se racontent pas, qui se savourent en tremblant, comme des moments rares de piété filiale et de grande prose.

(Lire la suite page 10.)

Programme pour une rentrée

(Suite de la page 9.)

A relever parmi les suites heureuses : après *Blanche et Lucie*, Régine Desforges donne le *Cahier volé* (Fayard) ; Jean-François Bizot la suite des *Déclassés* dans les *Années blanches* (le Sagittaire), Anne Pons, le second volet du *Tour de France* (Tchou).

Tous les autres, auteurs d'un premier ou d'un second livre, sont à découvrir.

Une vague d'autobiographies

C'est dans l'autobiographie, qu'elle s'avoue pour telle ou qu'elle se baptise Mémoires, Carnets, Entretiens, qu'on rencontre le plus de surprises. Passent ainsi à la confession directe : Madeleine Chapsal, après trois romans, dans *Une femme en exil* (Grasset) ; le poète Alain Jouffroy dans *Roman vécu* (Laffont) ; le journaliste François Cavanna qui ouvre la marche dans *les Ritals* que présente ici Bertrand Poirot-Delpech. Ce sont les conversions les plus retentissantes. Mais Louis Guilloux, le romancier de *Sang noir*, nous donne aussi pour la première fois ses *Carnets intimes* (Gallimard). Chez Flammarion, Jean Orieux, le R.P. Bruckberger publient leurs Mémoires. Pascal Jardin ressuscite son père dans *le Nain jaune* (Julliard). Gaston Ferdière, qui fut le médecin et le confident de tant de surréalistes, raconte ses *Mauvaises Fréquentations* (Simoen) et Jean-Jacques Pauvert ses *Lectures érotiques* (Simoen), Christiane Rochefort se livre à bâtons rompus dans les entretiens avec Maurice Chavardès *Ma vie revue et corrigée* (Stock).

Cette mode autobiographique ne concerne pas que la France. Voici Agatha Christie qui nous conte sa vie, terminée en 1975, du temps où elle accompagnait sur les champs de fouilles son archéologue de mari (Stock). Voici Saul Friedlander qui relate ses changements d'identité : enfant de Prague, réfugié de France, élève des jésuites, émigré en Israël, dans *Mes quatre chemins* (Le Seuil).

Mais les écrivains ne sont pas les seuls à se livrer à des confidences. Parmi les personnalités qui ont joué un rôle sur la scène nationale et internationale, on relève l'amiral Auphan, *l'Honneur de servir* (France-Empire) ; Georges Villiers, ancien président du C.N.P.F., *Témoignages* (France-Empire) et Teddy Kollek, le maire de Jérusalem (Fayard). Ce goût de l'expérience vécue est confirmé par la publication de plusieurs grandes biographies : *Staline* (Albin Michel) par l'écrivain soviétique Roy Medvedev qui n'a pas été publiée en U.R.S.S. ; *Marx* vu par un professeur allemand, Fritz Raddatz (Fayard) ; *Paul VI*, par Paul Lesourd, et l'abbé Benjamin (France-Empire). Enfin l'Américain H. F. Peters, qui nous avait déjà donné une biographie de Lou Salomé éclaircit les rapports orageux entre *Nietzsche et sa sœur Elisabeth* (Mercure de France).

Graham Greene à la « une »

Bien que la saison ne soit pas favorable à la littérature étrangère, quelques écrivains d'ailleurs vont donner de l'éclat à notre rentrée. On annonce un nouveau Graham Greene, *le Facteur humain* (Laffont), où l'auteur anglais revient vers le monde des agents secrets ; des nouvelles d'Italo Svevo *Court Voyage sentimental* (Gallimard) qui correspondront avec le cinquantième anniversaire de la mort du grand écrivain de Trieste ; la traduction d'un roman inédit de John Cowper Powys *Morwyn* (Veyrier) du premier roman écrit aux Etats-Unis par Vladimir Nabokov, *Brisure à Senestre* (Julliard), et parmi les écrivains de l'Amérique latine un nouveau Cortazar, *Façons de perdre* (Gallimard), que suivra le roman de Carlos Fuentes *la Tête de l'hydre* (Gallimard).

Mitterrand, abeille ou architecte ?

La rentrée 1977 avait été dominée par les futures élections et les essais, les Mémoires politiques abondaient. Ils sont plutôt rares cette année et presque tous consacrés à la querelle de la gauche. C'est Pierre Daix qui analyse *la Crise du P.C.F.* (Le Seuil) ; Paul Laurent, secrétaire du comité central, lui a d'ores et déjà répondu en décrivant *le Parti comme il est* (Ed. Sociales). C'est Branko Lazitch qui suit *l'Echec permanent de l'alliance communiste-socialiste* (Laffont) ; c'est Castoriadis qui écrit une *Lettre aux dissidents du P.C.* (Le Seuil) ; Harris et Sedouy qui posent la question *Qui n'est pas pas de droite ?* (Le Seuil). Et pourtant, c'est le leader de la gauche, François Mitterrand, qui donnera en quelque sorte le coup d'envoi à la rentrée en publiant dès le 15 septembre *l'Abeille et l'Architecte*, suite de chroniques écrites *au jour le jour*, *dans la ligne de la Paille et le Grain*, où les soucis de politique n'étouffent pas les méditations de l'homme (Flammarion).

Justice d'aujourd'hui...

La justice sera mise sur la sellette par trois livres au moins : Jean Chazal, ancien conseiller à la Cour de cassation donne dans *les Magistrats* (Grasset) une vue d'ensemble critique sur l'appareil judiciaire et ses mécanismes ; Philippe Boucher, éditorialiste au *Monde*, dans *le Ghetto judiciaire* (Grasset), décrit ce même univers comme une succession de mondes clos et pose la question du rapport entre la justice et le pouvoir. Enfin dans *le Pull-over rouge* (Ramsay), appelé à avoir un grand retentissement, Gilles Perrault rouvre le dossier de Christian Ranucci, accusé de l'enlèvement et du meurtre de la petite Marie-Dolorès Rambla et guillotiné en 1976, et fait planer le doute d'une erreur judiciaire.

... répression d'autrefois

Un autre débat — historique, celui-là — risque d'être ouvert par l'essai de Jean-Paul Aron et Roger Kempf *le Pénis et la démoralisation de l'Occident* (Grasset). Cette histoire de la répression sexuelle au dix-neuvième siècle prétend contredire la position prise par Michel Foucault dans son *Histoire de la sexualité*. Analyse problématique des mentalités d'autrefois qu'on retrouvera également dans cet inventaire de *la Peur en Occident* (Fayard) dressé par Jean Delumeau, à travers les fantasmes que la mer, la femme, le diable, les sorciers, la peste, la foule ont inspirés du quatorzième au dix-huitième siècle.

La cause des femmes

Le féminisme ne désarme pas. L'abondant programme des Editions des Femmes en témoigne, elles publient deux textes en forme de roman, des témoignages sur les prisons de femmes franquistes, sur le mouvement féministe à Nice, des essais — féminins — sur la créativité, des études historiques sur la participation des femmes à la révolution russe. La plupart des collections « Femmes » qui se sont créées récemment chez les différents éditeurs sont, elles aussi, bien pourvues.

Même des maisons d'édition aussi graves que les Presses universitaires se lancent dans le mouvement : elles publient l'ouvrage de Claude Alzon, professeur à Paris-VIII, *Femmes mythifiées, femmes mystifiées*, un exposé critique des théories de droite et de gauche sur les rapports entre les sexes. Sur ce problème les hommes aussi prennent la parole. C'est le cas de François Coupry, qui plaide contre la phallocratie dans *Je suis lesbien* (Balland), ou encore de cette *Histoire des féminismes français* qui est due à Jean Rabaux (Stock).

L'Allemagne à l'ordre du jour

Si l'on se tourne du côté des essais, des documents, c'est l'Allemagne et son histoire qui paraît au centre des préoccupations. Conséquence de l'exposition « Paris-Berlin » à Beaubourg ? Une dizaine de livres prennent ce pays comme point de mire, à des étapes différentes de son histoire contemporaine. Ce sont en premier lieu les Mémoires de Willy Brandt, *De la guerre froide à la détente - 1960-1975* que publie Gallimard.

La République de Weimar est étudiée par l'historien anglais Walter Laqueur dans *Une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20* (Laffont), dans une traduction d'Armin Mohler, l'ancien secrétaire d'Ernst Junger, *la Révolution conservatrice* (Copernic), et dans un ouvrage d'Eve Dessare sur la tragédie de la gauche allemande, *les Sacrifiés* (Orban). Sur la période nazie, une biographie de *Hitler* en deux volumes, de l'Américain John Toland (Pygmalion), et l'autobiographie d'une jeune professeur allemande, Maren Sell, *Mourir d'absence* (Grasset), qui relate son enfance d'après-guerre dans une famille qui essaie de gommer le nazisme, cependant qu'une biographie de Brecht (Stock), écrite par Klaüs Volker, coéditeur des œuvres du dramaturge en Allemagne, éclairera elle aussi cette époque. La tragédie de Munich, dont 1978 marque le quarantième anniversaire, ressuscitera dans *la Chronique de septembre*, de Nizan, rééditée par Gallimard, et dans l'histoire d'une *Capitulation*, retracée par Roger Massip et Jean Descola (Plon).

Du côté de l'Amérique...

L'élection du futur Parlement européen stimule les études sur l'Europe, principalement dans ses rapports avec les Etats-Unis. Deux livres, l'un d'Alfred Grosser, *les Occidentaux* (Fayard), l'autre de l'économiste Yves Laulan, *Visa pour un désastre* (PUF), développent ce thème.

Deux voix américaines retentiront d'ailleurs assez fortement sur notre scène, cet automne, celle de l'économiste J.K. Galbraith, qui se préoccupe de vulgariser sa pensée dans une série de douze émissions de télévision dont le texte sera publié par Gallimard, *le Temps des incertitudes* et, dans une suite d'entretiens avec Nicole Salinger, *Tout savoir — ou presque — sur l'économie* (Le Seuil) ; celle du sociologue Vance Packard qui, dans un essai traduit chez Calmann-Lévy, *l'Homme remodelé*, dénonce le conditionnement auquel psychologues, sociologues, généticiens, médecins, statisticiens, soumettent l'homme moderne.

... et de la Chine

Deux documents sont à signaler. L'un concerne la veuve du président Mao, dont on publie des entretiens avec une universitaire américaine, Roxane Witke, *Camarade Chiang Ch'ing* (Laffont). L'autre recueille des témoignages d'étudiants victimes du régime et réfugiés à Hong-kong *Avoir vingt ans en Chine* (Le Seuil).

Les autres documents intéressants sont plus éparpillés. Citons notamment les *Mémoires politiques* du Tchèque Karel Kaplan, aujourd'hui réfugié en R.F.A., témoin de première importance sur les procès d'épuration dans son pays (Albin Michel) ; un ouvrage sur la guerre du Vietnam, *Thud Ridge*, de Broughton (Flammarion), qui n'a pas été publié aux Etats-Unis, et cette *Histoire de la guerre d'Algérie* faite par un historien anglais, Alistair Horn (Albin Michel). On attend aussi un ouvrage sur la France, de notre collaborateur André Fontaine : *la France au bois dormant* (Fayard). Quelques livres enfin sont signés par des personnalités de la scène internationale : un essai du chah d'Iran, *Vers la grande civilisation* (Albin Michel) ; une réflexion sur les pièges du fédéralisme de René Levesque, premier ministre du Québec (Stock).

JACQUELINE PIATIER.

Noël tous les jours

(Suite de la page 9.)

MAIS, quoi que s'imagine et se propose l'auteur, le personnage de la mère prend plus de relief, de mystérieuse importance.

Tare certaine : ce n'est pas une Italienne de naissance. Elle vient de la Nièvre « hâve et sombre ». Elle a subi à plein les cucuteries du clergé et des bravaches d'avant 14. Elle a fait son dieu de... Guynemer. Mais elle a gardé les cochons et elle lave le linge des bourgeois ; de quoi être sacrée « Rital » d'honneur. *Quand l'auteur découvrira l'amour*, il ne se cachera pas de songer à cette femme en noir que son père, curieusement, ne touchait pas. (L'a-t-il rêvé ou est-il vrai, comme il le dit tendrement, que chez les purotins on ne s'aime pas « pour » être heureux ?)

Un lien plus évident et tout aussi charnel les rattache : *c'est grâce à sa mère, lectrice des Misérables* et *de la Dame aux camélias*, grande diseuse de proverbes navrés, que Cavanna a contracté dès quatre ans son amour fou des mots. Il est de ceux qui font plus qu'aimer lire, qui ne peuvent pas ne pas lire, tout, n'importe quoi ; Rabelais, les étiquettes de camembert, tant choses et mots, à leurs yeux, se confondent.

A propos de ce plaisir, aussi vif pour lui que les joies les plus physiques, l'auteur démontre, la plume à la main, qu'à l'inverse de beaucoup d'héritiers il a réconcilié la littérature et la vie, dans son esprit, sa chair, son style.

CE *style, dont l'irruption a marqué une date* dans l'histoire du journalisme et de son dépoussiérage, il arrive qu'on s'en agace. Certains rejets inspirés à l'origine par le souci de la simplification et du naturel deviennent plus compliqués et précieux que la construction correcte. « *Petit compagnon ça s'appelle qu'il est* », dit pour « *Il est ce qu'on*

par Bertrand Poirot-Delpech

appelle petit compagnon » : la vertu clarifiante et « populaire » d'une telle contorsion ne saute pas aux yeux. De même l'abus de « que » réputés familiers, comme dans : « *Une huile que personne veut me croire quand je dis que leurs arachides c'est rien que des cacahuètes...* »

Ces bousculades de syntaxe se justifient d'autant moins, dans leur principe, qu'à l'égard de l'orthographe l'auteur se montre un traditionaliste pointilleux et militant. Ce partage entre le désordre et l'ordre, vieille ambiguïté des autodidactes et des « anars », semble relever de l'arbitraire.

Mais on touche là aux franchises de l'art, qui se jugent à *leurs seuls effets. Le style parlé et parfois dégoisé à quoi* on reconnaît Cavanna de loin est moins insistant ici que dans ses articles, et coïncide totalement avec l'intention du livre. Il convient aux imitations savoureuses du sabir paternel, et plus généralement à la liberté où l'auteur entend laisser flotter sa mémoire. L'écriture, il le dit très joliment quelque part, ne lui sert pas à mettre de l'ordre dans ses souvenirs, mais au contraire à les suivre dans leurs caprices têtus, à se retrouver « ailleurs qu'il croyait ». « *Ecco* », comme aurait conclu son père, avec, à l'appui, son geste d'ardent fatalisme...

CE style « *déconnage de bistrot* », ainsi que Cavanna le définit lui-même, s'impose enfin pour marquer, *fût-ce* artificiellement, des distances culturelles avec le monde des nantis et des intellectuels « flasques » contre lequel s'est dressée son enfance, et forgé son bonheur de vivre.

Car l'appétit du plaisir habite ses *Ritals*, lui en tout cas, en dépit et presque à cause de la misère invincible où ils se débattent. La haine ne les visite qu'en riposte, et s'oublie vite. L'odeur d'un parmesan, évocateur de ghetto et de femme, suffit à leur rappeler l'enchantement de la vie. L'espoir renaît d'un rien, d'un noyau jeté par-dessus un mur. Il existe une liberté et une volupté qu'aucun livre ni aucun salon n'enseigne, qui se méritent dans le caniveau où coulent les nouilles des réprouvés.

« *Etre môme du pavé, enfant de purotins, nez au vent, mains dans les poches, des copains en pagaille, c'est Noël tous les jours* », chante Cavanna. Il n'y a pas de mystère : de là vient que *les Ritals*, c'est Noël à toutes les pages !

★ LES RITALS, de Cavanna. Belfond édit., 280 p., 49 F.

auto-portrait

L'éternel orphelin

LES hasards de la vie font parfois bien les choses. Un jour, Claude Delay, une psychanalyste aux yeux très bleus, au cœur très tendre (mais oui, il en existe), rencontra Roger la Grenouille. Ils venaient des antipodes. D'une part, la grande bourgeoisie ; de l'autre, l'orphelinat. Ici, un père illustre, membre de l'Académie française, gloire de la psychiatrie ; là, rien, l'orphelinat pour bâtards. Mais le jour où Claude franchit le seuil du restaurant de Roger, ils se reconnurent pour semblables, et la complicité spontanée, irrépressible, qui les lia leur tint lieu de langage commun.

« *Moi*, dit Roger, *quand j'étais petit, j'étais la bête à cacher.* » Et les souvenirs défilent, tout simples, tout crus : la faim, la crasse, la solitude, la visite annuelle de la mère, qui « *me met de la poudre, avec une grosse houpette, parce que j'étais pas beau.* » « *Elle vous embrassait ?* », lui demande son interlocutrice. Il fronce les sourcils et grommelle : « *Je ne m'en rappelle pas.* »

A bâtons rompus, avalant les restes de pain qui traînent sur la table, il évoque soixante-dix-sept années d'existence. Livreur chez un boucher, apprenti épicier, employé du Ritz, cuistot durant la première guerre mondiale, il acquiert enfin une échoppe de cordonnier qu'il convertit en bistrot. Il le baptise La Grenouille, non qu'il serve des grenouilles à cette époque mais parce que, voyant fondre son capital, il a écrit sur la porte : « *On bouffe la grenouille et on ferme.* »

Pourtant, grâce à la clientèle de l'Ecole de médecine, toute proche, il attire peu à peu une clientèle de mondains qui trouve l'endroit rigolo, le patron pittoresque. Picasso et Cerdan, Balthus et Saint-Ex, Utrillo, Mistinguett, Mac Orlan et jusqu'au futur Jean XXIII viennent boire le beaujolais de Roger. Il les regarde, les écoute, les juge ; il amasse un butin dont personne ne se soucie, jusqu'à ce qu'une jeune femme lui murmure : « *Racontez-moi.* »

Aussitôt, il déballe tout : ses *rancœurs, ses tendresses* secrètes, son inguérissable enfance qui lui colle à la peau. Mesurant le chemin parcouru, il soupire : « *Quand on arrive au bout de la vie, on a l'impression qu'on a fait fausse route.* » Et voilà qu'une main lui tend le plus beau cadeau qu'il ait jamais reçu : ses paroles, noir sur blanc, publiées dans un livre. Ouvrez-le, vous entendrez rire et pleurer un petit garçon bourru, éternel orphelin dont rien n'apaisera jamais la fringale d'amour.

GABRIELLE ROLIN.

★ ROGER LA GRENOUILLE, par Claude Delay (J.-J. Pauvert, 220 pages, 44 F).

roman

Hugues Rebell

(Suite de la page 9.)

Plusieurs figures qui l'animent demeurent inoubliables. Les femmes surtout : Rose Gourgueil, une sensuelle, une faible, une coupable dame créole ; la langoureuse Mme de Létang, qu'un souffle de brise suffit à incliner au don de soi ; la jeune Antoinette, *fruit vert que déjà l'on se dispute*, et qui agace délicieusement les dents ; Zinga, la belle et terrible Zinga, noire et implacable meneuse de jeu ; Dodue-Fleurie, enfin, grande et grasse négresse qui fait cyniquement commerce de ses charmes dans une sorte de bazar baroque « *extraordinaire de luxe et d'incurie* ».

On comprendra sans peine, ayant lu ce qui précède, pourquoi un tel auteur effrayait si fort les bien-pensants du début du siècle, pourquoi sa famille grande bourgeoise fit abandon aux Domaines de la *propriété littéraire* de son œuvre, pourquoi, surtout, la critique officielle d'alors mit d'un cœur léger cette œuvre-là sous le boisseau.

Elle y demeura longtemps, sous le boisseau. Elle y serait encore sans Auriant — qui a remarquablement préfacé les trois volumes, — sans Auriant, dont tous ceux qui s'intéressent à la littérature se devraient de connaître le nom. C'est beaucoup aux travaux, au dévouement, à l'insistance de cet érudit de grand talent, de ce parfait historien des lettres françaises, auxquelles il s'est donné corps et âme depuis plus d'un demi-siècle, que Rebell doit de sortir enfin d'un injuste oubli.

ROLAND STRAGLIATI.

★ LA NICHINA, d'Hugues Rebell, préface d'Auriant, postface d'Hubert Juin. « 10-18 ». 489 p., 20 F.

★ LA CÂLINEUSE, d'Hugues Rebell, préface d'Auriant, postface d'Hubert Juin. « 10-18 ». 445 p., 17,70 F.

★ LES NUITS CHAUDES DU CAP FRANÇAIS, d'Hugues Rebell, suivi du MAGASIN D'AURÉOLES et de FEMMES CHATIÉES, préface d'Auriant, postface d'Hubert Juin. « 10-18 ». 447 p., 17,70 F.

Le centenaire de Jean de Boschère

● *Un « enragé » insolite.*

DANS ses ouvrages autobiographiques — et ils sont les plus nombreux — Jean de Boschère se surnommait l'Obscur. Son recueil de poèmes posthumes, que préfaça Robert Guiette, avait un titre significatif : *le Paria couronné*. Ce « paria », cet « enragé » naquit dans une commune de l'agglomération bruxelloise le 5 juillet 1878. Il mourut à l'hôpital de Châteauroux le 13 décembre 1952, non loin de La Châtre, où il vécut ses dernières années. C'était un homme des plus singuliers, qui avait fait de l'inconfort sa règle de vie. Son œuvre ne connut pas une grande renommée, mais il fut, de son vivant, apprécié par quelques-uns qui se nommaient Antonin Artaud, Milosz, Cassou, Follain...

On le redécouvre aujourd'hui : les éditions Granit entreprennent de remettre ses principaux livres en librairie, et dans l'ensemble projeté, deux titres viennent de paraître : un roman qui est une confession déguisée : *Marthe et l'Enragé* ; un ensemble de poèmes, les premiers qu'il écrivit : *Ulysse bâtit son lit*. Il y a là de quoi déconcerter le lecteur : tout y est d'une rage insolite et d'un style insolent :

« Nous avons fait un trou dans [la toile
Et ce n'était qu'un jeu forain [de miroirs ;
Nous sommes les nouveaux pèle- [rins,
Nous allons partir et prêcher [l'explosion.
Nous mettrons le crime à la place [des miels morbides... »

Jean de Boschère, qui va vivre en Belgique jusqu'à la première guerre mondiale, se passionne pour la peinture, la sculpture et le dessin ; il a pour ami le grand poète Max Elskamp. En 1916, il est à Londres, où il restera de nombreuses années, y publiant ses poèmes et illustrant de nombreux volumes. Il fréquente les imagistes et devient le familier d'Ezra Pound, d'Amy Lowell, de Richard Aldington, d'Aldous Huxley. C'est là qu'il se forge cette « poétique » qui donne à ses textes un relief particulier.

Mais surtout, il se délivre des impératifs de la mode qui sévit, à cette époque, dans les milieux parisiens. Dès lors, sa production littéraire, pour n'être pas classable, est passée sous silence. En 1920, Jean de Boschère rencontre celle qui sera sa compagne jusqu'au dernier jour : Elisabeth d'Ennetières, laquelle, dans *Nous, et les autres*, volume paru en 1967, a témoigné pour l'exigence du « paria couronné ». Antonin Artaud, dans un article de *la Nouvelle Revue française* de septembre 1927, parlait, à son propos, d' « *une sorte de pessimisme désespéré auquel participe l'ample tournoiement de la nature* ».

Marthe et l'Enragé, cela se lit avec passion. Antonin Artaud, encore, disait de ce roman : « *Qui n'a été terrifié par cette idée qu'il allait un jour oublier sa vie ? Avant que cette idée ne soit définitivement enfouie, Boschère la reprend et la fixe.* »

Il est vrai que rien de cette petite ville de la Campine ne nous échappe, et il est vrai aussi que chaque détail de ce livre sans pareil nous hante.

HUBERT JUIN.

★ ULYSSE BATIT SON LIT, édition établie par Michel Desbruères. Editions Granit, 128 pages, 29 F.

★ MARTHE ET L'ENRAGE, avec un portrait, par Wyndham Lewis. Préface d'Antonin Artaud. Editions Granit, 252 pages, 39 F.

lettres étrangères

Pique-nique en Australie

SI cette promenade littéraire, à laquelle est convié le lecteur, est baptisée pique-nique, c'est d'abord pour en souligner le côté impromptu. C'est aussi en hommage au roman de Joan Lindsay (1) et au film splendide que Peter Weir en a tiré : *Picnic at Hanging Rock*, dont la sortie est passée en France quasiment inaperçue du grand public, malgré les louanges des critiques. Cette histoire d'un drame survenu au début du siècle dans un collège de jeunes filles a, par sa qualité et son retentissement, marqué une date dans la vie culturelle australienne. Le rêve y devenait réalité, la réalité y faisait figure de rêve.

La réalité australienne, c'est l'immensité, la solitude. C'est l'*outback*, le fin fond d'un arrière-pays presque inexploré où les minerais attendent benoîtement qu'on vienne les chercher. C'est le *bush*, où l'on trouve des fermes grandes comme la Belgique et où les troupeaux comptent parfois des centaines de milliers de têtes. C'est l'interminable banlieue des agglomérations urbaines sur une partie du littoral. C'est le règne du supermarché, du syndicat musclé, du patron fonceur, mais aussi du paradoxal chômage et de la décrépitude inoculée aux aborigènes.

Le rêve australien, les aborigènes en ont leur part qui relève plutôt du cauchemar (2) ; et les jeunes, qui se donnent au sport, filent sur la crête des vagues portés par une planche effilée, ou se lancent du haut d'une falaise accrochés à un peu de toile et d'aluminium, pour voler enfin de leurs propres ailes ; et les émigrés, qui débarquent pleins d'espoirs et d'illusions... Mais le rêve australien, c'est aussi celui des universitaires qui préparent l'avenir au long des pelouses ensoleillées ou à l'ombre des bibliothèques riches et accueillantes. C'est celui des artistes : peintres, musiciens, cinéastes, qui s'efforcent de briser l'écrasante tutelle de Hollywood ; des poètes, perpétuellement déchirés entre leur héritage et leurs découvertes ; de tous ces écrivains qui font de leur misère la gloire future d'un patrimoine spirituel...

Figures du passé

Tel est le contexte actuel, auquel s'ajoute la dimension du temps. Fauchery, photographe français ami de Théodore de Banville et auteur de *Lettres d'Australie* qui vaudraient d'être réimprimées, a pris des vues de Melbourne à l'époque de la ruée vers l'or. Une visite au vieux cimetière de cette ville, nid de mort et de verdure, nous restitue aussi le passé. Anglicans, baptistes, luthériens, presbytériens, israélites, orthodoxes, catholiques, bouddhistes et autres se décomposent en bon voisinage.

On y retrouve la tombe délaissée d'un écrivain : John Stanley James, qui se faisait appeler Julian Thomas et signait Le Vagabond. Ce conteur savait décrire la vie des pauvres, des malades, des vieux, des matelots en chômage, des prisonniers, des putains... Il faudrait traduire ses reportages sur les révoltes de 1878 à Nouméa ou sur la France. Il connaissait Paris, qu'il aimait. Il eut un enterrement de pauvre, suivi par des amis inconnus, en septembre 1896. Ses œuvres complètes ont été récemment éditées en Australie, ce qui est caractéristique du renouveau d'intérêt qu'inspirent ces précurseurs, personnages colorés, authentiques créateurs, passablement incompris de leur vivant.

Henry Lawson est mort lui aussi dans la misère (à Sydney, en 1922), mais son visage maigre et moustachu figure à présent sur les billets de 10 dollars. Poète, romancier, auteur de nouvelles et de reportages admirables, polémiste à convictions républicaines, c'est une grande et sympathique figure de cette littérature. Pas un seul de ses ouvrages n'a été traduit. *While the billy boils* (le « billy », c'est l'eau du thé qui bout dans la gamelle sur un feu de camp) s'est pourtant hissé au rang des classiques !

L'Australie a un passé. On ne saurait parler de sa vie culturelle comme si elle venait de surgir d'un désert. Mais notre pique-nique n'est pas un pèlerinage... Place aux vivants ! Aux poètes (3), d'abord, et parmi eux, à tout seigneur tout honneur, Alec D. Hope, « une des grandes figures intellectuelles d'Australie et un prince de l'université », comme l'appelle Les Murray, poète lui-même et non des moindres (4), dans un article de l'hebdomadaire *National Times*.

Entre les îles errantes on ne peut jeter de ponts.
L'esprit est sans voisins et le cœur inéluctable
Annonce son armistice à tout coup, mais passe son amour
A les attirer toujours dans une plus proche séparation.
(*Les Iles errantes*, traduit par Didier Coste.)

Vision de solitude ! Les poèmes d'A.D. Hope (publiés par Angus and Robertson) témoignent d'une maîtrise de la pensée et du langage qui le situe sans conteste au niveau des plus grands. Il balance entre le désespoir et l'amour de la vie, mêle l'ironie la plus aiguë à la sensibilité la plus vive.

Le théâtre n'est pas moins vivant que la poésie. A côté de Jack Hibberd et d'Alexander Buzzo, David Williamson, issu de la jeune génération et fort connu, a déjà beaucoup produit. Sa pièce *Don's Party*, qui se situe le soir des élections fédérales de 1971 quand tout le monde s'attendait au succès des travaillistes et que les conservateurs restèrent en définitive au pouvoir, est d'une force saisissante. Un film, beau, émouvant et drôle, en a été tiré. Il est disponible en France. Ce serait dommage qu'il ne sorte pas.

Si les hommes de théâtre sont nombreux, que dire des romanciers ! Frank Hardy, ancien communiste, occupe parmi eux une place à part. Il a évoqué ses luttes et ses épreuves dans *But the dead are many* (Bodley Head), qui se termine par le suicide du héros, tragique manière d'accéder enfin à la liberté. *Power without glory*, fresque des milieux catholiques du travaillisme et de la corruption politique, a touché, captivé même, grâce à la télévision un très vaste public.

Lancé dès son premier livre, *Bring larks and heroes*, Thomas Keneally, épris de grands sujets, s'est senti, après Mark Twain et G. B. Shaw, attiré par Jeanne d'Arc. Elle demeure très populaire là-bas (*curieusement, la salle fastueuse du cinéma Empire, à Sydney, lui est dédiée*). La voici donc héroïne de *Blood red, Sister Rose* (Collins) : visionnaire et martyre, mais aussi soldat et femme du peuple, elle évolue dans un monde horrible, magnifiquement évoqué.

Christina Stead, qui a beaucoup vécu en Europe et aux Etats-Unis, représente la grande tradition du roman occidental. Régulièrement, des critiques australiens déplorent qu'elle n'occupe pas la place qu'elle mérite. Il fut un temps où son nom était mentionné à propos du Nobel. Son œuvre est considérable, en effet. Citons comme points de repère : *Seven poor men of Sydney*, *For love alone* et, paru en 1974, *The Little Hotel* (A. & R.)

Frank Moorhouse, né en 1938, tranche sur ses prédécesseurs comme sur ses contemporains et a déjà publié une demi-douzaine d'ouvrages de fiction, écrit des scénarios et multiplié les expériences, tout en collaborant aux meilleures revues littéraires (l'Australie en compte d'intéressantes : *Meanjin*, *Southerly*, *Quadrant*, *Overland*, *Westerly*... sans compter, pour le cinéma, l'excellent *Cinema Papers*).

Son mode narratif se caractérise par sa discontinuité : on retrouve ses personnages d'histoire en histoire, on les perd, ils resurgissent, il en vient d'autres. Tous forment à leur insu une espèce de tribu virtuelle dans la société. Le ton est neuf, plein d'humour ; l'éventail des caractères est très vaste, les amours sont des plus variées... Moorhouse a largement contribué à changer les habitudes littéraires, à rompre les barrières du puritanisme qui subsistaient dans son pays. Voilà un écrivain qui pourrait avoir en France de nombreux lecteurs ! (*Futility and other animals*, *The Americans, Baby* ; *The Electrical Experience*, *Conference-Ville* et *Tales of Mystery and Romance* — tous chez A. & R.).

Subvention et campus

Frank Moorhouse a été aidé comme beaucoup d'autres par le *Literature Board*, organisme créé en 1973, qui a dépensé pendant les trois premières années de son existence plus de 20 millions de francs pour venir en aide, d'une manière ou d'une autre, aux auteurs australiens. Les temps sont plus durs aujourd'hui, mais le bilan demeure largement positif, qu'il s'agisse des œuvres de qualité ou de la prise de conscience culturelle.

Les universités sont aussi un refuge pour les écrivains. Celles de Sydney et de Melbourne jouent à cet égard un rôle considérable. Moins connue, celle de Newcastle (où Ken Dutton enseigne la langue et la littérature françaises en maître et en virtuose) avait l'autre année comme écrivain en résidence sur son campus (100 hectares d'eucalyptus, des bâtiments de briques ne dépassant pas trois étages, une bibliothèque de huit cent mille volumes avec des toits en terrasses...) Xavier Herbert, dont la dernière œuvre, *Poor Fellow my Country* (Collins), est un véritable monument (neuf cent quarante mille mots). Découvrir Bobwirridirridi, le vieux guérisseur tribal, et Prindy, le petit métis — ou son grand-père blanc, Jeremy Delacy, qui se bat pour garder son exploitation, — c'est pénétrer au cœur même de l'Australie, la plus vraie en même temps que la plus imaginaire. Un tel livre relègue au rang des bluettes un des rares romans australiens à être traduits en France (5), *Les oiseaux se cachent pour mourir*, de Colleen McCullough, dont la lecture est néanmoins distrayante.

On ne saurait conclure qu'en ouvrant d'autres perspectives : pour ceux qui aimeraient aller plus loin, le meilleur guide serait Donald Horne, observateur incomparable de la scène australienne. *The Lucky Country*, analyse profonde et brillante de l'Australie, constitue une lecture indispensable. *The Death of the Lucky Country* examine avec une lucidité féroce les événements de novembre 1975 (renvoi du premier ministre travailliste Gough Whitlam par le gouverneur général Sir John Kerr). *Money made us* s'en prend à l'argent. *The Education of Young Donald* est une passionnante autobiographie.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

(1) Editions Flammarion.
(2) Cf. *les Aborigènes australiens*, par A. P. Elkin (Gallimard).
(3) Il existe une bonne anthologie de la poésie australienne, *Australian verse from 1805, a continuum*, par Geoffrey Dutton (Rigly).
(4) *The Vernacular Republic* (A. & R.).
(5) Belfond, 1978.

Patrick White ou l'œil du maître

DANS ses romans, Patrick White, maître du genre, a l'œil à tout, aussi bien aux infimes détails qu'aux conceptions grandioses. Le nœud d'une table de cuisine, les planchers d'eucalyptus d'un rouge éteint, le romarin près d'un porche, un *meat pie* (boulette de viande qu'on vend là-bas comme chez nous les frites) ou une couverture d'ornithorynque s'inscrivent dans la trame du récit, de façon à rendre plus sensible et plus redoutable l'éternelle énigme qui obsède l'auteur, tantôt l'art, tantôt la vie...

Ici, la mort.

Elisabeth Hunter, qui a quêté les joies du jour et de la nuit de toutes ses forces car c'était une forte femme, va mourir. Son fils, Londonien d'élection, acteur de profession, don Juan sur le retour, et sa fille Dorothy, Parisienne d'adoption et princesse depuis son mariage avec un Français, ont volé à son chevet. Ils se défendent provisoirement contre pareil sort en déployant des prodiges d'égoïsme. Ces enfants montés en graine et qui n'ont pas d'enfant sentent bien l'odeur de l'argent, celle des cadavres, excitante quoique nauséabonde, et qui leur monte à la tête.

Les infirmières, le notaire, le défunt mari de Madame (grand lecteur de *la Chartreuse*), l'amant d'un soir, les rencontres d'autrefois, évoluent tantôt dans la chambre, tantôt dans la cervelle hyper-sensible de la moribonde. Mais l'événement le plus marquant demeure ce cyclone dans lequel un soir elle s'est trouvée prise. C'était à Brumby-Island, l'île des chevaux sauvages où l'on arrive en hélicoptère, au large de la côte du Queensland. La nature s'était déchaînée, puis tout à coup, au cœur même du cataclysme, s'était instauré un calme insolite, précurseur de l'au-delà : repos éternel des Eglises ou néant à la Samuel Beckett.

L'Œil du cyclone, est-ce la conscience environnée de menaces qui préserve une forme de paix ? Serait-ce, aussi bien, l'inconscience ? L'Australie tout entière — *lucky country !* — n'y vit-elle pas d'une certaine façon, elle qu'ont épargnée les guerres mondiales (dans une très large mesure), les séismes du Sud-Est asiatique et les catastrophes économiques ? Etre écrivain australien, sous cet angle-là, ne revient-il pas à se voir exclu des grandes questions contemporaines, quitte à s'atterer derechef à celles qui sont de tous les temps ?...

Ainsi, la mort.

★ Dessin de CARELMAN.

Car il y a quelque chose d'intemporel dans l'œuvre de Patrick White. La banlieue de Sydney (ce n'est plus même l'imaginaire Sarsaparilla), le pays, les plaines liquides et solides qui s'étendent au loin, n'interviennent qu'en contrepoint, fugitivement. La maison compte davantage, ainsi que la propriété rurale de famille, Kudjeri, dont le nom évoque la tradition du *kedgeree*, « mélange de riz, de poisson, d'œufs durs et de crème pris au petit déjeuner. »

La mère qui disparaît, si c'était cette culture australienne purement et simplement anglo-saxonne que les Méditerranéens et les émigrés ont déjà transformée profondément ? Patrick White, dont les prises de position généreuses en faveur du parti travailliste sont connues, a des airs d'aristocrate désabusé. Il marque une génération. D'autres le suivent, qui ne lui ressemblent guère. « L'Ecrivain australien » ivre qui tient des propos obscènes à la princesse Dorothy est sans doute de ceux-là. Mais si le génie c'était lui ?

J.-P. D.

★ L'ŒIL DU CYCLONE, par Patrick White, traduit par Suzanne Nétillard, deux volumes Gallimard ; 320 pages, 49 F ; 400 pages, 57 F.

Alan Watts, souriant hérétique

ALAN WATTS, un pionnier de la théologie critique. Au cours des quatre dernières décennies, il a montré les distorsions simplificatrices des religions occidentales et jeté les bases d'une synthèse entre le christianisme traditionnel et le mysticisme unitaire de l'hindouisme ou du bouddhisme. Largement écouté par la jeunesse américaine, ce souriant prêtre hérétique apparaît comme le médiateur entre l'Est et l'Ouest.

Dans cet épitomé caustique et joyeux, on retrouve la mise en question de la culture occidentale qui produit un homme étranger au monde et à son corps, coupé de l'univers qui l'entoure, condamné à se percevoir comme un « tragique accident », « *piégé dans les remous du cosmos comme une souris dans une machine à égrener le coton* ». Egalement la critique d'un christianisme « jaloux et militant » qui exige l'acceptation de Jésus comme l'unique incarnation du fils de Dieu, la transmission héréditaire du péché et la séparation entre les créatures et leur créateur.

Dans une magistrale mise en perspective du mythe chrétien par opposition au mythe hindouiste, Watts ébranle les idées reçues. Le Verbe ? Incontestablement utile au développement des arts et des techniques, il est souvent trompeur : « *La parole dit quoi, mais non comment.* » La hiérarchie ? Les termes « en haut », le « Très-Haut », le Tout-Puissant, disparaissent au profit de l'« intérieur », l'« essentiel », la « réalité ultime ». *L'homme et l'univers deviennent* concentriques et non excentriques par rapport à Dieu. « Etre Dieu » cesse d'être une folle prétention. Quand, aux Indes, rappelle Watts, quelqu'un dit « *je suis Dieu* », on lui répond : « *Félicitations ! Vous l'avez enfin trouvé.* »

Pour Watts, la religion n'est pas un discours sur la vie mais un aspect de la vie. Elle revendique le corps, et la nature, et l'âme. Elle est le oui et le non. Le masculin et le féminin. La raison et la sagesse. Le spirituel et le matériel. Oscillation sans fin, entre les profondeurs de l'homme (« atman ») et les profondeurs de l'univers (« brahma »). L'univers est relationnel. Dieu est je. Je est Dieu. Tel est « l'au-delà de l'au-delà ». En ces quelque deux cents pages se trouve résumé l'espoir essentiel de toute une génération de l'Amérique d'après la seconde guerre mondiale.

PIERRE DOMMERGUES.

★ ETRE DIEU, AU-DELA DE L'AU-DELA, d'Alan Watts, trad. de l'américain par William Desmond. Denoël/Gonthier, 191 p., 14 F.

Une vie sans qualité

● *Bonaviri, écrivain sicilien, raconte cette fois l'histoire de son père.*

GIUSEPPE BONAVIRI est un écrivain sicilien qui ne parle que de son île — même s'il l'a désertée dans l'un de ses livres, *la Divine Forêt* (1), fable qui conduisait des oiseaux hors de l'atmosphère terrestre, dans des bois d'espaces infinis. *Le Tailleur de la grand-rue* est l'histoire du père de Bonaviri. Qui était poète, mais qui, ayant à tout prix voulu écrire en italien, qu'il connaissait peu, et non pas en sicilien, n'a pas laissé d'œuvre écrite publiable.

Conversation en Sicile

Donc, le tailleur de Bonaviri écrit. Et lui-même, à son tour, écrit à la place d'autrui : de sa sœur et de son fils. Les quatre Bonaviri racontent simplement la vie dans le village ; leurs opinions se font les quatre points cardinaux d'une vision — la vie dans un petit village sicilien de naguère.

Dans sa préface, Leonardo Sciascia, autre grand Sicilien, cite ce que le Syracusain Elio Vittorini, auteur de *Conversation en Sicile* (2), disait de l'histoire du tailleur : « *Il y a une grâce XVIIIe siècle dans cette histoire de tailleur.* » Et, de fait, le petit monde de don Pietro Sciré a quelque chose de mignard, au bon sens du terme. Il est l'expression d'une vie naturelle, fataliste, qui accepte davantage la condition humaine qu'elle ne l'interroge. Non que le tailleur et ses proches ignorent la douleur ; les grandes veuves en noir sont présentes presque à chaque chapitre. *Mais la loi de la nécessité* est si forte que chacun se livre moins à l'analyse d'un passé qu'à la « pratique » immédiate que le présent requiert.

Chrétien et superstitieux, le monde de Pietro Sciré fait penser à celui que Ferdinando Camon appelle le « *cinquième monde* » : celui de la paysannerie d'avant la mécanisation. Troquant l'aiguille pour le porte-plume parce qu'il n'a pas de travail, le tailleur de la grand-rue dit ce qu'il sait. Ce qu'il est. Giuseppe Bonaviri a écrit cette vie « sans qualité » avec beaucoup de simplicité et de tendresse : la pudeur du fils qui n'éprouve aucune gêne à considérer son père comme un maître à vivre. Et à écrire un excellent « roman ».

PHILIPPE GUILHON.

(1) Denoël.
(2) Gallimard.

★ LE TAILLEUR DE LA GRAND-RUE, de Giuseppe Bonaviri, traduit de l'italien par Bonaviri, traduit Denoël, 176 pages 39 F.

Cinéma

« FINGERS » (« Mélodie pour un tueur ») de James Toback

James Toback, New-Yorkais, professeur de littérature au City College, écrivain, nous fut révélé il y a trois ans par son scénario de l'excellent film de Karel Reisz, *The Gambler (le Flambeur)*. Installé dans la respectabilité, son héros, également professeur de littérature dans un collège à New-York, cherchait l'évasion et l'aventure dans le jeu, rencontrait la violence, la loi du milieu, un univers régi par l'impitoyable morale du négoce. La mise en scène, tout en demi-teintes, accentuait la noirceur de ce rapport inconfortable avec la mécanique sociale.

Fingers — oublions le titre français stupide — reprend les mêmes préoccupations, le même type de récit, avec une différence majeure : James Toback passe derrière la caméra, dirige un film entièrement indépendant, financé par les parfums Fabergé (comme autrefois les fourrures Revillon financèrent *Nanouk* de Flaherty ?). Carte blanche au talent et à l'invention, sans la moindre pression des « moguls » hollywoodiens : l'écrivain-cinéaste doit être jugé sur le seul résultat de son travail, sans excuse.

Jimmy Angelelli (Harvey Keitel) répète chez lui au piano une toccata de Bach, en vue d'une prochaine audition au Carnegie Hall. Il aperçoit de sa fenêtre une jeune femme dans la rue, il descend, l'aborde, l'accompagne dans son atelier de sculpteur (Carol, jouée par Tisa Farrow, la sœur cadette de Mia). *Il retrouve son père Ben (Michael* Gazzo), *mafioso* à la petite semaine, qui lui demande un coup de main pour récupérer de l'argent prêté. Jimmy s'exécute, réussit parfaitement, avec une violence sèche, auprès d'un patron de pizza, mais échoue auprès d'un autre mauvais payeur, toujours du milieu italien, dont il viole la fille, à demi consentante, dans les toilettes.

Découpé au scalpel

La vie de Jimmy progresse en dents de scie, par coups de tête, impulsions sauvages, comme harmonisée au pouls de la grande ville, qui, partout, n'étale que l'argent, le sexe et la force nue. L'art complète judicieusement cette toile de fin du monde, la musique qui vous met en transe, vous transporte hors du temps, dans l'émotion pure, la non-responsabilité absolue. Les dés sont jetés, le reste n'est qu'anecdote, étude du comportement d'un être pris au piège comme un rat par la société, cynique, amorale, et par sa famille, le père gangster jovial, la mère pianiste ratée et internée. Les feux de la vie privée et publique convergent sur Jimmy, ses échecs amoureux ne sont que des parenthèses : Jimmy vit « en dehors », en marge. On pense beaucoup à *l'Etranger* de Camus.

James Toback, metteur en scène, place sa caméra à hauteur d'acteur, ignore les fanfreluches et autres arabesques visuelles d'un cinéaste de la City qu'il connaît bien, Martin Scorsese *(Mean Streets, Taxi Driver)*. L'image a pour fonction d'objectiver la vision de l'auteur, un écrivain véritable, de la manière la plus précise, la plus directe : Mike Chapman, qui a photographié *Taxi Driver*, éclaire chaque scène comme la chirurgie découpe avec son scalpel, pour donner le plus d'évidence possible aux gestes, aux regards, aux actes. *Fingers*, avec ce scénario, cette photographie, devient un quasi-documentaire sur une remarquable performance d'acteur. Harvey Keitel, Jimmy, donne chair, incarne le personnage né de l'imagination de James Toback et fait accepter un sujet qui, sans lui, deviendrait insupportable. Il est l'homme incapable de communiquer, mais aucune philosophie du désespoir ne sous-tend ce destin solitaire : Jimmy n'a pas encore appris à voler de ses propres ailes, il n'a pas brisé vraiment le cocon familial.

L'apparition de James Toback, comme celle de Paul Schrader, autre disciple de Martin Scorsese (il a écrit *Taxi Driver*, il présentera *Blue Collar*, sa première mise en scène, au Festival de Paris), est peut-être aussi révélatrice que, au pôle juste opposé, celle des superproductions sidérales de Lucas et Spielberg, d'un phénomène important : la rupture avec le vieux romanesque hollywoodien et, dans le cas de Toback et Schrader, l'entrée par la grande porte d'écrivains s'assumant totalement en tant qu'écrivains de cinéma, osant tout montrer. L'impudeur qui résulte parfois d'un tel choix a de quoi choquer : certaines scènes de *Fingers* sont presque intolérables.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

« Dossier 51 », de Michel Deville

Un haut fonctionnaire français est nommé à un poste-clé dans un organisme international d'échanges commerciaux. Un service secret étranger réunit sur lui des informations, cherchant dans sa vie la faille qui permettra de le manipuler. Dominique Auphal devient ainsi le « *dossier 51* ».

Le livre de Gilles Perrault, c'est ce dossier : une suite de rapports administratifs, de fiches, de documents, la routine froide de l'espionnage, un homme mis à nu par des enquêteurs indifférents, des techniciens au service d'une machine à disséquer l'individu. Livre inadaptable au cinéma selon l'auteur qui, depuis des années, avait refusé les propositions de plusieurs cinéastes, Clouzot, Melville, Deray... En définitive, Michel Deville a réussi à convaincre Gilles Perrault que l'adaptation de *Dossier 51* était possible. Et il en a fait un film. Le film français le plus original de l'année. Très surprenant de la part d'un réalisateur qui, depuis 1960, avec ou sans Nina Companeez, est l'auteur de comédies brillantes, délicates, romanesques, à mille lieues d'un pareil sujet. Pourtant, à la réflexion, ce travail de fourmis de l'espionnage pour arriver à la connaissance intime d'un homme ne pouvait que passionner Deville dont les personnages ont toujours, comme Dominique Auphan, leurs secrets et leurs faiblesses intérieures.

Michel Deville a réussi cette gageure d'intéresser et d'émouvoir profondément avec le portrait indirect d'un homme qui n'intervient jamais dans le récit. On le voit en photographies, mais il n'existe que par les faits, les témoignages recueillis à son propos. Si le chef des espions (Roger Planchon) apparaît pour commenter les informations qu'on lui apporte et diriger l'enquête, ceux qui travaillent pour lui restent anonymes et sans visages. Ils prennent la place de la caméra, regardant, enregistrant, se déplaçant, scrutant ceux et celles qui peuvent apporter (habilement interrogés) des renseignements sur Dominique Auphan. Par cette mise en scène, Michel Deville a donc trouvé la clé de son adaptation. Il ne fait vivre que ce qui était rapporté dans les pièces du dossier.

Tranquillement implacable

Le procédé de la caméra subjective a toujours quelque chose de fascinant dans l'exercice de style et la performance technique. Il y eut ainsi, jadis, *la Dame du lac*, de Robert Montgomery, où toute une enquête policière était transmise par le champ du regard de Philip Marlowe, détective privé. Rien de tel avec Michel Deville. Il ne donne pas de personnification à la caméra et ne se livre pas à des démonstrations techniques. Ses mouvements d'appareil sont fascinants parce qu'ils traduisent constamment le viol des intimités et des consciences par l'action sournoise d'interlocuteurs invisibles. Rien de plus beau et de plus dramatique à cet égard, que la longue scène où la mère de Dominique Auphan, femme solitaire mise en confiance par une jeune fille venue sonner à sa porte sous un faux prétexte, parle, se raconte (Françoise Lugagne est admirable), trouvant pour une fois quelqu'un qui l'écoute, et livre ainsi, sans le savoir, le détail révélateur. Loin de s'identifier au personnage-caméra (comme dans *la Dame du lac*), le spectateur s'identifie à ceux qui sont en face, pris dans les rouages de l'organisation tranquillement implacable. Et peu à peu, il s'identifie aussi à Dominique Auphan, cet inconnu auquel on arrache, par personnes interposées, ses sentiments, ses origines familiales, sa sexualité, sa vie intérieure, pour le passer dans un ordinateur et trouver ce qui, chez lui comme chez tout être humain, est le point intime de la personnalité.

Ce film d' « espionnage » distille une angoisse qui ne tient pas au suspense d'une intrigue mettant en jeu romanesque des services secrets et leurs victimes. C'est la condition de l'homme moderne dont la liberté et l'identité ne sont plus qu'illusoires face à une bureaucratie protéiforme qui apparaît ici. Une simple enquête d'opinion à domicile, une rencontre qui paraît fortuite, l'amour qu'on croit avoir trouvé, tout peut être piège, aujourd'hui. Nous ne nous appartenons plus. Il y a du Kafka dans ce *Dossier 51* et un grand cri de Michel Deville pour le respect de la liberté individuelle.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Expositions

« Architecture avec architecte » ?

« Architecture avec architecte », *c'est une exposition que l'on espérait, malgré le graphisme indigeste de l'affiche. Car on commençait à se lasser de ces* architectures sans architectes *que Bernard Rudofsky opposait, à juste titre, mais avec ostracisme, au travail de nos démiurges. Curieusement, cette petite exposition, facile à suivre, colorée, et que chacun devrait aller voir pour en avoir le cœur net, manque le coche. Un esprit sournois pourrait même lire de l'ironie dans le titre adopté.*

Une soixantaine d'agences françaises, essentiellement parisiennes, dévoilent ici, sur de petits panneaux, leurs principales réalisations, ou leurs plus suggestives. A mi-chemin entre la confrontation et la publicité immobilière, cette histoire-là paraît à vrai dire, dans de très nombreux cas, relever du pilori. Au moins permet-elle de remarquer quelques constantes de l'architecture nationale, et mesurer ce qui peut advenir dans les fameuses unités pédagogiques d'architecture, puisqu'on retrouve nombre d'enseignants parmi les exposants.

Hormis quelques personnalités, il semble, à considérer tout cela, qu'il n'y ait pas d'architecture en France, mais une démarche éclectique qui emprunte, sans vraiment les suivre, les voies des maîtres étrangers (des Etats-Unis surtout, un peu de Japon, un rien de-ci de-là), et qui transforme leurs styles en tics superficiels. La présence de quelques dessins montre assez bien l'indécision romantique, la profusion du flou artistique, l'absence de réflexion autonome qui caractérise la production française, et fait voir quel abîme sépare néanmoins ces preuves de bonnes intentions des réalisations achevées. Neuf fois sur dix, le détail relève de l'improvisation ou se voit remplacé par de l'industriel passe-partout. Passons silencieusement sur les mégalomanies satisfaites, parfaitement représentées ici.

Il y a cependant quelques vrais architectes pour cautionner l'ensemble. On reconnaît Portzemparc le rêveur ; on peut détester le délire d'un Kalisz ; la simplicité, sinon l'austérité, d'un Simounet révèle un créateur sincère ; ou encore Deslandes, Sirvin malgré tout, Tastemain peut-être. Pingusson aurait pu trouver mieux pour se représenter.

Et puis il y a un peu d'architecture chez certains architectes qui, capables du pire, peuvent l'être du mieux, quelquefois du meilleur : Barge ; Biro et Fernier qui voguent d'une possible cité Falguière à l'indécente chaise Récamier, en passant par une séduisante cathédrale tahitienne ; Celnik semble parfois citer Krier ; Marot l'écartelé ; Vasconi l'inégal... Pardon à ceux que l'on oublie de sauver du naufrage. Pardon aussi à Andrault et Parrat, ainsi qu'à quelques autres, de ne pas vouloir les citer.

Une précision, enfin, peut sembler nécessaire : cette exposition montre les travaux des « meilleurs architectes » français (à de fâcheuses omissions près). Il y a, en effet, pire, mais ce pire-là, au moins, n'est pas pris comme modèle.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ « Architecture avec architecte », exposition organisée par la S.A.D.G., 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Jusqu'au 30 septembre.

CINQ ANS APRÈS

Malraux et Gilioli au plateau des Glières

Sans le monument d'Emile Gilioli, sans l'« oraison funèbre » d'André Malraux, le nom du plateau des Glières, à une trentaine de kilomètres d'Annecy, n'évoquerait peut-être que le théâtre d'un épisode local des combats de la Résistance.

Or, la sculpture-architecture de Gilioli, maintes fois reproduite, fait déjà partie du patrimoine artistique. Le discours de Malraux, qui figure dans la bibliothèque de la Pléiade à la suite du Miroir des Limbes, *appartient désormais à la littérature. Ils nous dispensent de rapeler l'histoire, ils sont eux-mêmes entrés dans l'histoire, puisque, frappés par la mort, ni le sculpteur ni l'écrivain n'ont malheureusement pu être au rendez-vous fixé le 2 septembre 1973, lors d'une inauguration mémorable :* « Dans cinq ans... »

Le même soleil torride brillait à nouveau sur le site grandiose et ses alpages encerclés de rochers, sur le « grand oiseau blanc [...] avec son aile d'espoir, son aile amputée de combat, et, entre elles, son soleil levant », *il « vieillit bien », c'est-à-dire ne vieillit pas, il a tenu tête aux intempéries, et, depuis, s'est enrichi de deux* Douleurs, *deux statues de pleureuses accroupies de part et d'autre du chemin terminal.*

Si le rôle du monument, qui, avec ses trésors intérieurs, est un petit musée Gilioli (le château d'Annecy lui prépare pour le 15 septembre une importante exposition), est de perpétuer le souvenir d'un sacrifice qui n'a pas été inutile, il atteint pleinement son but. Tout au long de la belle saison, la route des Glières, jadis si difficile d'accès, est sillonnée de voitures se rendant vers ce site scrupuleusement préservé, protégé. Et nous avons pu constater la même affluence au petit cimetière de Morette où sont enterrés plus de cent maquisards victimes de la sauvage répression qui a suivi les combats. Morette se trouve près de Thônes au pied de la gigantesque falaise où se repliait une partie de l'effectif, quand elle fut prise sous le feu ennemi. Puis les visiteurs se rendent au musée voisin installé dans un authentique chalet. Naguère saccagé par des vandales, ce musée a été reconstitué. Images et objets font revivre l'histoire des Glières. Ce n'est que la première partie du programme que se sont fixé les organisateurs. Il reste assez de place pour aménager un musée de la Résistance à l'échelon national. Ce qui sera fait.

JEAN-MARIE DUNOYER.

Notes

Cinéma

« Je suis timide mais je me soigne » de Pierre Richard

Comment aborder une fille de rêve quand on n'ose même pas aborder les filles de rien, comment parler à son patron quand on n'est pas maître de soi-même, comment être sûr de soi quand tout le monde doute de vous ? « Je suis timide mais je me soigne », répond Pierre Richard.

Il va de mal en pis, ce grand comique. Il avait apparemment donné toute sa mesure dans ses premiers films, « le Distrait », « les Malheurs d'Alfred ». Depuis, son personnage d'incorrigible rêveur, d'inadapté séduisant, ne s'est pas renouvelé, il a perdu sa consistance : Pierre Richard n'est plus qu'une caricature de lui-même. Le couple qu'il forme ici avec Aldo Maccione est drôle comme est drôle quelqu'un qui mange des spaghetti salement.

Ainsi, d'un jour à l'autre, on se plaint du cinéma français (« le Monde » du 29 août). Ce film bouffi de Pierre Richard, sans scénario ni colonne vertébrale, est plus scandaleux que d'autres. Ce n'est pas le jeune cinéma qui se débrouille tout seul ; c'est le cinéma moyen, qui a de l'argent et qu'on impose au public. — CL. D.

Variétés

Manu Dibango

Camerounais d'origine, Manu Dibango joue une musique libre, ouverte, riche en pulsations et est incontestablement l'un des musiciens africains les plus dynamiques d'aujourd'hui. Manu Dibango, qui voyage régulièrement à travers le continent africain et a travaillé deux ans à New-York en compagnie de nombreux musiciens de jazz et de salsa, dirige à Abidjan depuis trois ans l'orchestre de la radiotélévision ivoirienne, et c'est avec cet orchestre de quinze musiciens auquel il a ajouté pour la circonstance des cuivres parisiens qu'il se présente à l'Olympia cette semaine.

Comme tous les Africains, Manu Dibango a connu l'invasion dans les années 60 des musiques américaines, cubaines, jamaïcaines et brésiliennes. Aujourd'hui en Afrique, il y a un rejet naturel relatif de ce qui n'est pas africain, *il y a une tradition assumée sans* complexe, il y a une adaptation, une modernisation d'un patrimoine à partir des nouvelles sonorités, il y a une volonté continentale de produire une musique authentiquement africaine, plus homogène bien que riche d'influences diverses, plus permanente et qui pourrait ainsi être l'égale des musiques noires du nord et du sud du continent américain. Créateur des styles afro-soul et makossa, Manu Dibango exprime tout cela magnifiquement.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Olympia, 21 heures.

■ L'Office franco-allemand pour la jeunesse organise des rencontres sur le thème « La vie culturelle en France et en Allemagne », du 13 au 16 septembre, à Freyming-Merlebach. Ces rencontres tenteront de faire un bilan critique des expériences culturelles nouvelles (travail de quartier, avec les grands ensembles...) en France et en Allemagne. (Rens. : tél. 04-73-65.)

■ Une œuvre du peintre de genre danois Peter Severin Kröyer (1851-1909), intitulée « Soirée d'été sur la plage sud de Skagne », a été vendue aux enchères à Copenhague, le 29 août, pour la somme de 100 000 dollars (43 000 francs). Elle a été acquise par l'homme d'affaires allemand Axel Springer.

■ Dans la cour du château de Fougères (Ille-et-Vilaine), les stagiaires de l'Atelier national du livre vivant et les habitants du Pays fougerais, deux cents personnes dirigées par Michel Philippe présentent LA VIE ET LA MORT DU MARQUIS DE LA ROUERIE ; ils montrent comment, héros de l'indépendance américaine, Tuffin de La Rouerie, passa de la Révolution à la contre-révolution et devint le père de la chouannerie. Textes de Nerval, Lenôtre et Michelet. (Renseignements : (16) 99 99-41-29.)

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II. — TUNISIE	180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Jazz

Air et Kahil El-Zabar à Paris

Bientôt se produiront à la chapelle des Lombards, pour leur premier séjour parisien, deux des groupes passionnants qu'a engendrés l'A.A.C.M. de Chicago : Air, et Kahil El-Zabar (Ethnic Heritage Ensemble).

On confond parfois l'A.A.C.M. (Association for Advancement of Creative Musicians) avec son représentant le plus célèbre en France : l'Art Ensemble of Chicago, mais l'activité de l'Association touche quelques dizaines de musiciens, plusieurs formations et des pratiques très diversifiées.

En 1960, Sun Ra quitte Chicago, avec tout son orchestre. La recherche va alors se concentrer autour du Muhal Richard Abrams, qui fonde, avec le bassiste Rafael Garett l'Experimental Band. Et, dès 1963, Joseph Jarman et Roscoe Mitchell, Kalaparusha (Maurice McIntyre), Henry Threadgill, Steve McCall et Jack DeJohnette participent à ces « expériences » et à ces initiatives enthousiastes, et, comme le dit Valerie Wilmer *(As serious as your life)*, « *tandis qu'allaient éclater les révoltes de Watts, Détroit et Newark, révolte de Watts, Detroit et Newark, une autre sorte de révolution se passait à Chicago* » : une « *autre* » révolution peut-être, mais un même mouvement qui, dans ces sixties sans mièvrerie, assumait l'originalité de la communauté afro-américaine.

C'est en 1965 que Muhal Richard Abrams, forte personnalité reconnue par tous les musiciens de Chicago, devient le premier président de l'A.A.C.M. Antony Braxton, Leroy Jenkins, Fred Anderson et les autres : ils mènent tous en partage une extrême rigueur et la recherche de toutes les libertés possibles. *Free*, l'a-t-on assez dit, ils veulent l'être, et de toutes les façons musiciens de jazz, ça, c'est une autre histoire : ils jouent, et qu'on en parle plus, « the Great Black Music », la grande musique noire, ils en refont la légende et, surtout, ils l'enseignent à la communauté. Chicago attire : Leo Smith, qui vient du Mississippi, ou Phillip Wilson et Lester Bowie, tous deux de Saint-Louis. Et Chicago inspire : the Black Artist Group, de Saint-Louis, the Tribe (la Tribu), de Detroit, l'U.G.M.A.A. et son Panafrican People's Orchestra, de Californie (Horace Tapscott), et, de Lyon à Berlin, mille tentatives de regroupement des musiciens d'improvisation.

C'est que l'Association évite soigneusement tout mot d'ordre exclusif et articule, sans fâcheries mais non sans discussions, les fonctions les plus diverses. Coopérative, l'A.A.C.M. prend en charge l'organisation matérielle de concerts et de manifestations. Mais sans corporatisme aucun, elle est aussi un ouvroir fabuleux : lieu de rencontres, de circulation des idées, et lieu de pratique. Laboratoire, si l'on veut, mais les musiciens insistent beaucoup plus sur les enrichissements affectifs et sociaux que leur ont apportés les échanges de cette communauté sans précédent. Et puis, si tout cela paraît un peu trop sérieux, comment oublier que tous les groupes issus de l'A.A.C.M. ont introduit en musique une pratique du rire, de l'humour et de la dérision dont d'autres musiques contemporaines ont su tirer parti.

Aucun historien des musiques ne pourra plus ignorer l'aventure si singulière de l'A.A.C.M. Mais sans attendre les historiens, il faut savoir que cette musique et cette démarche sont actuellement pleinement vivantes : que les derniers venus de l'Association s'appellent aujourd'hui Douglas Ewart, Fred Hopkins ou Chico Freeman, Amina Claudine Myers ou la danseuse Rrata Christine Jones ; et que Air (Henry Threadgill, Fred Hopkins et Steve McCall) ou l'Ethnic Heritage Ensemble, de Kahil El-Zabar, continuent le combat sans violences d'une étrange machine à inventer et à jouer : l'A.A.C.M.

FRANCIS MARMANDE.

★ Air, chapelle des Lombards (du 8 au 12 septembre) ; Kahil El-Zabar (du 6 au 20 octobre).

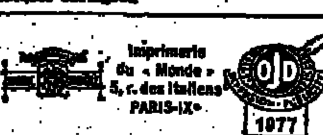
DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

Quatre-vingt-dix tombes datant de trois mille ans ont été découvertes près d'un chantier routier, à Paderborn, en Westphalie (Allemagne).

Dans le sud de l'Ukraine, c'est la tombe d'une femme scythe, enterrée avec de nombreux bijoux, que les archéologues soviétiques ont mise au jour. Elle portait en particulier une remarquable coiffe en or.

En Macédoine, à Prilep (sud de Skoplje), des archéologues polonais et yougoslaves ont enfin découvert une fresque de l'âge de fer. Ce serait l'œuvre de ce type la plus ancienne que l'on ait trouvée dans cette région.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

SPECTACLES

théâtres

Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
Ecole de l'acteur Florent, 21 h. : Il faudra toujours dire ce qu'on a vécu.
Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : les Derniers Hommes.
Essaïon, 20 h. 30 : les Lettres de la religieuse portugaise ; 22 h. : L'empereur s'appelle Dromadaire.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Amédée ou Comment s'en débarrasser ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : le Fauteuil ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. : la Musica.
Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Montparnasse, 21 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Présent, 21 h. : la Tour de Nesle.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis resté longtemps sur les remparts de Chypre.
Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : A. Courmont, violoncelle, et M. Bonnet, piano (Fauré, Chausson, Ropartz, Migot) ; 21 h. : P. Chetail et P. Alano, guitare (Bach, Corelli, Vivaldi).

Jeudi 31 août

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.
Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.

Festival estival

Conciergerie, 18 h. 30 et 20 h. 30 : B. Verlet, clavecin et violon ; M. Kardoze, violon baroque ; P. Sechet, flûte et viole de gambe.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Stéphan Guérault Quintet.
Campagne-Première, 18 h. 30 : Andy Goldener ; 20 h. 30 : Jo Callivan.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : F. Faton Cahan et D. Lockwood.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Viva Zapata, d'E. Kazan ; les Mémoires d'un Mexicain, de C. Toscano ; 18 h. 30 : le 17e Parallèle, de J. Ivens ; 20 h. 30 : la Chine libérée ; 22 h. 30 : Pour qui sonne le glas.
Beaubourg, Les burlesques, les comiques et les comédies (écoles française et américaine), 15 h. : la Folle Aventure de Charlot et Lolotte, de M. Sennett ; 17 h. : Papa d'un jour, de H. Langdon ; 19 h. : les As d'Oxford, d'A. Goulding.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE Mr GOODBAR (A., v.o.) (**) : Balzac, 8e (359-72-70).
ANNIE HALL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e.
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol. v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
BRIGADE MONDAINE (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43).
CAPRICORNE ONE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LE CONTINENT FANTASTIQUE (Esp., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LE CANDIDAT AU POIL (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), La Royale, 8e (265-82-66), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE CONVOI (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
DAMIEN, LA MALEDICTION II (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Athéna, 12e (343-07-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Wepler, 18e (387-50-70).
DRIVER (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
EXHIBITION II (Fr.) (**) Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Maxéville, 9e (770-72-86), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
GOOD BYE, EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LES GUERRIERS DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22).
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.), 4 parties : La Pagode, 7e (705-12-15).
ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Balzac, 8e (359-52-70).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.), 2 parties : Madeleine, 8e (073-56-03).
LE JEU DE LA MORT (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80).
JULIA (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE MATAMORE (It., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11).
MERCREDI APRES-MIDI (A., v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LE MERDIER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
MŒURS CACHEES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Tourelles, 20e (636-51-98) (sf mardi).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS... ? (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PORTRAIT D'ENFANCE (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
RETOUR (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
REVE DE SINGE (It., v. ang.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Parnassien, 14e (329-83-11).
LES ROUTES DU SUD (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-44), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), France-Elysées, 8e (723-71-11), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
UNE NUIT TRES MORALE (Hong., v.o.) (*) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Marbeuf, 8e (225-47-19).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Impérial, 2e (742-72-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bosquet, 7e (551-44-11), Colisée, 8e (359-29-46), George-V, 8e (225-41-46), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (542-67-42).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Le Parnassien, 14e (329-83-11).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LA DERNIERE CORVEE (A., v.o.) : Théâtre-Présent, 19e (203-02-55).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DOCTEUR JIVAGO (A., v. o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.f.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93), J. et L.
JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.o.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55), mat.
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MAMA ROMA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-39-19).
NOUS SOMMES TOUS DES VOLEURS (A., v. o.) : Palais des Glaces, 10e, V. et Ma.
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e.
PARADE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (544-46-85)
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
PHARAON (Pol., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
PLUMES DE CHEVAL (A., v. o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; New-Yorker, 9e (770-63-40).
LE POINT DE NON RETOUR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE RETOUR DE L'ABOMINABLE DOCTEUR PHIBES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83).
ROMEO ET JULIETTE (Ang.-It., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
SILENT RUNNING (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e.
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Kinopanorama 15e (306-50-50).
L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e, Me et Sam.
UN ETE 42 (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : Le Parnassien, 14e (329-83-11).
LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Eldorado, 10e (208-18-76).

Les festivals

M. MONROE (v.o.), Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), 15 h. : Marilyn ; 16 h. 45 : la Pêche au trésor ; 18 h. 30 : la Rivière sans retour ; 20 h. 15 : Niagara ; 22 h. : Misfits.
CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, La Pagode, 7e (705-12-15) : la Kermesse héroïque.
C. SAURA (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Cria Cuervos.
DAUMESNIL (v.o), 12e (343-52-97), 16 h., 21 h. : Monty Python ; 17 h. 30 : Dr Folamour ; 19 h. : Nos plus belles années ; 22 h. 30 : El Topo.
FILMS OUBLIES DES GRANDS METTEURS EN SCENE (v.o.), Action République, 11e (805-51-33) : Désirs humains.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : L'amiral mène la danse.
J. FORD (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : les Raisins de la colère.
M. BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'Opéra.
I. BERGMAN (v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) : la Fontaine d'Aréthuse.
AMERICAINES STORY (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : De l'influence des rayons gamma sur le comportement des marguerites.
J. TATI, Champollion, 5e (033-51-60) : les Vacances de M. Hulot.
AMOUR, EROTISME ET SEXUALITE (v.o.), Le Seine (325-95-99), I : 12 h. 30, Je, tu, il, elle ; 14 h., Anatomie d'un rapport ; 16 h., Dehors, dedans ; 18 h., Cet obscur objet du désir ; 20 h., Une petite culotte pour l'été ; 22 h., le Casanova de Fellini. — II. 14 h. 30, le Regard ; 16 h. 20, Bilitis ; 18 h. 20, Malicia ; 20 h. 20, Vices privés, vertus publiques ; 22 h., Valentino.
BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50), I : 13 h. 10, les Diables ; 15 h. 10, le Dernier Tango à Paris ;

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v. o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h., Dominique, 7e (705-04-55), 20 h., 22 h.
L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf sam., dim.).
LA CICATRICE INTERIEURE (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33), 19 h.
DERSOU OUZALA (Sov., v.f.) : Tourelles, 20e (636-51-98), mardi, 21 h.
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 23 h. 45.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sf D.).
LE KNACK (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 23 h. 50.
LE MILLION (Fr.), : La Pagode, 7e (705-12-15), 14 h.
NE VOUS RETOURNEZ PAS (Ang., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf sam., dim.).
PARIS VU PAR... (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf sam., dim.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h., 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf sam., dim.).
THE NICKEL RIDE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mardi, 21 h.
TROMPE L'ŒIL (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf sam., dim.).

Les films nouveaux

MOLIERE, film français d'Ariane Mnouchkine : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
DOSSIER 51, film français de Michel Deville : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE, film américain de Claude d'Anna, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 9e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
MON PREMIER AMOUR, film français d'Elie Chouraqui : Richelieu, 2e (233-56-70), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
MELODIE POUR UN TUEUR, film américain de James Toback (**) v.o. : Médicis, 5e (633-25-97) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DIEU MERCI, C'EST VENDREDI, film américain de Robert Klane, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
TROCADERO, CITRON BLEU, film français de Michaël Schock : Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e 522-37-41).
LE TRIANGLE DE VENUS, film américain de H. Frank (**), v.o. : Paramount-Elysées, 8e 359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
DIALOGUE DE FEU, film américain de Lamont Johnson, v.f : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Images, 18e (522-47-94).

SPORTS

ATHLÉTISME

Aux championnats d'Europe

L'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est dominent la deuxième journée

Le thermomètre était trop bas, la bise trop acide, la bruine trop méchante pour que la deuxième journée des championnats d'Europe d'athlétisme ait été une fête. Quand les conditions météorologiques n'y sont pas, le chronomètre et le double décamètre remplacent le cœur pour juger les courses, les sauts et les lancers. Mais cela n'était pas pour impressionner les athlètes des pays de l'Est qui, à défaut de performances ou d'exploits, ont commencé leur méthodique moisson de médailles.

Sur les six titres en jeu mercredi 30 août, la République démocratique allemande a remporté trois médailles d'or (poids dames, 100 mètres dames et 20 kilomètres marche hommes), deux médailles d'argent (longueur hommes, 100 mètres hommes), deux médailles de bronze (poids dames, javelot hommes) ; l'Union soviétique a fait presque aussi bien avec une médaille d'or (longueur dames), deux médailles d'argent (javelot, 20 kilomètres marche hommes), trois médailles de bronze (100 mètres dames, 100 mètres hommes et 20 kilomètre marche) ; la Tchécoslovaquie enlevant pour sa part une médaille d'argent (poids dames) et une médaille de bronze (longueur dames). Seul l'Italien Pietro Mennea, sur 100 mètres, et l'Allemand de l'Ouest Michael Wessing, au javelot, ont tiré leur médaille d'or de cette marée.

RESULTATS DES FINALES

MESSIEURS

100 mètres. — 1. Mennea (It.), 10 sec. 27 ; 2. Ray (R.D.A.), 10 sec. 36 ; 3. Ignatenko (U.R.S.S.), 10 sec. 37.

Javelot. — 1. Wessing (R.F.A.), 89,12 m ; 2. Grebniev (U.R.S.S.), 87,82 m ; 3. Hanich (R.D.A.), 87,66 m.

20 km marche. — 1. Wiesser (R.D.A.), 1 h. 23 min. 11 sec. 5 ; 2. Potchenchuk (U.R.S.S.), 1 h. 23 min. 43 sec ; 3. Solomine (U.R.S.S.), 1 h. 24 min. 11 sec. 5 ; 11. Lelièvre (Fr.), 1 h. 26 min. 42 sec. 3.

DAMES

100 mètres. — 1. Goehr (R.D.A.), 11 sec. 13 ; 2. Haglund (Suéd.), 11 sec. 29 ; 3. Maslakova (U.R.S.S.), 11 sec. 31 ; 7. Rega (Fr.), 11 sec. 49.

Longueur. — 1. Bardauskene (U.R.S.S.), 6,88 m ; 2. Voigt (R.D.A.), 6,79 m ; 3. Nygrynova (Tch.), 6,69 m ; 9. Curtet (Fr.), 6,24 m.

Poids. — 1. Slupaniek (R.D.A.), 21,41 m ; 2. Fibingerova (Tch.), 20,86 m ; 3. Droese (R.D.A.), 20,53 m.

FOOTBALL

LA COUPE D'EUROPE

Mention passable pour Monaco

C'est avec un seul but d'avance que les Monégasques, battus 2 à 0 par le Steaua de Bucarest, mercredi 30 août, dans la capitale roumaine, mais vainqueurs 3 à 0 quinze jours plus tôt au match aller, ont obtenu leur qualification pour le premier tour de la Coupe européenne des clubs champions, où ils rencontreront les Suédois de Malmoe, les 13 et 27 septembre.

Ce tour préliminaire, rendu nécessaire pour ramener le nombre des équipes participantes à trente-deux pour le premier tour, était en fait considéré en France comme un véritable examen de passage des Monégasques au niveau européen. Sans vedettes, presque sans public et sans jamais donner l'impression de puiser dans leurs réserves, n'étaient-ils pas devenus champions avec une équipe directement issue de la deuxième division et à peine renforcée ? N'avaient-ils pas profité dans un premier temps de l'effet de surprise, puis ensuite de la fatigue et des blessures des Nantais, très sollicités au niveau international, et qui terminèrent néanmoins avec un seul point de retard ?

Le premier test gagné 3 à 0 à Monaco aurait peut-être rassuré les sceptiques si les Roumains n'avaient eux-mêmes évoqué la vie de palace, et le cadre enchanteur du stade Louis-II, pour justifier leur manque de concentration et surtout de réactions en deuxième mi-temps.

Pour des raisons bien différentes, la préparation des Monégasques avait aussi été perturbée avant le match retour. Gérard Zorzetto et Alain Moizon, victimes respectivement de fractures à un doigt et à une main, le 15 août, n'avaient pas pu s'entraîner normalement et risquaient d'avoir quelques appréhensions pour les chocs. Jean-Louis Ettori, le gardien de but, touché à une cuisse à l'occasion du dernier match de championnat, était encore incertain la veille du départ pour Bucarest. Finalement la seule absence fut celle de Dello Onnis, le buteur de l'équipe, souffrant des muscles adducteurs.

Manque de métier

Privés de leur opportuniste avant-centre, les Monégasques ne pouvaient dès lors plus guère espérer surprendre leurs adversaires en contres. Leur intérêt était de jouer comme à l'habitude bien groupés au centre du terrain pour monopoliser le ballon et casser le rythme du match. Les joueurs de la principauté semblaient devoir atteindre leur objectif sans trop de problèmes quant, à la cinquante et unième minute, l'ailier droit roumain Troi marqua un premier but... en position de hors-jeu.

Ce but qui n'aurait pu être qu'une péripétie servit en fait de révélateur de certaines faiblesses monégasques. Plus fébriles malgré leurs deux buts d'avance, les champions de France commirent dès lors l'erreur de trop se replier, et de permettre ainsi aux attaquants roumains de se retrouver plus souvent à distance de tir de Jean-Louis Ettori. En soutenant moins leurs propres attaquants, ils ne permettaient plus à ces derniers de conserver le ballon ou de profiter des espaces laissés libres par les arrières adverses, de plus en plus offensifs au fil des minutes. Surtout les Monégasques firent preuve d'un manque de « métier » en tirant presque à la sauvette deux ou trois coups francs pourtant situés à une vingtaine de mètres face aux buts adverses.

Heureusement pour les joueurs de la principauté, le second but roumain ne fut obtenu par Troi qu'à un quart d'heure de la fin du match. Si la qualification était assurée grâce à la confortable avance du match aller, la manière inciterait plutôt à n'accorder que la mention passable pour l'examen européen. — G. A.

Tennis

Flushing-Meadow

UN SEUL FRANÇAIS AU DEUXIÈME TOUR

Si tous les tennismen classés tête de série ont franchi sans encombre le premier tour des championnats open des Etats-Unis, disputés à Flushing-Meadow, il n'en a pas été de même pour les Français. Seul Christophe Freyss, qui se trouve aux Etats-Unis depuis un mois pour s'habituer aux surfaces rapides, a pu se qualifier, en battant, il est vrai, son compatriote Patrice Dominguez 6-4, 6-4. Yannick Noah est passé près de la qualification en menant 7-6, 5-7 et 5-2 face à l'Américain Terry Moor avant de s'incliner 7-5 au troisième set. Les autres résultats des Français sont les suivants : Vitas Gerulaitis (E.-U.) bat Pascal Portes, 7-5, 7-5 ; Bill Scanlon (E.-U.) bat Georges Goven, 6-4, 6-4 ; Butch Waltz bat Gilles Moretton, 6-4, 6-2. Eric Deblicker et Patrick Proisy ont déclaré forfait.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

AUTOMOBILISME. — Le constructeur nivernais Tico Martini a annoncé, le 30 août à Paris, qu'il cessait immédiatement toute activité en formule 1 pour des raisons financières.

JEUX OLYMPIQUES. — M. Jimmy Carter, président des Etats-Unis, a adressé un télégramme au Comité international olympique, dont la commission exécutive est réunie depuis le 30 août à Lausanne. « Au nom du peuple américain, *écrit-il*, je souhaite très sincèrement que le C.I.O. agisse en faveur de la candidature de Los Angeles pour les Jeux olympiques de 1984. »

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 31 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h. 15, Documentaire : Sur les traces d'Ulysse ; 19 h. 10, Jeunes pratique : comment fonctionne un studio d'enregistrement ; 19 h. 40, Caméra au poing : L'île des lémuriens ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Les hommes de Rose, de G. Sire, réal. M. Cloche (6e épisode : L'inconnu de Salonique).

21 h. 25, Reportage : La baleine à mains nues ; 22 h. 30, Série : Caméra je... (La vallée de la mort, de J.-L. Sieff).

L'album de photos rapporté de la fascinante Vallée de la mort revit sous forme d'un long métrage, prétexte pour Jean-Loup Sieff à effeuiller des souvenirs ironico-nostalgiques.

23 h. 40, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Le grand échiquier : Trois temps pour un échiquier.

Trois heures pour comprendre des fous et des rois de la variété : Johnny Hallyday et Bernard Lavilliers, réunis par la même violence, divisés par leurs révoltes et leurs choix, Dick Annegarn bien différent, plus fantaisiste et plus nonchalant, et Joan Baez, politique comme Lavilliers, internationale comme Hallyday, porte-voix d'une génération précédente.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, *FILM (cycle un film... un auteur)* : UN OFFICIER DE POLICE SANS IMPORTANCE, de J. Larriaga (1972), avec M. Porel, J. Negulesco, Dani, R. Hossein, C. Denner, N. Courcel, R. Pellegrin.

Pour obtenir la libération d'un cambrioleur, frère de l'un d'eux, trois marginaux prennent en otage un officier de police.

A ranger dans le troupeau des films de série noire français à bout de souffle.

22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton « Bivouac sur la Lune », de N. Mailer ; 19 h. 25, Jules Verne : l'humoriste ;

20 h., Au Festival d'Avignon... Cellule de création : « l'Abécédaire conditionnel », de M. Garneau ;

23 h. 30, Nuits magnétiques : les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Musique de charme : Dekobra, Sibert, Strauss, Vacek, Nevelli, Lehar ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

21 h., En direct du Tivoli Concert Hall de Copenhague... « Ma Mère l'Oye » (Ravel) ; « l'Amour sorcier » (de Falla) ; « Symphonie no 3 en la mineur » (Mendelssohn), par l'Orchestre symphonique de la radio danoise, direction G. Ajmone-Marsan. Avec M. Nyphus, mezzo-soprano ; 23 h., Les sixièmes coins de l'Hexagone : Franck ; 0 h. 5, France-Musique la nuit... New-York, la musique et ses espaces : J. Cage, D. Tudor, R. Hell, T. Johnson, C. Palestine, A. Shepp, Stravinski.

VENDREDI 1er SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Docteur Caraïbes ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Acilion et sa bande ; 14 h. 35, Série : Peyton Place ; 18 h. 15, Documentaire : Le jour du condor (Situation économique et sociale des Antilles françaises) ; 19 h. 10, Jeune pratique ; 19 h. 40, Caméra au poing : L'île des lémuriens ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Sport : football (France-Suède, en direct du Parc des Princes).

22 h. 15, Magazine : Expressions (Savez-vous écrire télé ?).

Une tentative pour analyser les phénomènes spécifiques d'adaptation, d'écriture, de réalisation dans les domaines propres à la télévision. L'équipe du magazine s'est rendue sur les lieux de tournage d'émissions qui seront prochainement diffusées sur TF 1.

23 h. 30, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Aujourd'hui madame.

16 h., FILM : LA VENGEANCE DE L'INDIEN, de G. Sherman (1956), avec G. Madison, K. Grant, F. Farr.

Un Blanc, qui a du sang indien, entre en conflit avec deux bandits maîtres d'une ville à la frontière de l'Oklahoma. Action, violence et idées généreuses.

17 h. 10, Sport : Championnat d'Europe d'athlétisme à Prague (direct) ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Bergeval et fils, de J.-L. Roncorini, réal. H. Colpi, musique G. Delerue, avec R. Lefèvre, M. Cuvelier, H. Vallier, C. Titre, A. Abbadie, etc. (3e épisode, Rediff.).

Louis Bergeval reprend la tête de son usine. Sa fille aime le fils du chef syndicaliste...

21 h. 30, Emission littéraire : Ah ! Vous écrivez ?, de B. Pivot.

Avec notre collaborateur Jacques Sternberg, Jean Lartéguy et Henriette Jelinek.

22 h. 35, Journal.

22 h. 40, FILM : MAYERLING, d'A. Litvak (1935), avec C. Boyer, D. Darrieux, M. Regnier, S. Prim, G. Dorziat, J. Dax, J. Debucourt, Y. Laffon (N.).

L'archiduc Rodolphe, héritier du trône d'Autriche, s'éprend de la jeune Marie Vetsera, dont il fait sa maîtresse. Mais la raison d'Etat s'oppose à leur amour. Reconstitution soignée d'une page d'histoire et surtout la présence d'un couple romantique — le grand comédien Charles Boyer, Danielle Darrieux, ravissante, émouvante — qui fit rêver les foules.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Le nouveau vendredi : La marche vers la mer, réal. P. Acot-Mirande.

La conquête économique de la mer peut devenir, au cours des prochaines années, une vaste zone énergétique, industrielle et même agricole. Interviews et débat.

21 h. 30, Documentaire : Comment Yu Kong déplaça les montagnes. (Une femme, une famille : banlieue de Pékin.)

Yu Kong est un film de douze heures. A défaut de le voir en entier, on en a quelques extraits : ici, la vie d'une famille à Pékin, et les journées de Kao Chou-lan, trente ans, ouvrière soudeuse.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Georges Perros (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50 : Rediffusion) ; 7 h. 5, Matinales : Inde vivante ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Le juif errant ou l'homme séparé ; à 8 h. 32, Pierre Leroux, précurseur du socialisme ; à 8 h. 50, Echec au hasard : Le rôle des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; 9 h. 7, Matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, La querelle des bouffons... De Rameau à Glück : Glück, Berlioz ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; à 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Musique extra-européenne ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « la Basane », de J. Manguso ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les Français s'interrogent : Les premières formes végétales qui ont peuplé la planète ; 16 h., Pouvoirs de la musique ; 18 h. 30, Feuilleton : « Bivouac sur la Lune », de N. Mailer ; 19 h. 25, Jules Verne : L'humour... toujours ;

20 h., La réincarnation, par I. Pisani ;

21 h. 30, Musique de chambre (Alkan, Louvier, Honegger, Hasquenoph, Tansman) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales ; 12 h. 35, D'un carnet d'adresses... cent noms : Vignault, The Who, Wonder, Wyatt, Xenakis ;

14 h., Estivales : Haendel, Leclair, Bach, Liszt, Brahms, Moussorgski, Lalo, Smetana ; 17 h. 30, Mémoire du jazz : Bailey, Parker, C. Taylor, C. Mingus, C. Tyner, Evans, Waldron ; 18 h. 2, Musique de charme : Dekobra, Sibert, Lehar, Fibich, Steiermark, Kanner ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

21 h. 20, Cycles d'échanges franco-allemands : « Harold en Italie, symphonie pour orchestre et alto principal » et « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre national de France, direction L. Maazel, avec B. Pasquier, alto ; 23 h. 15, Les sixièmes coins de l'Hexagone : Pontini ; 0 h. 5, France-Musique la nuit... New-York, la musique et ses espaces : Anderson, R. Ashley, M. Mond, S. Reich.

CARNET

Naissances

— M. Daniel JACOB et Mme, née Goldschmidt Eliane, et Olivier, ont la joie d'annoncer la naissance de

Miriam,

le 20 août 1978.

112, rue Lemercier, 75017 Paris.

Décès

— Mme Emile Cani,
Isabelle, Marie-Paule, Anne-Marcelle, Antoine Cani,
Mme Nazzarena Cani,
M. Pierre Cani,
Mlles Marie-Antoinette et Joséphine Cani,
Mme Marie-Thérèse Bulte,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile CANI,

survenu le 21 août 1978, à Aubusson.

Ses funérailles religieuses en l'église Saint-Martin de Vallière (Creuse) et son inhumation au cimetière de Vallière ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 23 août 1978.

— Mme André Colin,
Anne-Marie, Francis Idrac,
Pierre, Françoise et Paul Colin,
ses enfants,
Mme et M. Paul Colin,
Mme et M. Georges Planche,
sa frère et sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André COLIN,
sénateur,
ancien ministre,
président du conseil général du Finistère,
président du conseil régional de Bretagne,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
médaille de la Résistance avec rosette,
commandeur du Mérite maritime,
chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand,

survenu le 29 août à Carantec.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 31 août, à 16 heures, en l'église de Ploudalmézeau.

— Mme Raymond Delord-Cousin,
Jean-Marie, Françoise Delord et leur fils,
Marianne, Paul Loupiac et leurs enfants,
Samuel, Danielle Delord et leurs fils,
Christian, Micheline Delord et leurs filles,
Les familles Delord, Bouvard, Pellaux, de Richemond, Peyrot, Bertschy, Schaerer, Schneider, Salis,
font part du décès du

Pasteur Raymond DELORD,
ancien missionnaire à Madagascar et au Togo,

endormi le 16 août 1978 dans la paix de son Seigneur, à l'âge de soixante-seize ans.

« ... Les yeux fixés sur Jésus... »
(Heb. XII, v. 2.)

7, rue Marceau,
34000 Montpellier.

— Mme Léopold Jokiel, son épouse,
Ses beau-frère, belles-sœurs, neveux, nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

Docteur Léopold JOKIEL,
médecin du président de la République polonaise et de sa chancellerie civile de 1928 à 1939,
médecin chef de la Croix-Rouge polonaise,
membre de P.O.W.N.,
membre de la Société historique et littéraire polonaise,
capitaine-médecin de réserve,
croix de l'Indépendance,
croix d'or du Mérite,
Polonia Restituta,

survenu le 18 août 1978, à Paris.

Le service religieux a été célébré, selon la volonté du défunt, dans la plus stricte intimité, le lundi 28 août 1978, en l'église polonaise (263 bis, rue Saint-Honoré, Paris-1er), suivi de l'inhumation au cimetière les Champeaux de Montmorency (95).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Alfred Sauvy, leurs enfants et petits-enfants,
Mlles Renée et Madeleine Lamberet,
M. et Mme Pierre Lamberet, leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Françoise Lesne,
M. Maurice Lesne,
Mme René Lesne, ses enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Florence LAMBERET,
née Lesne,

survenu le 29 août 1978, dans sa cent dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— A tous ceux qui l'ont connue et aimée, son mari Jean, ses enfants Mireille, François, Annick, Yvon, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses gendres et belles-filles, parents et alliés, ont la douleur de faire part de la mort de

Mme Paulette REGNAULD DE LA SOUDIÈRE,
née Durand,

décédée à Paris, le 23 août 1978, dans sa soixante-troisième année.

De la part des familles Regnauld, de la Soudière, Durand, Benhamou, Boukli, Maillard, Mancel, Roussat.

L'enterrement a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue des Flamants, Casablanca.
25, rue Pierre-Curie,
94200 Ivry-sur-Seine.

— Mme Louis Soubiès,
Mme Marthe Sry,
M. et Mme Pierre Ravanas et leurs enfants,
M. et Mme Georges Carrère et leurs enfants,
M. et Mme François Soubiès et leur fils,
M. et Mme Godfroid et leurs enfants,
M. et Mme Patrick Soubiès et leur fils,
M. et Mme Georges Soubiès et leur fils,
M. et Mme Georges Monestier,
M. et Mme Fernand Sry et leurs enfants,
M. et Mme Alain Chardon et leurs enfants,
Les familles Pujol, Fourcade, Lagrèze,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis SOUBIÈS,
ingénieur agricole (G.),
ancien directeur des services agronomiques de l'Office national industriel de l'azote
et de la Société commerciale des potasses d'Alsace,
membre correspondant de l'Académie d'agriculture,

survenu à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 31 août 1978, à 9 heures, en l'église de Mérindol (Vaucluse).

L'inhumation a eu lieu ce même jour, à 18 heures, au cimetière de Labastide-de-Lévis (Tarn).

133, rue de Lourmel, 75015 Paris.
Vallon Bernard, Mérindol,
84360 Lauris.

— Paris (15e).
Mlle Janine Tortrat,
M. et Mme Albert Tortrat et leurs enfants,
M. et Mme Yves Tortrat et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Houssais,
Mlle Yvonne Tortrat,
Mme veuve Eugène Tortrat,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert TORTRAT,
contrôleur général de la marine de 1re classe,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 28 août, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Cosnes-sur-Loire (Nièvre).

7, rue Alexandre-Cabanel,
Paris (15e).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Il y a deux ans, dans un accident de la route,

Vincent CAZES
et Joël LEGRAND,
élèves de l'E.N.S.-Ulm,

trouvaient la mort, à l'âge de vingt et un et vingt ans.

« Seule, me disais-je, une véritable mort de moi-même serait capable de me consoler de la sienne. »
M. Proust.

— Il y a quatorze ans disparaissait

Paule Tyta GABRIEL
(Danielle dans la Résistance).

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Pour le premier anniversaire de la mort de

M. Max PERELBERG,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

JEUNESSE

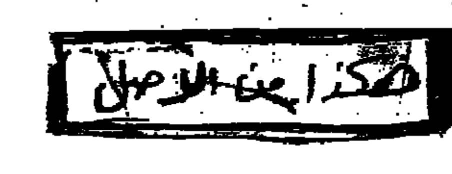
« Question de temps » sans Cuba

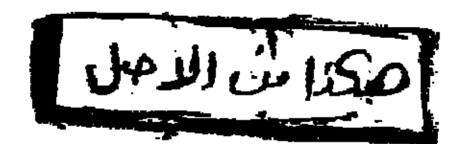
Protestations du parti communiste

Antenne 2 n'ayant pas diffusé au magazine « Question de temps » un film de Frank Cassenti commenté par Régis Debray sur le Festival de la jeunesse et des étudiants à Cuba (*le Monde* du 31 août), M. Guy Ducoloné, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a adressé une question écrite à M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication. Le député des Hauts-de-Seine estime notamment que « *cette interdiction décidée le jour même où le film était programmé, fait suite au silence de l'information radio-télévisée sur la préparation et le déroulement de cette importante rencontre internationale de la jeunesse. Elle constitue un acte de censure inadmissible* », et il demande quelles mesures vont être prises « *pour que le film de Frank Cassenti puisse être diffusé normalement dans les délais les plus brefs.* »

D'autre part, le bureau de presse du parti communiste, le Mouvement de la jeunesse communiste de France, l'Union nationale des comités d'action lycéens (l'U N C A L) protestent contre ce qu'ils considèrent également comme un acte de censure.

Dans une interview accordée au journal *l'Humanité*, le réalisateur Frank Cassenti, explique que son film « *reflète une joie de vivre où la révolution et la fête sont mêlées. C'est ce qui a gêné. En montrant ces images de fête, de danses et la population à forte densité noire, nous avons mis en évidence les liens culturels qui unissent les Cubains à la tradition africaine.* »





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21 00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi — offres d'emploi

DIRECTEUR GÉNÉRAL

de la filiale Aquitaine « construction de maisons individuelles » d'un groupe national.

L'entreprise est saine. Son image de marque est de qualité. L'actuel Directeur Général prépare sa retraite. Il faut assurer la succession dans la sérénité.

Le patron recherché devra développer l'activité, conquérir de nouveaux marchés et réaliser du profits.

De formation supérieure, entreprenant, c'est un gestionnaire rigoureux qui sait aussi faire preuve d'imagination commerciale.

C'est un patron.

CORT — *Ecrire sous référence 2405, 65, avenue Kléber, 75116 PARIS.*

En raison de la réorganisation des 2 filiales d'un puissant groupe de distribution britannique (Burberrys et Cent Mille Chemises) nous cherchons :

un Directeur Administratif

bilingue français et anglais qui sera chargé de

- la gestion de notre patrimoine immobilier en France,
- la rédaction des PV de nos réunions de Directoire et Conseil de Surveillance,
- la gestion du personnel,
- l'établissement et suivi de nos projets et programmes d'entretien et d'aménagement,
- la gestion et suivi des assurances,
- la gestion des services généraux du siège,
- nos dépôts de marques,
- des aspects juridiques de nos sociétés.

De solides connaissances de droit commercial et social sont requises ainsi qu'une grande expérience dans ces domaines, acquise dans un poste similaire.

Adresser candidature, CV, photo à Monsieur Howard, 8 bd Malesherbes, 75008 Paris.

Discrétion assurée.

Vous avez l'expérience de la vente de produits financiers ou d'assurance-vie.. Vous voulez progresser sur le plan *professionnel et financier*. Nous vous proposons un poste **d'attaché commercial** exceptionnellement actif, basé sur la vente de **produits immobiliers.** Rémunération élevée en fonction des résultats. Si cette proposition vous intéresse, adressez votre CV + photo à CMG Réf. 908 11, rue du Colisée 75008 Paris, qui transmettra.

F. J. T. recherche

ANIMATEUR

- Travail d'équipe ;
- Pré-formation ;
- Ouverture sur le quartier ;
- Convention collective F.J.T.

Envoyer lettre candidature + C.V. à **F.J.T.** DARTAGNAN 89, rue Vitruve, 75020 Paris.

SOCIETE DE TRANSIT INTERNATIONAL CENTRE DE PARIS recherche

SON DIRECTEUR

Son rôle : assurer la coordination entre les services, définir, entretenir et développer la politique commerciale, assurer les relations commerciales à haut niveau.

Son profil : C. 30 ans minimum. Formation Ecole supérieure de commerce ou équivalent, connaiss. approfondies transport, transit et douanes, sens de la méthode et de l'organisation, expérience de la fonction très appréciée. Sérieuses références exigées.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à no 7.835, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

GESTION 2000 Pour déplacement LYBIE

INGÉNIEURS

Maintenance informatique équipements électroniques calculs sur ordinateurs. Langue anglaise, avec référ. Tél. 246-42-01.

DEMANDEURS D'EMPLOI

inscrits à l'A.N.P.E. un STAGE vous est ouvert GRATUITEMENT avec rémunération de l'Etat ou des Assédic. Nombre de places limité.

L'INFORMATIQUE POUR COMPTABLES

qui a pour but de vous former au langage et à la méthodologie informatique pour réussir votre insertion dans le traitement automatique de l'information comptable.

Niveau requis : Cadre comptable ayant 2 ans d'expérience professionnelle au minimum. Date de début : le lundi 11 septembre 1978.

Renseignements, programmes et inscriptions à : INSTITUT DE FORMATION ET D'INFORMATION PERMANENTE 37, rue de Châteaudun 75009 Paris. T. : 285-22-14 (lignes groupées).

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE MECANIQUE ET HYDRAULIQUE leader européen sur son marché recherche pour son département informatique doté de matériel IBM 1024 K et terminaux, base de données et gestion d'écrans

UN CHEF DE PROJET

Formation ingénieur grande école. Expérience minimum trois à cinq ans, si possible analyse fonctionnelle interdirections. Lieu de travail : Proche banlieue Sud.

Envoyer curric vitae. et prétentions sous no 8.149 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney, 75002 PARIS.

Etablissement d'enseignement secondaire et supérieur, hors contrat, rech. professeurs **AGRÉGÉS SCIENCES PHYSIQUES** pr CLASSES PREPARATOIRES Gdes Ecoles. - Ecrire Publicité Meesters, s/no 8 249, 113, r. de Reuilly, Paris (12e), qui transm.

Importante Société rech. **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** COBOL - ASSEMBLEUR Minimum 1 an expérience Tél. pour R.-V. : TELSINTER, 292-86-77

Importante Société rech. **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** SYSTEME CONFIRME *Connaiss. OS - CICS - TP.* Tél. pour R.-V. : TELSINTER, 292-86-77

DAMMARIE-lès-LYS (S.-et-M.) 20 000 habit. recrute d'urgence **UN ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL** titulaire BAC et CAPASE. Poste immédiatement disponible. Conditions statutaires. *Adr. candidature à M. le Maire de Dammarie-lès-Lys 77190.*

Compagnie d'Assurances recherche pour ses Bureaux à CLICHY (près Métro) **JEUNE** formation droit ou diplôme assurance Domicilié région paris. exclus. Ecrire avec C.V. et prétentions, no 3.029, à L.T.P. 31, boul. de Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Société de Conseils en conception de systèmes et ingénierie informatique située à Paris, ayt importants contrats avec entreprises nationales et internationales et grandes administrations recherche **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE** avant expérience conception et exploitation de RESEAUX DE TRANSMISSION (phonie et données) et de systèmes de télécommunications complexes (connaissances en télé-informatique appréciées).

Envoyer curriculum vitae à REGIE-PRESSE, no T 7 570 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société Financière Japonaise recherche **TÉLEXISTE** Bilingue français-anglais. Tél. pour R.-V. au 225-11-78.

Société d'Expertise comptable recherche **COLLABORATEUR CONFIRME** Niv. titulaire certificat supérieur de révision comptable, ayant 5 ans de pratique minimum pour poste de responsabilité à pourvoir, région Aix-en-Provence Tél. (42) 23-37-13

Association de Formation sans but lucratif rech. **ANIMATEUR VACATAIRE** (Tps part. évent.), math. statist. Envoyer C.V. sous référence no T 07563 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

secrétaires

TRES BON SALAIRE Cadre travail moderne JOB intéressant avec possibilités avenir, à : **J. F. STÉNODACTYLO** comprenant parfaitement anglais écrit. Collaborera au service Import de notre Société en pleine expansion. Libre de suite. Se présenter : Sté CAREL S.A., 54, rue de Cléry, Paris 2e.

Petit Centre socio-économique (études et consultations auprès entreprises et administrations) recherche **SECRÉTAIRE INTELLIGENTE** *Non rebutée par les tâches dactylographiques (rapports...).* Ne pas se présenter, envoyer lettre manuscrite, à CARRON, 11 bis, r. Alfred-Roll, 75017 PARIS

capitaux ou proposit. com.

Homme d'affaires partant Iran, Foire Internat. Téhéran, accepte toute mission cciale. 525-08-72.

CADRES, COMMERÇANTS réglez définitivem. vos problèmes d'emploi, devenez concessionnaire exclusif d'une organisation nationale avec fabrication chez soi et distribution articles large diffusion. Investissement machine + stock 30.000 rapport important. Première lettre avec référence à Havas Marseille, no 47.059.

occasions

EN SOLDE MOQUETTE ET REVETEMENTS MURAUX, 1er et 2e choix, 50.000 m² en stock. Téléph. 589-86-75.

perdu-trouvé

Perdu samedi 13 heures dans jardin du Ranelagh PETITE CHIENNE COCKER SPANIEL roux clair. — Téléph. 572-00-75.

INTERNAT. | RÉGIONALES

L'International Management School TEHERAN recrute immédiatement un **PROFESSEUR DE GESTION** parfaitement ANGLOPHONE pour assurer un enseignement à dominante finance. Il devra avoir une forte base en économie générale. Le poste conviendrait plus particulièrement à un célibataire ayant une expérience d'expatriation. Env. candidature manuscr., C.V., photo à l'Ecole Supérieure de Comm. de Paris, 79, avenue de la République, 75011 PARIS. avant le 10 sept.

PERMANENCE EUROPEENNE **URGENT MEXIQUE** **AGENT** de MATERIEL INDUSTRIEL DE PATE A PAPIER BILINGUE ESPAGNOL Se présenter ou écrire : 13, boul. Magenta, PARIS 10e.

SOCIETE MATERIEL ELECTRONIQUE PROFESSIONNEL grande ville OUEST recherche INGENIEUR A.M. pour poste : **CHEF FABRICATION ÉLECTRONIQUE** EXPERIENCE INDISPENSABLE. Adr. C.V., photo et prétentions, no 76.515, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES **296-15-01**

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

PORTE DES TERNES Séjour double + 3 chbres, cuis., bains, toilette, 7e étage, ascens., 140 m², 2 chambres service. 567 - 22 - 88.

VRAI MARAIS 5-7-9, RUE DES TOURNELLES Rénovation de grande qualité 2-3-4-6 PIECES en DUPLEX. Du mardi au samedi, 16 à 19 h, *ou tél. heures bureau : 359-30-85.*

TURENNE Immeuble du XVIIIe Liv. + chbre tt cft, 4e étage, soleil. - 266-67-96.

MIRABEAU DANS IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE GD STANDING **GRAND 4 PIÈCES CFT** ENTIEREMENT RENOVE **PRIX 595.000 F** S/pl. jeudi, vendredi, 14 à 18 h : 3, rue de l'AMIRAL-CLOUE ou Tél. 722-91-28

XVIe ÉTOILE BEL IMM. PIERRE TAILLE 3e ASCENS TAPIS ESCALIER **GRAND 5 PIÈCES CFT** *ENTIEREMENT RENOVE* **PRIX 920.000 F** S/pl. jeudi, vendredi, 14 à 18 h : 1, RUE PERGOLESE ou Tél. 722-91-28

Particul. vend appartement 3 p. + parking 2 voitures, Porte-Dorée. 345-04-04 après 18 h. 30.

Particulier vd BEAU DUPLEX 5 - 6 pièces, 115 m², deux salles d'eau, *terrasse 75 m²*, vue Paris dégagée. Téléphoner heures bureau 858-16-20 et le soir 287-77-91.

LUBECK. Propriétaire vd dans hôtel particulier luxueux 140 m². Sur jardin, en DUPLEX. *734-98-06*, heures bureau.

Paris Rive gauche

XVe, TRES BEAUX APPARTS, STUDIOS, 2, 3 et 4 PIECES. 6.500 F le m2. — Sur place 7, RUE DE LA SMALA Vendr., sam., dim., 11 h. à 19 h. *LOYER S. A., 277-97-25.*

RUE FROIDEVAUX *Magnifique atelier peintre 62 m²*, décoration boiseries, 550.000 F. 567 - 22 - 88.

VAVIN, GRAND STUDIO tout conft, entrée, cuisine, penderie, 3e étage, refait neuf. 331-86-22.

AV. DU MAINE Pptaire vend rénové 395.000 F DUPLEX, living + 2 chambres, entrée, cuisine équipée, bains, placards, - 256-26-01 - 02-64.

ST-JULIEN-LE-PAUVRE Petit immeuble entier restauré **2-3 PIECES** 83 M2 ENVIRON Gros œuvre et aménagements TRES SOIGNES **SOREDIM** 755-98-57 227-91-45

CENSIER 4e étage rue, *soleil* 2 pièces, entrée, cuisine, bains. Prix 140.000 F. - 331-89-46.

6e, RUE GUISARDE Idéal pour étudiant, 4e étage sur cour, STUDIO très calme. *Téléph. 329-21-80.*

6, RUE FRANÇOIS-COPPÉE Dble liv. + 2 ch., tt cft., 75 m2 + chbre service, parfait état. CALME. PRIX 480.000 F. Vis. *sur place vendredi, 14 h à 17 h.*

VAVIN 6, RUE HUYGENS Gde rénovation studio et 2 P. en duplex, 5 P. en duplex. SUR PLACE JEUDI : 14 à 19 h.

Région parisienne

ARGENTEUIL (VAL) Particulier à particulier vend GRAND STUDIO 34 M2, tout confort, immeuble 1970, 12 minutes Saint-Lazare. *PRIX 93.000 F.* Téléph. 295-16-06, heures bureau.

ELANCOURT (78), 25' *Montparnasse*, ds résid. calme, av. parc et pisc., 3 p., réc., loggia, 2 park., près écoles et commerces. 85.000 + 105.000. *PIC, 050-61-81, p. 420.*

appartem. achat

Particul. ch. acheter Paris petit studio (bains, kitchen., balcon) récent, calme, clair, étag. élevé. Préfér. 5e, 6e, 7e, 13e, 14e. Max. 100.000 F. T. 578-70-51, ap. 20 h.

locations non meublées Offre

Paris

18e. Partage 5 p., neuf, jardin, parking, téléph., cave, personne sérieuse solvable. — 255-47-80.

5e Beau studio rez-de-ch. sur cour-jardin, imm. XVIe s., poutres + cave voûtée, 56 m2. 1.900 F ch. c. Anjou Gestion - 265-41-03

Région parisienne

ST-GRATIEN, 12 KM. PARIS. *Villa 7 p., jard. 500 m², sous-sol total, 4.200 F. mens.* 989-31-74.

Province

CENTRE CARPENTRAS IMMEUBLE 18e ITALIEN. R.D.C. + 1er ét. 6 GRANDES PCES, DEPEND. JARDIN. Téléph. (90) 72-81-95.

locations non meublées Demande

Paris

Partic. ch. 2 p. séparées, cuis., s. de bns, non meublé, arrond. : 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e. Loy. 1.300 envir. TEL. : 423-83-72.

Rech. 2 ou 3 p., libre 1er dec., tél., w.-c., s. de bns, cuis., loy max. 1.500 F C.C., de préf. 6e, 7e, 8e, 15e, 16e. Agence s'abstenir. Téléph. 531-82-04.

Région parisienne

Pr société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

immeubles

Achète comptant IMMEUBLES LIBRES ou OCCUPES *Téléph. 878-93-86.*

locaux commerciaux

PALAIS-ROYAL Deux bureaux de 13 m² chacun, situation exceptionnelle, téléph. possib. salle conférences. telex et petit équipement bureau. 260-37-17, poste 37.

Boutiques

BAIL BOUTIQUE, refait neuf, MARAIS, 100 m. Beaubourg. 80 m², *directement propriétaire*, 75.000 F. — Téléph. 278 - 45 - 32.

fonds de commerce

NICE. Vend à professionnel ou non auto-école centre education routière. Mise au courant assurée. Urgent cause familiale. Prix très intéressant. Téléph. (93) 87-56-81.

A céder BAR-TABAC bien situé CENTRE DE LA FRANCE. bon C.A. — Téléph. 16 (54) 04-13-27

A vendre territoire outre-mer grosse affaire pièces détachées auto, prix élevé justifié par résultat. R.-vs sera fixé en France entre le 15 et le 30 septemb. 78. Ecr. no T 7.566 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, PARIS-2e qui transmettra.

villas

Limite ENGHIEN, près lac, villa, séjour 50 m² + 4 chbres 4 bains, sous-sol total, jardin. Prix 1.060.000 F. Tél. 989-31-74.

FOURQUEUX, limite de **ST-GERMAIN-EN-LAYE** 5-6 p. rustique. 2 bains, cuis. équip., constr. parf. neuve. Terr. 680 m2. Résid. Forêt. 895.000 F. frais notaire compris, 954-68-80.

BARBIZON PROPRIETAIRE VEND Agréable maison familiale 6 pièces, confort + dépendances 3.000 m2 avec beaux arbres clos. CALME. Près écoles et commerces. 337-74-44 (semaine) ou 066-41-54 (week-ends)

VAR, SAINT-AYGULF, VILLA 6 p. princ. ou F 3 + F 4, parc 1.220 m², vue mer, Estérel. Libre. Tél. (93) 35-89-95, à MENTON.

BOIS D'ARCY, 6 min. gare Fontenay, sur 590 m², solide construction, compren. : séj., cuis., cellier, chauff., 4 ch., s. de bs, garage. Px demandé 590.000 F. L.N., 045-29-09.

16 KM. OUEST, RESIDENTIEL, MAIS. ILE-DE-FRANCE, construction de qualité. Réception 40 m², 3 gdes ch., bains, conft, gar., s. jeux, beau jard. 650 m². AGENCE DE LA TERRASSE. LE VESINET, 976-05-90.

pavillons

RUEIL, quart. R.E.R., recent, 6-7 p. tout confort, gar., terrain 500 m², 684.000 F. Tél. 027-57-40.

LE VÉSINET Pavillon parf. état 5 p., stand., 700 m2 terrain. 740.000 F. Vis. sam. 2, de 14 h à 18 h : 18, rue des Charmes (le Village).

De part. à part. vend ds quart. calme et lieu hab., un pavil. de constr. réc. (62) sur vide san., compr. Rez-de-ch. : couloir, s. de séj. dble, cuis., sal d'eau. 1er ét. : couloir, w.-c., 3 ch. Grenier : 1 ch. et gren. amen. Sur terr. 470 m². Tout-à-l'egout, eau, électricité, gaz. Prix 350.000 F. *Ecr. no 7.831, « le Monde » Pub.*, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

1.710 PAVILLONS VILLAS Autour de Paris : 0 à 120 km SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR VENEZ, TEL., ou ECRIVEZ MAISON DE L'IMMOBILIER C.I.M.I. 27 bis, av. de VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

VANVES (près Mo + Gare) Luxueux pavillon av. jardin dble, séjour, 4 chbres, cuis. équipée, tr belle salle de bains, chauff. cent., gar., cave. Tél. 660.000 F. - 734-36-17.

maisons de campagne

PRÈS DE GAP Sur 3.000 m² prairie, fermette + pavil., indep. à restaur., joli four à pain, cadre agréable. PRES DES STATIONS DE SKI. PX 160.000 F CREDIT POSSIB. Tél. ce jour Catry (91) 54-92-93. Jrs suiv., h. repas. (91) 65-15-87.

OISE 100 km de Paris Part. vd maison ancienne tt cft 7 pièces terrain 1.800 m2. - Tél. (4) 443-22-70.

Dans hameau sud Ardèche, mais. indép. ancienne typique, vue superbe, rivière, soleil - Prix 60.000 F. T. (91) 73-07-55.

propriétés

16 KM. OUEST, dans charmant village adossé à la forêt. Demeure classique. Réception, 3 pièces, 6 chbres, conft, gde dépendance. Beau parc 1 hectare. AGENCE DE LA TERRASSE, LE VESINET, 976-05-90.

ST-VALERY-EN-CAUX (PRES), TRES BELLE CHAUMIERE NORMANDE meublée, tout conft, sur grand terrain paysagé. 350 000 F. Téléph. (1) 284-38-30 ou (35) 97-04-94.

737 PROPRIÉTÉS de la Fermette au Château Autour de Paris : 0 à 120 km SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR VENEZ, TEL., ou ECRIVEZ : MAISON DE L'IMMOBILIER C.I.M.I. 27 bis, av. de VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

LYS-CHANTILLY Partic. vd magnifique propriété 7 p., 4 s. de bains, 5 wc, parc boisé 7.500 m2, maison gardien, impeccable. Tél. (4) 421-51-53, ou Paris 727-78-28.

LE VESINET 5' R.E.R. Résidentiel Dans parc exceptionnel 2.000 m2 Maison familiale 7-9 pièces + pavillon gardiens. 1.470.000 F. Agence BARTHEL - 976-06-00.

Belle propr. rurale, 7 km. de la mer, cadre envir. très verdoy., rez-de-ch. 1 ch., s. de séj. avec chem., cuis., s. à m., gd cellier avec grenier aménagé ; 1er ét., 2 ch., sal. de bns, *poss. 3e ch.*, puits + eau courante, électr., tél., gd jardin et verger atten., le tout cont. env. 3.000 m². Libre à la vente. S'adr. Me Lefrançois, notaire, 50700 VALOGNES. Téléph. (33) 40-10-69.

GASSIN (Var) Propriété 55 hectares agricole et forestière 4 km mer - Grand mas + dépendances (1.200 m2 bâtis) 3.750.000 F Ou avec seulement les 10 hectares cultivés vignes et divers : 2.500.000 F Agence des Maures 83580 GASSIN Tél. : (94) 56-13-54

80 KM OUEST PARIS (27) Part. vd à part. belle ppté, site agréable, sur 5.000 m², av. beaux *arbres Habit. princ. anc. ferme* restaurée. 6 p., 160 m² habit., tt confort, état parfait, grenier aménageable, dépendances 50 m², terrasse dallée tennis, verger, potager. Tél h. repas 783-41-98.

GOLFE DU MORBIHAN A vendre propriétés caractère, accès direct mer. 10 p., parc 1 ha, 16 p., ss-sol parc 8.000 m². Prix 1.500.000 F. CABINET BENEAT-CHAUVEL, *téléph. (97) 54-23-43.*

manoirs

Limite ENGHIEN (95) Ppté 180 m² habitables + 90 m² de communs. 860.000 F. SOGIDEC, 359-94-04.

Manoir normand près Lisieux, 8 p., conft, parf. état, 1 ha 50 *de terr. ou + (9 ha pré 1re qualité, haras ou autre).* Px 690.000. Téléph. 16 (31) 64-72-83.

châteaux

LOIRE-ATL. CHATEAU époque L.-Philippe, ent. restauré, dép., Ferme style petit Trianon, écuries, 32 ha clos. Chasse, pêche, 3.150.000 F. Mat Immob., 35, r. Anjou, 78000 Versailles. 953-22-27.

demandes d'emploi

JEUNE HOMME 36 ANS un des meilleurs spécialistes français (10 ans d'expérience)

IMPORT - EXPORT

est à votre disposition pour mission temporaire ou permanente contrôle création, fabrication, *management*. Tous produits textiles et accessoires. Asie - Indes - tous pays Extrême-Orient et Europe.

Ecrire no T 007 558 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Rewriter en 2 mots comme en 10. Ecr. no 2.975, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 27 a., documentaliste, maîtrise hist., D.E.S.S., Sc. Po en sc. de l'information, expér. prof. C.N.R.S. et presse, étudierait toute proposit. Libre rapidem. Ecr. no 6.085, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE E.S.S.E.C. + dipl. ING. CHIM. ch. poste à responsabilités en rapport avec formation. PARIS, FRANCE ou ETRANG. Ecr. no 2.976, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Technicien bât., I.A.C., 30 ans, 10 ans expér., ch. place stable bureau études ou entreprise. — Ecr. no 6.086, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. maîtrise histoire, quadrilingue; ch. poste stable rég. paris. Etudierait toute proposition. — Ecr. no 2.942, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LINGUISTE hispanophone, exp. C.N.R.S. enseignement, cherche poste PROFESSEUR D'ESPAGNOL ou formation continue. *Etudie ttes autres propositions.* Ecr. no 83.962 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. dipl. B T.S. Assistante technique d'ingénieur Format. Jacquart, anglais cour. *souhaite*, poste dans entreprise anglaise ou américaine. Ecr. no 83 963 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

l'agenda du Monde — Reprise le MERCREDI 6 (daté 7) SEPTEMBRE

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.), ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

---

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

économie

SOCIAL

M. Boulin s'attend à une aggravation de la situation de l'emploi

M. Robert Boulin, ministre du travail, redoute une aggravation de la situation de l'emploi jusqu'en novembre, et n'espère *« une amorce d'amélioration »* qu'à la fin de l'année. C'est ce qu'il a indiqué, mercredi 30 août, au micro d'Europe 1, en commentant les travaux préparés par ses services avant le « séminaire » gouvernemental de Rambouillet des 1er et 2 septembre.

On précise à l'Elysée que les mesures, qui ont déjà fait à ce sujet l'objet de conseils interministériels, seront prises lors du conseil des ministres du 6, ainsi que sera définie la mission exacte impartie à M. Fabre. Le « séminaire » donnera simplement lieu à un large échange de vues entre ministres sur la situation économique et sociale, sans entrer dans le détail des solutions.

Pour sa part, M. Boulin a déclaré mercredi qu'il faudrait se tourner vers le secteur tertiaire, l'artisanat et les services qui, seuls, pourront être générateurs d'emploi. Le ministre se déclare prêt à recevoir et à entendre tous les partenaires sociaux, mais ne croit pas à l'efficacité d'une » table ronde » gouvernement - syndicats - patronat, telle que la réclame la C.G.T.

Quant aux propositions faites par M. Georges Marchais pour remédier au chômage, notamment la relance de l'activité économique et de la consommation, elles ont été jugées d'*« une autre époque »* par le ministre, qui a accusé le leader communiste de *« démagogie »*. M. Boulin a enfin estimé qu'*« il n'est pas possible aujourd'hui de parler de la réduction de la durée du travail »*.

L'accord Peugeot-Citroën - Chrysler

Les syndicats pourraient engager une action internationale « pouvant aller jusqu'à la grève », en cas de menace sur l'emploi

Genève. — L'engagement de se préparer à une action de solidarité internationale *« pouvant aller jusqu'à la grève »* en cas de fermetures d'entreprises ou d'autres mesures importantes de rationalisation de la production se soldant par une perte d'emploi a été pris par les vingt délégués de plusieurs pays représentant les travailleurs de Chrysler et de Peugeot-Citroën qui participaient à la réunion organisée par la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), mercredi 30 août, à Genève (*le Monde* du 30 août). Pour la France, étaient présents des représentants de F.O. et de la C.F.D.T., à côté de délégués de l'U.G.T. espagnole, de plusieurs syndicats britanniques, d'une organisation syndicale australienne et de la Fédération américaine des travailleurs de l'automobile. Dénonçant *« le secret qui a entouré ce marché »* et *« la flagrante absence de tout engagement de la part des dirigeants de Chrysler et de Peugeot-Citroën en matière de sécurité de l'emploi »*, les dirigeants syndicaux ont réclamé une réunion au sommet entre la FIOM et la direction de ces sociétés. Ils ont demandé que les gouvernements britannique, français et espagnol obtiennent, avant d'approuver cet accord, *« la garantie que soient maintenus les emplois des quatorze mille travailleurs espagnols, des vingt-trois mille travailleurs britanniques et de ceux qui sont occupés dans les industries connexes fournissant les accessoires »*. Ils ont également demandé que les usines Chrysler ne deviennent pas *« purement et simplement des lieux où les opérations de montage pour Peugeot-Citroën s'effectuent au moyen de robots »*. Le gouvernement britannique a, en outre, été exhorté à réclamer une représentation au conseil d'administration de Peugeot-Citroën.

« Nous sommes réalistes, a dit M. Herman Rebhan, secrétaire général de la FIOM, *nous savons que des rationalisations sont parfois indispensables, mais nous ne voyons pas pourquoi les travailleurs devraient en payer le coût en toute circonstance. »* Interrogé sur les conséquences que pouvait avoir l'absence de la C.G.T à la réunion de la FIOM, dont les syndicats d'obédience communiste ne font pas partie, M. Jean-Pierre Leduc, de la C.F.D.T., a indiqué qu'il était logique que la C.G.T. ne participe pas à cette réunion, mais que cela ne signifiait pas qu'une *« ouverture »* n'existait pas en direction de cette centrale syndicale, qui devrait être associée aux actions à entreprendre en France.

● *M. Edmond Maire au congrès du TUC britannique.* — Le secrétaire général de la C.F.D.T. assistera les 4 et 5 septembre au congrès du Trade Union Congress (TUC). Le TUC et la C.F.D.T. font partie tous deux de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), dans laquelle ils souhaitent voir entrer la C.G.T.

Journée de grève diversement suivie chez Boussac

Vivre son incertitude...

Les salariés des usines vosgiennes du textile ont suivi très diversement la grève de vingt-quatre heures décidée par l'intersyndicale le mercredi 30 août. C'est ainsi qu'à Thaon, 10 % des effectifs ont observé l'arrêt de travail, tandis qu'à Vincey on comptait 80 % de grévistes. Chacun, dans les Vosges, vit les dernières heures de l' « empire » Boussac, après les mesures de licenciements qui ont été annoncées (« le Monde » du 30 août).

De notre envoyé spécial

Epinal. — Dans les Vosges, les quelque quinze cents employées du textile (80 % des effectifs) vivent les dernières heures de l' « empire » Boussac. Jusqu'à maintenant, leur travail, la garde des enfants et leurs problèmes de logement s'intégraient dans l'univers créé par Marcel Boussac. Ces trois aspects de la vie quotidienne continuent à dominer leurs discussions.

Pour la femme qui cherche un emploi dans la région, une seule possibilité : travailler dans les ateliers de tissage ou de filature. Les bas salaires ne découragent pas, car il n'y a pas le choix : entre 1 600 et 1 800 F par mois, les ouvrières sur machines recevant la somme la plus élevée. Parfois, une prime permet d'atteindre 1 900 F, mais l'occasion est apparemment rare. *« Je travaille depuis vingt-cinq ans ; mon salaire est dérisoire, mais je n'ai pas d'autre solution. Si on me licencie, que vais-je devenir ? »* Une autre femme de quarante-cinq ans ajoute : *« Quand j'ai envie de m'acheter des vêtements, je me contente de regarder les vitrines. Je porte mes robes jusqu'à l'usure. De plus, je ne sors jamais, je ne suis pas allée au cinéma depuis neuf ans. »* Le travail, pour elle, est une nécessité absolue ; les maris, employés chez Boussac ou dans les scieries, percevant rarement plus de 2 000 F par mois.

Les femmes travaillent en général par équipes, de 5 heures à 13 heures ou de 13 heures à 21 heures. Pour la garde des plus petits enfants, chaque usine possède une crèche gratuite, dont les heures d'ouverture correspondent aux heures de travail. Mais les frères Willot viennent de déclarer ne pas vouloir se charger de l'actif social du groupe ; cela pose le problème des crèches et des logements. *« Si la municipalité reprend les crèches, et si nous sommes obligés de verser un quart ou même la moitié de notre salaire pour faire garder nos enfants, sera-t-il alors utile de continuer à travailler ? »* D'une bouche à l'autre les chiffres varient, personne ne connaissant les tarifs.

La situation est plus compliquée pour les enfants qui vont à l'école communale. Ils en sortent à 16 h. 30. Lorsque le mari et la femme sont tous deux employés, ils doivent « faire contre-équipe » pour ne pas laisser les enfants seuls. L'un travaille de 5 heures à 13 heures, l'autre de 13 heures à 21 heures ; ils ne se voient pratiquement que le week-end. Pour plusieurs jeunes femmes, il vaut mieux ne plus avoir d'enfants dans ces conditions.

Pour l'habitat, l'inquiétude est grande également. Un bon nombre de familles vivent dans les « cités Boussac », deux mille logements environ. Petites maisons aux murs délavés, le long de rues rectilignes, que les jardinets alentour n'égayent pas. La modestie du loyer (entre 100 et 170 francs par mois) compense relativement l'inconfort (pas de douche, w.-c. à l'extérieur). Les travaux d'entretien n'ont pas été effectués depuis sept ou huit ans. Des familles de cinq à six personnes sont logées dans un appartement de trois petites pièces. La plupart des femmes, conscientes de la précarité de leur situation, préfèrent rester dans ces maisons dont le prix ne grève pas trop le budget. Elles sont hostiles au relogement en H.L.M., qui triplerait ou quadruplerait le prix du loyer.

A les entendre, les ouvrières vosgiennes, syndiquées ou non, ont bien l'intention de lutter pour conserver leur emploi et les avantages sociaux dont elles bénéficiaient jusqu'à présent. Mais cette prise de conscience passe par des sentiments contradictoires, où se mêlent combativité, inquiétude et résignation. Au cours d'un débat — pendant un débrayage, — une femme intervient : *« Nous ne devons pas accepter un seul licenciement mais rester solidaires les uns des autres jusqu'au bout. »* D'autres, par manque d'information sur leurs droits, ont peur de refuser les lettres de licenciement, craignant qu'on ne leur supprime l'assurance-chômage. Les femmes vivent désormais leur vie quotidienne dans une incertitude absolue. Quand l'édifice paternaliste qui les entourait s'effondre, elles constatent avec désarroi la perte de leurs repères sociaux. — D. M.

LES CONTROLEURS AÉRIENS RENOUVELLENT LEUR OFFRE DE NÉGOCIATIONS « SÉRIEUSES »

Avec la fin prochaine des retours de vacances, la situation devrait « se normaliser » dans les aéroports, dont l'activité a été sensiblement perturbée par la grève du zèle des contrôleurs aériens qui doit s'achever le lundi 4 septembre, à midi. Le jeudi 30 août, quatre-vingt-six vols ont été annulés à Orly et à Roissy où les retards moyens n'ont pas excédé respectivement deux heures et une heure. A l'étranger, les secteurs les plus touchés par l'action des aiguilleurs du ciel restent l'Afrique du Nord, l'Espagne et l'Italie.

Au cours d'une table ronde réunie par la C.G.T., le jeudi 30 août, les contrôleurs aériens ont renouvelé leur offre de négociations « sérieuses » avec les pouvoirs publics. Lors de cette rencontre, les pilotes de lignes ont proposé de jouer les bons offices.

Air France vient d'estimer à environ 20 millions de francs le coût direct des trois dernières grèves du zèle : celle de la fin du mois de juillet, celle du week-end du 15 août et celle qui est en cours.

CONJONCTURE

LES RÉACTIONS A LA FORTE HAUSSE DES PRIX DE JUILLET

La C.F.D.T. a publié mercredi 30 août un communiqué déclarant notamment : *« Avec une augmentation des prix de 1,2 % en juillet, augmentation minimisée en raison de la fermeture de nombreux points de relevés des prix, le gouvernement recueille les fruits d'une politique économique que la C.F.D.T. a toujours combattue. Le bilan de cette politique, en matière d'inflation, est le doublement des prix en huit ans, leur augmentation de 50 % depuis que Giscard est au pouvoir et de 20 % depuis l'arrivée de Barre.*

» Le retour à la liberté des prix, voulue par le patronat et acceptée par le gouvernement, ne fera qu'accentuer l'augmentation des prix comme le démontre dès aujourd'hui l'augmentation du prix du pain. »

● *Pour le parti socialiste*, la hausse de l'indice des prix (1,2 % en juillet *« confirme l'échec du plan Barre. Il y a de plus en plus d'inflation, de chômage et de faillites. L'économie française s'enfonce dans la crise et gaspille son potentiel économique au détriment des travailleurs et des catégories défavorisées »*. Le P.S. souligne que les résultats *« démentent complètement les pronostics faits il y a deux ans par M. Barre alors qu'il prévoyait pour 1978 une hausse des prix de 6,5 %. Seule la mise en œuvre d'une politique radicalement différente fondée sur la réduction des inégalités, les nationalisations industrielles et bancaires prévues par le programme socialiste et le programme commun, permettrait d'enrayer cette catastrophe. »*

● *La C.G.T. critique l'évolution des salaires* dans la fonction publique. Selon les fédérations C.G.T. du secteur public, la majoration de 2,5 % qui vient d'être annoncée *« sera absorbée à la fin septembre par la hausse du coût de la vie (...), l'accord salarial dans ce secteur conduit à une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat »*.

AFFAIRES

Après la C.G.E. et la C.F.P.

LE GROUPE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON VA AUGMENTER SON CAPITAL

Pour la première fois depuis sa constitution en 1970, le groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson fait appel à ses actionnaires. Son capital va passer de 2 970 millions de francs à 3 465 millions, par émission de 4,95 millions d'actions nouvelles de 100 F. Emises à 120 F (20 F de « prime d'émission »), ces actions pourront être souscrites par le public dans la proportion d'une action nouvelle pour six anciennes. Les nouveaux titres recevrait le dividende afférent à l'exercice 1978.

Cette augmentation de capital qui vise surtout à renforcer les fonds propres de S.G.P.M. (« il n'y a pas de besoin urgent ») sera-t-elle bien accueillie par la Bourse ?

Décidée dans le cadre de la loi Monory sur l'orientation de l'épargne vers les entreprises, cette opération est la troisième annoncée depuis le vote de la loi... et les élections législatives. Le premier appel au marché financier, lancé par la Compagnie générale d'électricité le 12 juin, a été un succès. Le second, annoncé le 23 août par la Compagnie française des pétroles, a été accueilli plus diversement, les boursiers jugeant que la ponction était peut-être un peu trop importante. Celle réalisée directement sur le marché par la S.G.P.M. s'élèvera en fait à 318 millions de francs (36 % du capital de la compagnie étant détenus par divers groupes bancaires). Cette opération prend figure de nouveau test.

● *Le groupe Renault a pris le contrôle de la société Rivierre-Casalis.* — Cette entreprise, qui emploie sept cents personnes à Orléans - Fleury - les - Aubrais, est spécialisée dans la fabrication de machines de récolte des fourrages et du maïs. Représentée dans trente pays, elle réalise 30 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Le groupe britannique Lucas fait de nouvelles propositions pour le rachat de Ducellier

La bataille pour le contrôle de Ducellier, premier fabricant français de démarreurs et de dispositifs d'allumage pour véhicules automobiles, dont 51 % des actions sont encore détenues par D. B. A. (groupe américain Bendix), s'intensifie.

Mettant à profit les réticences de son gouvernement à autoriser le constructeur automobile français Peugeot-Citroën à racheter la filiale de Chrysler en Grande-Bretagne, le groupe britannique Lucas, lassé d'attendre la réponse de la Rue de Rivoli à son offre de rachat, relance son offensive pour tenter de faire échec à la tentative de S. E. V. (groupe Ferodo), appuyé par les pouvoirs publics français, de le coiffer au poteau.

Dans un mémoire adressé à M. André Giraud, ministre de l'industrie, ses dirigeants formulent six nouvelles propositions.

Lucas offre n premier lieu de constituer une holding à 50-50 avec Ferodo, qui détiendrait les 51 % des actions Ducellier que D. B. A. envisage de lui céder, et sur lesquelles il possède un droit de préemption.

De cette façon, Ferodo aurait, selon le point de vue soutenu par Lucas, un droit de regard sur la marche des affaires de Ducellier. Le groupe britannique propose ensuite à S.E.V. de conclure avec lui un certain nombre d'accords commerciaux sur plusieurs marchés avec à la clé la possibilité pour ce dernier d'utiliser son réseau mondial.

Il s'engage également à ne pas chercher à augmenter pendant trois à quatre ans la part du marché français de Ducellier dans les secteurs des démarreurs et des alternateurs. Enfin, Lucas propose à S.E.V. de créer avec lui deux filiales communes : une en Espagne, où l'allemand Bosh vient récemment d'accentuer sa percée en rachetant FEMSA ; une en France, qui se spécialiserait dans l'électronique automobile. Dans cette affaire, Lucas est manifestement appuyé par le gouvernement britannique « choqué » par l'accord Peugeot-Citroën-Chrysler.

Toutefois, il apparaît d'ores et déjà improbabl que les pouvoirs publics français acceptent d'entrer dans ce jeu, les intérêts en cause dans ces deux opérations étant, fait-or remarquer, sans commune mesure. De son côté, Ferodo, ne saurait se suffire des 25,5 % des actions Ducellier que Lucas lui propose d'acquérir par le biais d'une holding commune. « L'affaire Ducellier » est donc loin d'être terminée. — A. D.

M. ARTHUR BURNS VA DEVENIR CONSEILLER DE LA BANQUE LAZARD FRÈRES

M. Arthur Burns, qui fut de 1970 à 1977 président du conseil des gouverneurs du système de la Réserve fédérale des Etats-Unis, va devenir conseiller de la banque d'affaires Lazard frères à compter du 1er septembre 1978. Il interviendra sur les questions financières internationales.

LE TAUX DE BASE DES BANQUES VA BAISSER DE 0,15 %

Le Crédit du Nord a décidé de ramener de 9,05 % à 8,90 % son taux de base, qui détermine le coût de l'ensemble du crédit à court terme, à compter du 4 septembre. Il devrait être imité par l'ensemble des banques françaises.

Ce sera la deuxième fois depuis le début de l'année que ce taux sera réduit. Le 1er juillet 1978 en efft il avait été ramené de 9,30 % (taux en vigueur depuis août 1977) à 9,05 %.

Cette nouvelle diminution de 0,15 % a été *rendue possible par* la baisse du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire, qui est revenu de 10,5 % avant les élections législatives de mars à 7 % ces derniers jours.

Il apparaît douteux que cette réduction qui, du fait de sa faible ampleur semble plus symbolique que réelle, influence vraiment les décisions d'investissements.

ÉNERGIE

LA NOUVELLE POLITIQUE PÉTROLIÈRE



(Dessin de KONK.)

A qui profitera la « cagnotte » sur l'essence ?

Comme prévu, le prix des carburants ne baissera pas. M. Monory, qui avait sans doute voulu forcer la main de ses collègues du gouvernement en annonçant le 19 août une réduction de quelques centimes sur *le litre d'essence en est pour* ses frais. Il n'était pas question que M. Barre, qui avait vivement réagi aux déclarations de son ministre de l'économie — au point de lui répondre par *Nice-Matin* interposé, — ne fût pas suivi par l'Elysée.

Les compagnies pétrolières ne conserveront pas pour autant l'avantage de change qu'elles *tiraient* de la dépréciation du dollar (monnaie du commerce pétrolier) par rapport au franc. *Le* prix imposé à la sortie des raffineries sera abaissé de 6,85 centimes par litre d'essence et de super. M. Marchais est donc mal venu *d'affirmer* à ce propos que *« le gouvernement vient de céder une fois de plus au cartel des pétroliers »*, même si les compagnies ont gagné sur le change près d'un milliard et demi les deux *mois* de l'été.

Cela posé, il y a quelque audace à affirmer, comme le fait M. Barre, que cette somme sera affectée à une *« cagnotte »* qui *« profitera »* au consommateur. Le prix de vente au détail ne diminuant pas, l'économie faite sur le prix de sortie des raffineries sera compensée par une majoration équivalente de la part des taxes dans les 2,88 F que *coûte un litre de super* : cette part passera de 1,75 F à près de 1,82 F.

Pour les trois derniers mois de l'année, la « cagnotte » ainsi alimentée — soit 500 millions de francs — sera mise à la disposition de l'Agence pour les économies d'énergie. Une manière de remplacer la taxe sur les consommations d'énergie, adoptée en juin *par* les députés de la commission de la production et des échanges, et *qui doit être soumise*, en octobre, au vote de l'Assemblée nationale, mais dont le gouvernement ne veut pas.

Après le 1er janvier — et si le dollar reste faible par rapport au franc, — la « cagnotte » rejoindra l'escarcelle générale de l'Etat. Les taxes sur l'essence seront alors même un peu augmentées. Il faut bien financer le *budget*.

On le voit, il n'y a rien là qui *« profite »* au consommateur.

B. D.

Les dispositions

1) LE REGIME DES IMPORTATIONS.

● *Maintien des autorisations d'importation.* — Le principe du monopole d'importation de l'Etat délégué à des compagnies pétrolières *subsiste*. Tant les autorisations A 10 — valable dix ans — *qui permettent aux sociétés* bénéficiaires de traiter dans leurs raffineries du pétrole brut et de livrer des produits pétroliers à consommation que les A 3 — valables trois ans — qui autorisent d'importer des produits raffinés seront maintenues. *Mais* les A 3 seront « très largement » distribuées (actuellement une centaine de sociétés en profitent) en fonction de critères objectifs qui restent à définir.

● *Suppression des quotas.* — Les autorisations spéciales étaient jusqu'à présent assorties de quotas que ne devaient pas dépasser les bénéficiaires. C'est notamment au moyen des quotas que les pouvoirs publics ont permis aux sociétés françaises de développer leurs parts de marché. Sous réserve que les *autorités de Bruxelles* acceptent les nouvelles dispositions de la politique pétrolière française, ces *quotas seront* supprimés. Si tout le monde ne peut pas devenir importateur, le bénéficiaire d'une autorisation d'importation pourra introduire en France la quantité de produits pétroliers qu'il voudra.

● *Contrôle des programmes d'approvisionnement des compagnies.* — L'approbation d'un programme d'approvisionnement des compagnies par la direction des *carburants est considérée comme* impérative. C'est désormais le principal contrôle des pouvoirs publics. Ces programmes devront répondre à certains critères (diversification, une part de long terme, un pourcentage sera maintenu entre importations de pétrole brut et de produits finis). En revanche, pour aviver la concurrence, un montant non encore fixé — mais qui serait de l'ordre de 15 à 20 % — des importations pourrait être hors programme d'approvisionement, les sociétés se fournissant sur le marché libre (spot).

2) LE REGIME DES PRIX.

Les prix du fuel lourd et du naphta ont été libérés le 7 juillet *dans le cadre de la politique* de libération des prix industriels. Sont encore fixés par les pouvoirs publics les prix des essences (*ordinaire* et super), du gasoil et du fuel domestique. Les prix de ces trois derniers produits devront être libérés le 1er janvier 1980.

● *Période probatoire.* — Dès le 1er septembre 1978, les prix de ces produits à la sortie des raffineries — c'est-à-dire avant toute taxe — varieront automatiquement selon une formule qui prendra en compte le prix du pétrole *brut et le cours du dollar (toutes* les transactions pétrolières mondiales *s'effectuent* dans la devise américaine). Toute hausse du prix du brut sera répercutée quarante-cinq jours plus tard. Quant au cours du dollar, il sera révisé tous les deux ou trois mois. Le prix dqui découlera de cette formule additionné des taxes et de la T.V.A. constituera un prix plafond que nul ne pourra dépasser. En revanche, tous les rabais *seront possibles. Pour que cette* baisse soit répercutée au consommateur sur le fuel domestique, le contingentement de celui-ci — mesure adoptée en 1974 pour en limiter la consommation — est supprimé.

● *Le prix de l'essence et du super.* — Si tous les rabais sont possibles pour le fuel domestique et le gasoil, les pouvoirs publics — à la demande des pompistes — ont été amené, il y a quelques *années, à limiter la marge autorisée* des revendeurs (5 centimes pour l'essence ordinaire et 6 pour le super). Cette marge sera élargie après consultation des organisations professionnelles, mais elle devrait être désormais de 10 ou 12 centimes. Tel est donc le montant des rabais que proposeront notamment les grandes surfaces *dans les prochaiens semaines.* Actuellemen, ces magasins contribuent pour 10 % à la distribution *de carburants* en France.

● *Contrôle de la concurrence.* — L'ouverture large à la concurrence *nécessite une surveillance* de la transparence du marché. Les sociétés devront donc publier des barèmes qui feront apparaître toute distorsion de prix.

3) LES MISSIONS IMPARTIES AUX COMPAGNIES FRANÇAISES.

● *Le contrôle d'une part de marché.* — En 1968, le ministre de l'industrie affirmait devant l'Assemblée nationale que les deux sociétés françaises — aujourd'hui ELF-Aquitaine et la Compagnie *française* des pétroles — devraient contrôler 50 % du marché national. Cet objectif *semble abandonné. « 50 %, ce n'est pas un dogme »*, a précisé M. Giraud qui a ajouté *« pourquoi pas 55 ou 30 % ».*

● *Le contrôle d'une production équivalente aux besoins nationaux.* — *Cet objectif* qui n'était plus atteint depuis la fin des années 1960 semble lui aussi délaissé. Le ministre de l'industrie a précisé que le cash-flow d'Elf-Aquitaine (5,5 milliards de francs) et l'augmentation récente du capital de la C.F.P. permettront aux deux groupes de faire face à leurs dépenses d'exploration. Une aide du Fonds de soutien aux hydrocarbures pourrait être accordée lorsque les deux sociétés auront rendu plus efficace et plus rentable leur secteur raffinage distribution.

Toutes les mesures d'application de ces principes devront être *prises avant le 1er janvier 1979*, date à laquelle commence la procédure de renégociation des A 3.

Un certain abandon

(Suite de la première page.)

Or si Esso, filiale de la société mondiale Exxon, décide de prendre 50 % du marché français — aussi cher que cela lui coûte, — désormais elle le peut. Exposer à une telle concurrence Elf-Aquitaine ,dont le secteur raffinage est fait d'apports multiples — de l'aveu même de M. Giraud « moins performant » que ceux des autres sociétés, — n'est pas un mince péril.

D'autant qu'il y a une logique du libéralisme : pourquoi, au nom de la liberté d'entreprise, le groupe de M. Chalandon ne *se séparerait-il pas — comme* l'a fait récemment le groupe allemand Veba, au profit de B.P. — du secteur raffinage, où il perd de l'argent, pour se consacrer exclusivement à l'exploration-production, dont il maîtrise les technologies les plus avancées ? Le pays aurait-il avantage à une telle cession ?

L'ample libéralisation qui vient d'être décidée, quatrième grand tournant dans la politique pétrolière française *depuis la première* guerre mondiale — après le protectionnisme de 1928, la recherche *du pétrole « français »* des années 50, puis l'adaptation aux nouvelles conditions du marché consécutive aux accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, — repose sur un double pari : que les « majors » ne trouvent pas un intérêt spécial à s'implanter plus fortement en France, que les compagnies nationales soient à même de supporter la concurrence accrue qui va leur *être faite*.

Si l'un de ces paris devait échouer, il ne resterait plus qu'à regretter d'avoir abandoné une certaine forme de nationalisme pétrolier.

BRUNO DETHOMAS.

M. FREYCHE directeur des relations économiques extérieures

M. Michel Freyche, inspecteur des finances, est nommé directeur des relations économiques extérieures (D.R.E.E.) de l'administration centrale du ministère de l'économie et du ministère du budget, en remplacement de M. Bertrand Larrera de Morel.

[Né le 31 octobre 1929 à Lachy (Marne), licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures d'anglais, ancien élève de l'ENA, M. Freyche est inspecteur des finances depuis 1960. Chargé de mission au cabinet de M. Debré, ministre de l'économie et des finances (1966-1968), il a été directeur adjoint de la D.R.E.E. (1972-1973), conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1973-1974) puis, depuis 1974, ministre plénipotentiaire, conseiller financier près de l'ambassade de France en Grande-Bretagne.]

Faits et chiffres

Affaires

● *Le groupe alsacien Cernay reprend la firme Berglas-Kiener.* — La société Berglas-Kiener de *Colmar, spécialisée dans* la laine cardée et le tissage, qui était en liquidation judiciaire depuis plusieurs mois, va être reprise par le groupe alsacien Cernay (fil et tissu pour vêtements). Dans un premier temps, 320 personnes sur les 560 employées par Berglas-Kiener conserveront leur emploi. Par la suite, une centaine d'autres travailleurs pourraient trouver place dans le groupe. Cernay S.A. avait, voilà un an, repris *la société Gluck appartenant* aux frères Schlumpf.

Etranger

ALLEMAGNE FEDERALE

● *Le chiffre d'affaires des banques ouest-allemandes* réalisé à *l'étranger a atteint* 220 milliards de D.M. à la fin de 1977, ce qui représente 12 % de leur volume *global d'activité* (1 800 milliards de D.M.). Selon la fédération professionnelle, les grandes banques de la R.F.A. obtiennent actuellement plus du tiers de leurs résultats à l'étranger. Les plus importantes filiales sur le marché européen sont situées au Luxembourg où les vingt-cinq banques ouest-allemandes représentées réalisent un volume d'affaires de 70 milliards de D.M — *(A.F.P.)*

BRESIL

● *La récolte de café brésilienne est révisée en baisse.* — L'Institut brésilien du café (I.B.C.) vient une nouvelle fois de réviser en baisse ses estimations de la récolte 1979 de café au Brésil. A l'*origine*, il était prévu une production de 24,3 millions de sacs. Avec la sécheresse qui a sévi en juin, les estimations de l'I.B.C. ont été ramenées en juillet à 18,9 millions. Depuis, une gelée tardive a touché les plants dans le sud du pays. Les effets cumulés de la sécheresse et du gel ont donc conduit l'I.B.C. à ramener ses prévisions à quelque 16 millions de sacs.

CHINE

● *La Chine vient d'acheter 500 000 tonnes de blé* aux Etats-Unis, indiquent les dernières statistiques du département américain de l'agriculture. Nous avions déjà annoncé dans *le Monde* du 17 août un achat de 1 million de tonnes. Cette nouvelle *commande portera donc* à 2,5 millions de tonnes le total des achats chinois sur le marché américain depuis avril 1978

ETATS-UNIS

● *Hausse du « prime rate ».* — La Chase Manhattan Bank, troisième banque des Etats-Unis, a le 30 août relevé son taux d'intérêt priviligié de 9 % à 9,25 %. Cette hausse, qui a été imitée par les autres établissements bancaires, porte le *prime rate* — taux que les banques accordent à leurs *meilleurs clients* — à *son plus* haut niveau depuis février 1975. Elle fait suite à la politique de resserrement du crédit appliquée par la réserve fédérale au cours des derniers jours pour soutenir *le dollar*. La dernière augmentation du *prime rate* remonte au mois de juillet, où il était passé *de 8 3/4 à 9 %*. Le *prime rate*, qui a été relevé six fois depuis le début de cette année, était fixé à 7 3/4 % au 1er janvier 1978. — *(A.F.P.)*

ÉTRANGER

Les suites du sommet de Bonn

● JAPON : 58 milliards de *francs de dépenses* publiques supplémentaires.

Le gouvernement japonais a adopté, mercredi 30 août, un budget additionnel de 2 500 milliards de yens (58 milliards de francs environ) pour l'année fiscale en cours qui se termine en mars 1979.

Ces dépenses budgétaires supplémentaires, dont le principe avait été accepté par M. Fukuda au sommet de Bonn en juillet, sont destinées à stimuler l'activité industrielle. Elles seront soumises dans quelques semaine à la Diète lors d'une *session extraordinaire*. — *(A.F.P.)*

● *M. Otto von Lambsdorff, ministre de l'économie de la République fédérale d'Allemagne, en visite au Japon*, vient de déclarer que les dirigeants nippons étaient maintenant conscients de la nécessité d'augmenter leurs importations, pour ne pas subir de représailles commerciales.

● ALLEMAGNE FEDERALE : allègements fiscaux.

De son côté le conseil des ministres ouest-allemand a définitivement adopté, le 30 août, le projet de loi sur les allègements fiscaux, conformément aux engagements pris à Bonn. Il a passé outre à l'opposition d'une partie des sociaux-démocrates et des libéraux, *qui souhaitaient* le report de la suppression de la taxe sur les salaires prévue pour 1980. En effet, la suppression de cet impôt, qui correspond à un allègement fiscal de près de 3 milliards de deutschemarks pour les entreprises ouest-allemandes, va entraîner un important « manque à gagner » pour beaucoup *de communes*.

Dans certaines régions très industrialisées, comme la Rhénanie-Westphalie, cette taxe représente plus de 50 % des revenus fiscaux communaux. Un système de compensation fiscale serait mis au point pour rétablir la situation financière des communes désavantagées.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dep −		Rep + ou Dep −		Rep + ou Dep −	
$ E.-U.	4,3490	4,3610	− 60	− 35	− 130	− 95	− 310	− 240
$ can.	3,7760	3,7875	− 70	− 30	− 140	− 100	− 330	− 255
Yen (100)	2,2885	2,2895	+ 80	+ 120	+ 155	+ 205	+ 525	+ 595
D.M.	2,1855	2,1940	+ 55	+ 80	+ 130	+ 160	+ 435	+ 490
Florin	2,0160	2,0235	+ 15	+ 45	+ 35	+ 65	+ 145	+ 195
F B (100)	13,6185	13,8640	− 220	0	− 310	− 55	− 10	+ 830
F. S.	2,6385	2,6545	+ 125	+ 155	+ 260	+ 305	+ 850	+ 925
L. (1 000)	5,2111	5,2278	− 365	− 310	− 745	− 660	−1885	−1730
£	8,4380	8,4635	− 300	− 230	− 615	− 515	−1585	−1445

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M	3 1/4	3 5/8	3 1/4	3 5/8	3 5/16	3 11/16	3 9/16	3 15/16
$ E.-U.	2 3/8	2 3/4	8 7/16	8 13/16	8 3/4	9 1/8	9 1/16	9 7/16
Florin	3 7/8	4 5/8	4 1/2	5	5 1/8	5 9/16	5 9/16	6 1/4
F. B. (100)	4 1/2	6	7 1/4	8 1/4	7 1/4	8 1/4	7 3/4	8 5/8
F. S.	1/8	5/8	1/4	9/16	3/8	3/4	1	1 3/8
L. (1 000)	10 3/4	12 1/4	13 1/4	14 3/4	14 1/4	15 1/4	14 1/4	15 3/4
£	8 3/4	9 3/4	10 3/4	11 5/8	11 1/8	11 7/8	11 5/8	12 3/8
Fr. franç.	7	7 3/8	7 15/16	8 7/16	8 3/8	8 7/8	9 3/16	9 11/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉQUIPEMENT

PLUS DE POTEAUX MÉTALLIQUES D'ICI A TROIS ANS

Le téléphone cherche à plaire

Le poteau *téléphonique* métallique est condamné. M. Gérard Théry, directeur général des télécommunications, a annoncé, le mercredi 30 août, que d'ici à trois ans, ses services abandonneraient définitivement ce genre de support inesthétique. M. Théry a également promis que les P.T.T. généraliseraient le câble téléphonique « enterré », sauf dans les agglomérations et dans les parties terminales des lignes rurales.

L'environnement quotidien est fait de petits riens. Il faut peu de chose pour briser l'unité d'un paysage rural simple, non pas grandiose, mais équilibré, harmonieux : une maison trop blanche et trop en vue ; un château d'eau au sommet d'une colline, ou une série de poteaux métalliques le long de la route, à la place, ou à côté, des traditionnels poteaux de bois.

En équipant en grande hâte les campagnes, ces messieurs du téléphone se sont fait bien mal voir de ceux qui sont sensibles aux transformations regrettables du paysage. Sans doute fallait-il donner le téléphone aux campagnes, mais pas sans avoir réfléchi aux dégâts.

Prenons un site rural banal. Une petite route ordinaire. Discrète, elle se faufile à travers champs. Peu de signaux routiers, pas de bande blanche. Le bitume se laisse oublier. Champs de blé ou d'avoine, prairies et bois. De ci, de là, une ferme-caméléon, couleur de terre, calée au creux d'un vallon. *Arrive le téléphone. Une chance pour ces fermes isolées,* ces paysans loin de tout à qui la télévision seule apporte les nouvelles du monde.

Catastrophe ! Il arrive en accrochant ses fils non pas sur les troncs d'arbres grossièrement équarris d'autrefois, mais sur des poteaux sortis d'usine en métal gris, presque blanc, qui accroche la lumière. Irruption regrettable. Où les P.T.T. ont-ils donc la tête ?

L'avance des poteaux métalliques le long des routes de campagne a *provoqué de nombreuses protestations. Les P.T.T. ont rétorqué qu'ils* avaient dû faire face à une demande soudaine et massive : la forêt française n'y suffisait plus.

Quelques chiffres : la forêt produit au maximum, selon les P.T.T., 1,2 à 1,4 million de poteaux téléphoniques par an. Dans les années 70, les besoins ont augmenté progressivement : 1,1 million de poteaux en 1971 ; 1,7 en 1975, et 2,5 en 1977. Ce furent les « années terribles » pour le paysage, puisque, pour combler le déficit, on a planté plus de métal que de bois. Il fallait amener l'automatique dans les campagnes. Apparus modestement en 1967, les fûts de métal passaient de 300 000 en 1975 à 1,3 million en 1977.

Il fallut cette période un peu folle pour ouvrir les yeux du ministère de l'environnement et du président de la République. Mais le mal était fait. On intervint pour établir avec les P.T.T. un calendrier de réduction du programme des poteaux métalliques pour les années suivantes et déterminer les secteurs d'installation. La réaction du ministère de l'environnement fut, selon les P.T.T., « draconienne ». Interdits de séjour dans les forêts, les parcs naturels et les sites boisés, les poteaux de métal devraient être, à terme, réservés aux agglomérations.

Un programme d'achats et de « plantations » sur trois ans a été défini en limitant l'utilisation du métal : 1,2 million en 1978, 900 000 en 1979 et 500 000 en 1980, tandis que les achats de bois devraient augmenter légèrement (1,2 puis 1,3 et 1,4 million), complétés par des importations (350 000 environ).

En fait, la « consommation » de poteaux est en baisse. Ou plutôt les prévisions des acheteurs, établies à la fin de 1977, ont été trop fortes et les P.T.T. sont en train de réduire leurs commandes. D'autant que l'on a enterré davantage de lignes et utilisé plus que prévu les pylônes de l'E.D.F.

Sous terre

Les P.T.T. vont donc réduire leurs commandes. « *Cela permet de supprimer les importations de bois. Pour la production française, nous maintiendrons les chiffres prévus en réduisant les achats de poteaux métalliques* », nous a déclaré un responsable du ministère des P.T.T. Il serait, en effet, inconvenant que les erreurs de prévisions aient pour conséquence une baisse des achats de bois plutôt que de métal. « *Nous avons toujours considéré le métal comme un appoint* », assure le même fonctionnaire. En 1976 et en 1977, cet « appoint » a tout de même représenté la moitié des achats !

Pourquoi un tel engouement pour un matériel moins beau, mais pas moins cher, ni plus résistant, que le brave poteau de pin ? Le poteau d'acier est, en effet, 40 à 60 % plus cher que son confrère en bois, mais il en faut un peu moins (30 au lieu de 35) au kilomètre. Pourquoi avoir encouragé les fabricants de poteaux métalliques à produire trois millions de fûts par an, alors que cette prévision était exagérée ?

Pourquoi les P.T.T. n'ont-ils pas plus tôt — et spontanément — imaginé d'autres moyens pour mieux respecter l'environnement, comme l'enfouissement des lignes ou l'utilisation de supports communs avec l'E.D.F. ?

MICHÈLE CHAMPENOIS.

LA RÉFORME DE DEUX MINISTÈRES

Transports

CORRESPONDANCE

Priorité à la gestion

La récente réorganisation du ministère des transports s'est notamment traduite par la suppression du Service des affaires économiques et internationales (S.A.E.I.). MM. Michel Houée et Pierre Strobel, secrétaires des sections C.F.D.T. et C.G.T. du S.A.E.I., expriment ci-dessous, leur point de vue sur cette réforme :

Le Service des affaires économiques et internationales a vécu. Créé en 1960 par Robert Buron pour éclairer les options de politique générale en matière de transports et de travaux publics, ses réflexions menées dans les secteurs des transports (avenir de l'automobile, train à grande vitesse...), de l'urbanisme (maison individuelle...), de la construction (coût du logement et des équipements collectifs...) ont contribué à la prise de conscience qui s'est faite aujourd'hui sur l'importance de l'environnement et du cadre de vie.

L'originalité du Service résidait dans le caractère horizontal de la réflexion qui y était menée ; dans la composition pluridisciplinaire de ses équipes d'études : ingénieurs et sociologues, urbanistes et économistes ; dans l'articulation souple qu'il permettait entre les recherches et les études générales ou appliquées.

Malgré les attaques diverses et parfois violentes dont il était l'objet au sein de l'administration, les ministres préservaient au fil des temps cette structure interministériels, continuait de permettement rattachée et qui, à travers les vicissitudes des découpages ministériels continuait de permettre une réflexion globale sur les politiques de transport et d'aménagement de l'espace.

Il en est, aujourd'hui, autrement, et le S.A.E.I. disparaît dans la réorganisation des ministères des transports et de l'environnement et du cadre de vie. La décision de démanteler ce service a été prise en plein mois d'août, dans le secret des cabinets ministériels, sans consultation des intéressés.

On sait simplement que, par exemple, le département d'études de transport du S.A.E.I., dont la compétence s'étendait à tous les modes de transport et concernait à la fois les problèmes intérieurs et internationaux, est rattaché à la direction générale du transport intérieur ; ce qui signifie non seulement une perte de compétences mais aussi une subordination des études aux objectifs gestionnaires d'une direction de l'administration centrale. Le reste du personnel est tenu dans l'ignorance de ce qui l'attend : intégration par petites unités dans les directions des deux ministères, ou éparpillement total.

Ce dont la S.A.E.I. est aujourd'hui victime résulte bien d'une politique délibérée. Dans la dynamique d'une relative croissance économique et des projets de société qui en découlaient, l'administration des années 60 a recruté des personnels d'étude. Mais le ferment de contestation à l'œuvre dans un semblable potentiel de réflexion devient dangereux pour le pouvoir en période de crise : aux études synthétiques et approfondies menées par des équipes, on préfère maintenant les missions ou rapports officiels confiés à des technocrates très proches du pouvoir.

Le processus par lequel on casse un organisme d'études interministériel comme le S.A.E.I. pour subordonner étroitement la réflexion aux préoccupations à court terme de tel ou tel secteur de l'administration, se retrouve aisément dans l'abandon d'une bonne partie de l'appareil de planificiation, comme dans la liquidation de la recherche en sciences sociales. A terme, c'est tout un potentiel scientifique et technique qui est menacé.

Qui croira encore, après une telle réorganisation (qui conduit à découper en morceaux l'analyse des problèmes d'environnement, de cadre de vie et de transport), le discours officiel sur l'aspect global de tout ce qui touche à la qualité de la vie ?

Environnement et cadre de vie

LE CONSEIL DES MINISTRES DOIT NOMMER PROCHAINEMENT LE DÉLÉGUÉ A L'ARCHITECTURE ET A LA CONSTRUCTION

La réforme du ministère de l'environnement et du cadre de vie entre dans sa phase ultime. C'est sans doute dans une huitaine de jours que seront précisés les détails de l'organisation de la nouvelle délégation à l'architecture et à la construction, qui doit coordonner les activités de l'ancienne direction de la construction et de la direction de l'architecture (*le Monde* du 10 août). Le conseil des ministres du 6 septembre pourrait en être saisi, en même temps que seraient nommés les trois responsables du nouvel ensemble administratif : le délégué, ainsi que les deux directeurs spécialisés.

Le souci actuel du ministère de l'environnement et du cadre de vie semble être à la fois de trouver, pour le poste de délégué, une personnalité techniquement solide et capable d'apaiser la querelle entre ingénieurs et architectes, et de constituer autour de lui, grâce aux deux directeurs de l'habitat et de l'architecture, une équipe assez soudée pour être concrètement efficace.

Il s'agit en effet non seulement d'assurer la mise en place aux niveaux national et départemental des nouvelles structures, mais aussi la poursuite de la réforme du financement du logement, qui nécessite certains aménagements (refonte du système de conventionnement, par exemple). Changer totalement d'attelage au milieu du gué (il faudra encore du temps avant que l'application de la réforme trouve son régime de croisière) présente incontestablement des risques. Le souci de les éviter explique sans doute que le nom de M. Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, actuel directeur de la construction, soit avancé pour le poste de délégué à l'architecture et à la construction.

D'autre part, on avance le nom de M. Joseph Belmont, architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux, parmi les personnalités qui pourraient remplacer M. Jean-Philippe Lachenaud à la direction de l'architecture.

PRESSE

L'UNION DES JOURNALISTES ET LES PROJETS DE RÉDUCTION DES ABATTEMENTS FISCAUX

L'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), ayant pris connaissance des projets de réduction ou de suppression des abattements fiscaux pour frais professionnels, a demandé une entrevue à M. Papon, ministre du budget.

Dans un communiqué, publié jeudi 31 août, « *l'U.N.S.J. estime en effet nécessaire de rappeler à l'administration fiscale que, en accordant aux journalistes, il y a quelque trente ans, un abattement de 30 % sur leur revenu imposable, elle ne faisait que reconnaître l'existence de frais que doit engager personnellement un journaliste pour exercer efficacement son métier.*

» *Elle rappellera également que cet abattement, qui n'a jamais été remis en cause depuis, ne doit en aucune façon être considéré comme un privilège. Cela d'autant plus qu'il a pour conséquence de diminuer les cotisations — et donc les prestations — de caisse de retraite et de chômage, ce qui est un avantage certain pour les employeurs mais nullement pour les salariés.*

» *Par ailleurs, une suppression arbitraire de cet abattement aboutirait à entamer gravement le pouvoir d'achat des journalistes dont les barèmes de salaire appliqués à la majorité d'entre eux se trouvent particulièrement bas et devrait alors être totalement révisé par une négociation globale avec les employeurs.*

» *L'Union exigera donc que les modifications éventuelles au régime des abattements fiscaux fassent l'objet d'un examen approfondi avec les intéressés et que les dispositions prises le soient dans le respect de la justice fiscale* », conclut le communiqué.

De son côté, le Syndicat national des journalistes C.G.T., dans un communiqué mercredi, appelle l'ensemble de la profession à réclamer une « *compensation en salaires* » au cas où le gouvernement déciderait de supprimer l'abattement fiscal de 30 % accordé aux journalistes. Le Syndicat demande également, si cette éventualité était retenue dans le budget de 1979, l' « *abrogation immédiate* » des mesures incorporant dans les revenus des journalistes au titre d' « *avantages en nature* » les remboursements de dépenses avancées par eux pour le compte des entreprises de presse.

LE PREMIER MINISTRE TUNISIEN PLAIDE EN FAVEUR D'UN « NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION »

Tunis. — M. Hedi Nouira, premier ministre tunisien, s'est déclaré mercredi 30 août en faveur de l'instauration d'un nouvel odre mondial de l'information établissant « *un système égalitaire dans l'échange de l'information entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement* », et a préconisé la création de « *fonds spéciaux au niveau de l'ONU et des organisations internationales spécialisées qui auront pour objet d'apporter aux pays en voie de développement leur assistance dans le domaine de l'information et de la diffusion de cette information* ».

Présidant la clôture des travaux du Conseil supérieur de l'information, M. Nouira a déclaré que « *le nouvel ordre mondial de l'information doit admettre le principe de la liberté de l'information par esprit de justice et d'équité au profit de tous les pays évolués et en voie de développement. [...] Sur le plan technique, il convient de réviser la répartition du spectre des fréquences, car il n'est pas normal de mettre les neuf dixièmes de ce spectre radioélectrique à la disposition du dixième de la population du globe tandis que la grande majorité de cette population ne dispose pas des moyens pour faire entendre sa voix.*

» *Le même problème se pose pour la répartition des canaux de télévision, dont les émissions ne doivent pas déborder les frontières des pays concernés sans l'autorisation des autorités intéressées : il faudrait, en effet, adopter une réglementation de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins de télécommunication, en veillant à une répartition équitable des orbites géostationnaires afin d'éviter aux pays en voie de développement de se voir opposer dans l'avenir des droits acquis, comme c'est le cas actuellement pour le spectre radioélectrique.* » — *(Corresp. et Reuter.)*

ÉDITION

QUATRE NOUVEAUX ADMINISTRATEURS AU CONSEIL DE LA LIBRAIRIE HACHETTE

Le conseil d'administration de la librairie Hachette, que préside M. Jacques Marchandise, sera convié en octobre prochain à approuver la nomination de quatre nouveaux administrateurs :

— M. Jean Bardon, directeur général des N.M.P.P. depuis 1974 ;

— M. Olivier Chevrillon, président-directeur général du *Point* ;

— M. Jacques de Fouchier, président d'honneur du groupe Paribas ;

— M. Gérard Worms, directeur général et directeur du groupe presse de Hachette.

En revanche, l'un des huit membres du conseil de la librairie Hachette, M. Henri Deroy, président d'honneur de la compagnie financière Paribas, a souhaité être déchargé de ses fonctions. Il sera remplacé par M. Jacques de Fouchier, tandis que la nomination de trois autres administrateurs porterait à onze le nombre des membres du conseil.

ILE DE FRANCE

● *Nouveau métro sur la ligne n° 13.* — Les premières rames d'un métro plus confortable seront mises en service à Paris à la fin de septembre sur la ligne n° 13 (Saint-Denis-Basilique–Châtillon-Montrouge). Plus larges de 14 centimètres, ces rames offrent une suspension, un éclairage et une climatisation améliorés ; les banquettes ont été remplacées par des sièges individuels.

● *Pas de planches à roulettes aux Tuileries.* — Les allées goudronnées des Tuileries, actuellement utilisées par les adeptes de la planche à roulettes, ne seront pas élargies et le jardin conservera sa vocation de lieu de promenade, indique le ministre de la culture et de la communication dans une réponse écrite parue au *Journal officiel* du 26 août.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 AOUT

LA BAISSE S'ACCÉLÈRE

Le mouvement de baisse, amorcé mardi à la Bourse de Paris, s'est poursuivi et même sensiblement accéléré mercredi. A l'issue d'une séance encore assez calme par rapport à l'activité quotidienne enregistrée il y a quelques semaines, l'indicateur instantané des actions françaises avait cédé 1,4 % environ.

Tous les compartiments ont encore payé un tribut à la baisse, les établissements financiers, les pétroles et le matériel électrique enregistrant les reculs les plus nets. Crédit du Nord, S.I.A.S., Locafrance et C.F.I. ont subi les plus fortes baisses de la séance (— 4 % à — 6 %) tandis qu'Alsacienne de supermarchés et U.T.A. parvenaient encore à s'adjuger respectivement 7 % et 4,7 % de hausse.

Pouvait-on interpréter le recul de la Bourse de mercredi comme une réaction de mauvaise humeur après l'annonce d'une augmentation de capital de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (voir d'autre part) ? « Non », répondaient la grande majorité des professionnels, se montrant même plutôt satisfaits des conditions dans lesquelles S.G.P.M. sollicite ses actionnaires. « Le seul danger de cette opération, ajoutaient-ils, c'est que les épargnants boudent l'appel identique lancé récemment par la Compagnie française des pétroles, mais à des conditions moins avantageuses. » Mercredi, le cours de la C.F.P. a cédé près de 1 %.

Autour de la corbeille, les commentaires inquiets à propos de la nouvelle baisse du dollar allaient également bon train, et il n'est pas impossible que la faiblesse des achats trouve là une partie de son origine.

Sur le marché de l'or, le lingot a poursuivi son mouvement de hausse, gagnant encore 195 francs à 28 985 francs. Idem pour le napoléon, en progrès de 2,20 francs à 258,30 francs. Le volume des échanges est néanmoins resté à peu près inchangé à 11,26 millions de francs contre 11,88 millions.

LONDRES

Nouvel effritement

L'effritement des cours a repris jeudi matin au London Stock Exchange dans un marché peu actif et l'indice des industrielles est repassé en dessous de la barre des 500 points. Repli également des pétroles. Seules les mines d'or poursuivent leur avance.

Or (ouverture) (dollars) 207 30 contre 204 30

VALEURS	CLOTURE 30 8	COURS 31 8
Beecham	705 ...	701 ...
British Petroleum	885 ...	882 ...
Courtaulds	114 ...	113 ...
De Beers	415 ...	422 ...
Imperial Chemical	398 ...	395 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	241 ...	236 ...
Shell	578 ...	573 ...
Vickers	200 ...	198 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3 8	31 1/4
*West Driefontein	30 1 8	33 3 8
*Western Holdings	22 3 4	28 3 4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

JACQUES BOREL INTERNATIONAL. — Pour le premier semestre, un déficit net consolidé de 58 millions de francs a été enregistré au lieu de 97 millions au 30 juin 1977. Le redressement de l'affaire se poursuit depuis le début du second semestre et s'accélère même selon les dirigeants du groupe, qui espèrent parvenir à équilibrer le résultat d'exploitation pour cette période.

NOBEL BOZEL. — Un important contrat pour la construction d'un grand complexe touristique en Egypte a été signé avec un groupe privé saoudien.

Ce contrat porte sur l'étude, le montage financier et la présélection d'entreprises de construction.

EUROMARCHE. — Dans le cadre d'un contrat de franchise signé avec la société saoudienne Arabian Food Marketing, Euromarché assurera la gestion d'un hypermarché à son enseigne dont l'ouverture à Ryad est prévue au début de 1980.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	29 août	30 août
Valeurs françaises	147,3	145,4
Valeurs étrangères	106	105,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	83,9	83,1

NEW-YORK

Echec à la reprise

Après deux jours de baisse, une tentative de reprise a été enregistrée mercredi à Wall Street. Mais elle a en partie échoué, l'indice des industrielles ne conservant finalement en clôture qu'une très modeste avance de 0,52 point à 880,72 après être un moment monté jusqu'à 888,17.

Le nombre de hausses a néanmoins été supérieur à celui des baisses et, sur 1 878 valeurs traitées, 802 ont progressé, tandis que 672 fléchissaient.

L'activité s'est encore accélérée, 37,75 millions de titres changeant de mains contre 33,78 millions précédemment.

Bien qu'attendu, le relèvement des taux de base bancaires (prime rate) de 9 % à 9,25 % a jeté un froid sur le Big Board, où les inquiétudes sont déjà vives devant la tension du loyer de l'argent observée sur le marché monétaire. Les opérateurs, de ce fait, n'ont pas prêté une très grande attention aux pronostics relativement optimistes de la Chase Econometrics, dont les experts estiment que les taux des Federal Funds pourraient revenir à 7,5 % à la fin de l'année contre 8 9/16 % au maximum à l'heure actuelle.

VALEURS	COURS 29 8	COURS 30 8
Alcoa	46 ...	45 3 4
A.T.T.	60 5 8	60 3 4
Boeing	68	68 ...
Chase Manhattan Bank	33 3 8	33 ...
Du Pont de Nemours	124	125 ...
Eastman Kodak	64 1 2	64 1 4
Exxon	49 5 8	49 3 8
Ford	44	43 3 4
General Electric	55 1 8	54 1 2
General Foods	33 1 4	33 1 4
General Motors	62 7 8	62 5 8
Goodyear	17 1 2	17 1 8
I.B.M.	292 1 2	293
I.T.T.	32 3 8	32 3 8
Kennecott	23 1 4	23 5 8
Mobil Oil	65 3 4	66 ...
Pfizer	35 1 4	35 1/4
Schlumberger	87 5 8	89
Texaco	24 5 8	24 1 2
U.A.L. Inc.	39 5 8	40 3 8
Union Carbide	40 7 8	40 3 4
U.S. Steel	27 ...	26 3 8
Westinghouse	23 1 4	23 1/4
Xerox	58 3 4	58 5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	30 8	31 8
1 dollar (en yens)	188 75	190 ...

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 ... %

BOURSE DE PARIS - 30 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	34 05	2 745
5 %	52	2 890
5 % 1920-1960	d150	2 890
3 % amort. 45-54	71	8 247
4 1/4 % 1963	94 90	4 347
Emp. N. Eq. 5½ 65	103 10	4 822
Emp N. Eq.6%66	167	5 490
Emp N. Eq.6%67	103 30	1 496
Emp. 8,80 % 77.	104 40	2 411
Emp. 9,80 % 78.	101 10	1 342
E.D.F. 6½ 1950..	...	1 834
— 5% 1960..	...	2 895

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 7 % 1973.	....	3640
E.D.F. parts 1950	...	
E.D.F. parts 1950	...	525
Ch. France 3 %	177 ..	177
A.G.F.(Sté Cent.)	480	480
Ass Gr. Paris-Vie	..	1548
Concorde	378	363
Epargne France	...	298
Financ. Victoire	291 ..	291
France I.A.R.D	201 50	195

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
BAN (Sté) Centr.	614	614
Protectrice A.I.R.	291 20	285 ..
S.P.E.G.	196	193
U.A.P.	566	565
Alsacien. Banque	316	316
Banque Hervet	209	209
Bque Hypot. Eur.	265	265 50
Bque Nat. Paris	321	321
(Li) B Scalb. Dug.	102	101
Banque Worms	192	190 20
C.G.I.B.	58 50	60 50
Cofica		
C.A.M.E.	82 ..	80
Creditel	133 80	133
Créd. Gén. Indust	203	205
Cr Ind. Als.-Lor.	167	165
Crédit Lyonnais	316 50	316 20
Electro-Banque	156	156
Eurobail	152	151
Financière Sofal.	318	318
Fr. Cr et B (Cie).	69	70
France-Bail	265 10	276
Hydro-Energie	21 50	20 80
Immobail B.T.P.	176 50	177
Immobanque	243	238
Immofice	213 ..	210
Interbail	217	214
— (obl. conv.)	213	218

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
742	4,5 % 1973.	739	737	736 50	736 ..
2545	C.N.E. 3 %	2550	2570	2560	2556 ..
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30 8	COURS DES BILLETS échangé de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 417	4 354	4 42
Allemagne (100 DM)	219 55	219 230	219
Belgique (100 F)	13 891	13 930	13 475
Pays-Bas (100 fl.)	201 55	202 45	201 50
Danemark (100 krd)	79 40	79 50	78 50
Suède (100 krs)	98 61	98 57	93 25
Norvège (100 k.)	83 26	83 45	82 00
Grande-Bretagne (£ 1)	8 434	8 460	8 50
Italie (1 000 lires)	5 224	5 218	5 25
Suisse (100 fr.)	262	265 10	261 50
Autriche (100 sch.)	30 286	30 370	30 25
Espagne (100 pes.)	5 944	5 920	5 65
Portugal (100 esc.)	9 64	9 645	9 75
Canada ($ can. 1)	3 842	3 793	3 845
Japon (100 yens)	2 290	2 300	2 24

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30 8
Or fin (kilo en barre)	28790	28950
Or fin (en lingot)	28790	28985
Pièce française (20 fr.)	256 10	258 30
Pièce française (10 fr.)	206	201
Pièce suisse (20 fr.)	257 60	257 50
Union latine (20 fr.)	232 20	235
Souverain	257 10	259
Pièce de 20 dollars	1278 40	1282 80
Pièce de 10 dollars	670	677 .
Pièce de 5 dollars	430	.
Pièce de 50 pesos	1128 50	1142 .
Pièce de 10 florins	236	238 .

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LIRE ÉGALEMENT

Le 1er septembre

LE SMIC PASSERAIT A 11,07 FRANCS DE L'HEURE

Au ministère du travail on laissait entendre, ce jeudi 31 août, que l'arrêté fixant le niveau du SMIC à 11,07 F de l'heure pourrait être publié dans les tout premiers jours de septembre. Cependant à l'hôtel Matignon on continuait à s'interroger sur la formule qu'il convenait de retenir pour déterminer si l'indice officiel des prix avait bien progressé de 2 % ; ce qui selon la loi de 9170 entraine une augmentation automatique et correspondante du SMIC.

Si l'addition des hausses mensuelles de juin (0,8 %) et juillet (1,2 %) indique bien une progression totale de 2 %, le rapport entre le niveau atteint par l'indice en juillet (201,3) et celui de mai (197,4), n'est que de 1,97 %.

Dans le cas d'un relèvement de 2 %, et sur la base horaire de 40 heures, le SMIC passerait de 1 887,90 F par mois à 1 925 F.

● *L'équipe de France de football* qui rencontrera la Suède le 1er septembre au Parc des Princes aura la composition suivante : Rey ; Battiston, Rio, Lopez, Bossis ; Bathenay, Michel, Jouve ; Rouyer, Gemmrich, Six.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1978 a été tiré à 531 546 exemplaires.

A B C D E F G

LE DÉBUT DU PONTIFICAT

Le chemin du pape est un petit chemin de croix

déclare Jean Paul Ier aux cardinaux

Cité du Vatican. — Jean Paul Ier a reçu environ quatre-vingts membres du Sacré Collège, le 30 août, dans la salle du consistoire du palais apostolique. En réponse à l'allocution d'accueil du cardinal doyen Carlo Confalonieri, le pape devait prononcer un discours préparé par ses secrétaires à partir d'un schéma qu'il leur avait indiqué. Mais devant le style compliqué de ce texte, le pape a préféré improviser sur un ton beaucoup moins formel.

D'autre part, ce jeudi 31 août, Jean Paul Ier a reçu les ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège.

Le pape a confirmé enfin la date précédemment fixée de la troisième conférence générale de l'épiscopat latino-américain du 12 au 28 octobre. Il a également reconduit les cardinaux Sebastiano Baggio et Aloisio Lorscheider, ainsi que Mgr Ernesto Corripio Ahumada dans la charge de présider cette même conférence « au nom du pape », et Mgr Alfonso Lopez Trujillo dans la charge de secrétaire général *de cette assemblée.*

De notre envoyé spécial

Jean Paul Ier continue de déconcerter les uns et de ravir les autres par sa volonté de briser le protocole qui entoure sa haute charge. Après avoir remplacé le discours officiel par des remarques improvisées, il a repris le texte officiel pour lire la dernière phrase : « *Au nom du Christ et en gage de notre paternelle bienveillance, nous vous donnons avec une particulière émotion à vous, à vos collaborateurs et à toutes les âmes qui sont confiées à votre charge pastorale les prémices de notre bénédiction apostolique propiciatrice.* »

Ensuite, il a souri en ajoutant : « *Eh bien, la formule est un peu grandiose. A présent, je vous bénis, mais il paraît étrange de vous donner la bénédiction apostolique à vous, puisque vous êtes tous, en tant qu'évêques, les successeurs des apôtres.* »

Auparavant, il avait conféré librement avec les cardinaux.

Jean Paul Ier a commencé par *leur demander pardon* pour sa remarque rapportée par la presse après son élection : « *Que Dieu me pardonne pour ce que vous m'avez fait* », en ajoutant qu'il ne voulait pas donner l'impression de réprimander le Sacré Collège.

« *Ce n'est pas tout à fait cela*, dit-il. *Un souvenir d'école m'est spontanément revenu à l'esprit. J'étudiais un texte de Todesco, à l'école, qui parlait de saint Bernard. Il racontait la réaction de celui-ci lorsqu'un des siens était devenu le pape Eugène III. « Qu'avez-vous fait ? s'écria-t-il ; » que Dieu vous pardonne !* »

Ensuite, Jean Paul Ier a avoué son ignorance des choses de la Curie : « *Je ne connais rien de cela, je suis ignorant. La première chose qui j'ai faite à peine élu pape était de me mettre à lire l'annuaire pontifical pour connaître l'organisation du Saint-Siège. Donc, aidez-moi !* »

Puis il s'est expliqué par une image : « *Au concile nous avions tendance à donner une image de l'Eglise à l'aide de citations bibliques — la vigne du Christ, la famille, le troupeau du Seigneur, le peuple de Dieu, etc. Aucun, que je sache, n'a osé dire — car cela ne se trouve pas dans la Bible — que l'Eglise, au moins en ce qui concerne son organisation externe, est une horloge qui donne des directives au monde au moyen de ses aiguilles.* »

Après avoir demandé aux cardinaux de l'aider à porter la croix, comme Simon de Cyrène avait aidé le Christ, car « *le chemin du pape est un petit chemin de croix* », Jean Paul Ier a souligné la nécessité de la collaboration.

« *Une fois*, raconte-t-il, *le pape Paul VI m'a fait un reproche. Il m'a dit : « Vous ne me demandez pas souvent une audience. »* Et j'ai répondu : *Je suis très occupé à Venise. D'autre part je crois que Votre Sainteté a déjà tellement de peines que j'hésite à lui en apporter d'autres.* » *Mais vous*, ajouta Jean Paul Ier aux cardinaux « *ne faites pas comme moi, je pense que j'aurai grand besoin des évêques qui sont loin de Rome.* » Le pape a terminé en invitant l'Eglise à l'unité, en citant le deuxième chapitre de la Constitution conciliaire *Lumen Gentium.*

L'*Osservatore Romano*, organe du Vatican, n'a pas donné une ligne de ce discours improvisé mais Radio-Vatican ainsi que la radio italienne avaient branché un micro dans la salle du consistoire et quelques extraits du véritable discours du pape ont été ainsi diffusés sur les ondes.

ALAIN WOODROW.

L'ACCORD PEUGEOT-CITROËN CHRYSLER

Pour rester compétitif, il faut disposer d'une dimension suffisante

déclare M. Jean-Paul Parayre

M. Jean-Paul Parayre, président du directoire P.S.A. Peugeot-Citroën, a tenu jeudi 31 août au Palais des congrès à Paris une conférence de presse portant sur les récents accords signés avec Chrysler Corporation. On notait dans la salle une forte représentation de la presse britannique. On sait en effet que Chrysler U.K. est la parente malade du groupe Chrysler et qu'à ce titre les Britanniques se posent beaucoup de questions sur le sort qui leur est réservé.

M. Parayre, dans une déclaration liminaire, a donné les raisons de l'accord signé le 10 août. « *Quatre ans après la crise automobile de 1974 nous constatons*, a déclaré M. Parayre, *que le marché de l'automobile s'est redressé plus rapidement que prévu, qu'il s'est élargi à l'échelle mondiale et que dans cette compétition internationale l'industrie européenne apparaît encore bien placée par sa technique, mais en retard par ses structures. Cette évolution du marché ne nous a pas surpris.* »

« *Sur le plan industriel et technique* » a poursuivi M. Parayre « *et contrairement à certaines observations superficielles, l'automobile a connu dans le passé, sous des dehors inchangés, une évolution progressive mais importante. Elle doit aujourd'hui opérer une véritable mutation pour s'adapter aux exigences nouvelles d'économies d'énergie et de protection de l'environnement...*

» *Pour faire face à cette mutation, pour effectuer les efforts de recherche indispensables, pour financer les investissements nécessaires, en un mot pour rester compétitif, il faut disposer d'une dimension suffisante.* »

A l'intention des nombreux journalistes britanniques présents dans la salle, M. Parayre a enfin déclaré : « *Je voudrais redire à nos amis anglais et écossais ma conviction que l'intégration de Chrysler U.K. dans un grand groupe automobile européen offre à cette société de nouvelles chances de redressement et par conséquent d'expansion et de prospérité pour son réseau et son personnel.* »

A la question de savoir si P.S.A. Peugeot-Citroën avait l'intention de rencontrer les représentants des syndicats britanniques concernés par l'accord, M. Parayre a répondu qu'il entamerait ces conversations dans la mesure où le gouvernement britannique donnerait son aval à l'accord du 10 août. Il ne doute pas d'ailleurs que cette éventualité soit prochaine car, dit-il, le gouvernement britannique est tout aussi intéressé qu'un autre gouvernement quand l'expansion se présente.

● *La Confédérations des syndicats libres* élève « une vive protestation contre l'interdiction d'entrée qu'ont opposée les organisateurs de la conférence de presse de M. Jean-Paul Parayre, journalistes et photographes du C.S.L. chargés de rendre le compte rendu de cette réunion.

LA DISPARITION D'UN DC-3 EN MÉDITERRANÉE

Une enquête est ouverte par la police de l'air

Les autorités italiennes avaient retrouvé, au début du mois, un réservoir d'avion qui pourrait avoir appartenu au DC-3 qui a disparu le 28 juillet au large de la Sicile. Cette information n'a été révélée que mercredi 30 août par la police italienne. Ce réservoir, qui a été découvert près des îles Lipari (Eoliennes), au nord de la Sicile, comporte des inscriptions qui devraient permettre d'en établir rapidement la provenance. Ces inscriptions, gravées sur une plaque d'aluminium, sont les suivantes : « *FG part N° 225-48 000 91. Navy serial NO A 1214. Rework year : 76 month : 11 QC Stamp 203.* » Ce qui signifie, entre autres, que la dernière révision de l'appareil a eu lieu en novembre 1976. Or ce n'est pas le cas du Dakota disparu, dont la « *grande visite* » a été effectuée au printemps de cette année. Mais il faudra attendre le résultat des expertises pour savoir si ce réservoir de couleur vert et blanc provient du DC-3 recherché.

D'autre part, des témoins auraient affirmé avoir vu, le 28 juillet, vers 14 heures, un avion en difficulté volant à très basse altitude et qui aurait pu s'écraser en mer.

Un convoyage ?

Pour l'instant, le mystère reste donc entier. Tout ce que l'on sait est que l'avion n'avait embarqué à Toulouse que des pièces de rechange et, selon certains, dix fûts vides de 200 litres.

Selon la police de l'air et des frontières, on aurait interdit à l'équipage de charger des fûts pleins à l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Cette opératino a-t-elle été effectuée ailleurs notamment après l'escale de Palerme ?

Pour M. Pierre Teyssedre, pilote professionnel d'un avion-taxi basé à Rodez (Aveyron), qui avait demandé à ses deux amis, MM. Roland Rancoules et Philippe Toutu, pilotes à Air Rouergue (ancienne appellation de l'Union aéronautique régionale) de convoyer l'appareil en Sicile, il est établi qu'un autre équipage devait prendre le relais et emmener le DC-3 vers sa destination officiellement annoncée, la Thaïlande (*nos dernières éditions*). Mais, depuis, on est sans nouvelles des deux pilotes. D'après la famille de M. Raucoules, ce dernier avait dit qu'il devait achever sa « mission » le 14 août.

Il semble donc bien que, dès le départ, les deux pilotes avaient accepté un contrat de longue durée. Pour quelle destination ? Tchad, Libye ? Rien ne permet de l'affirmer. Mais c'est le plus probable. Pourtant, selon M. Robert Boname, propriétaire du DC-3, M. Teyssedre avait affirmé qu'il achetait cet avion « *pour faire de l'exploitation commerciale vers l'Afrique avec M. Bonouvrier* ».

La police de l'air et des frontières, qui, depuis quelques jours, mène une enquête administrative, aura à éclaircir tous ces mystères. Elle a entendu, mercredi 30 août, M. Pierre Riom, directeur de l'Union aéronautique régionale, et interrogera, ce jeudi 31 août, M. Pierre Teyssedre, qui s'est rendu à Toulouse. La PAF s'intéresse notamment à la personnalité de M. Michel Bonouvrier, commanditaire de cette mission. Au dire de M. Teyssedre, M. Bonouvrier est un homme d'affaires pressé. Il avait téléphoné pour conclure rapidement l'achat d'un appareil. Les deux hommes s'étaient *rencontrés pour la première fois à Nice.*

Dans les milieux aéronautiques, on se demande pourquoi cet homme a acheté aussi cher (500 000 francs) un avion qui ne pouvait transporter en définitive qu'une faible quantité d'armes. Le DC-3 était-il donc simplement chargé de convoyer vers l'Afrique une personnalité quelconque ? Dans ce cas, un petit bimoteur aurait suffi. En tout état de cause, l'enquête risque d'être longue, du fait notamment de l'inertie de la direction de la navigation aérienne italienne.

● *Grève de vingt-quatre heures des cheminots du Mans.* — Les cheminots du Mans se sont mis en grève le mercredi 30 août à midi et pour vingt-quatre heures, afin de protester contre des sanctions prises par la direction de la S.N.C.F. à l'encontre de certains agents « *pour non respect des normes de sécurité* ».

LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE DE CAMP DAVID

M. Carter n'exclut pas l'hypothèse d'une présence militaire américaine dans les territoires occupés

A l'approche de la conférence qui *réunira, le 6 septembre*, à Camp David, MM. Carter, Sadate et Begin, M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, a rappelé la position soviétique à l'occasion de la visite officielle à Moscou de son collègue syrien, M. Khaddam. Au déjeuner offert en son honneur, M. Gromyko a déclaré : « Les principes de règlement que défendent l'U.R.S.S. et la Syrie sont bien connus ; c'est le retrait total des troupes israéliennes de tous les territoires occupés en 1967, l'exercice des droits inaliénables du peuple arabe de Palestine, y compris son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat national, et la garantie du droit de tous les Etats de la région impliqués dans le conflit à une existence indépendante et à la sécurité. »

De notre correspondant

Jérusalem. — La presse israélienne reproduit ce jeudi 31 août *les diverses informations* publiées ces derniers jours aux Etats-Unis selon lesquelles le gouvernement de Washington envisagerait l'établissement d'une présence militaire américaine au Proche-Orient en contrepartie d'un retrait israélien des territoires occupés au cas où un accord serait obtenu après la conférence de Camp David (1).

La *plupart des journaux et* la radio israélienne ont également rapporté les propos du président Carter, qui, interrogé à ce sujet le 29 août, a déclaré qu'il était « *réticent* » à cette idée, mais qu'il ne l'écartait pas dans la mesure où elle pourrait être utilement discutée à Camp David.

Pour leur part, les quotidiens *Al Hamishmar* et *Jerusalem Post*, citant des sources officieuses à Washington, indiquent que l'administration américaine a récemment contacté, de manière informelle, les gouvernements australien, néo-zélandais et canadien afin de savoir s'ils accepteraient de participer à l'installation en Cisjordanie et à Gaza d'une « *force internationale* » chargée de garantir un éventuel accord de paix.

Le *Jerusalem Post* publie par ailleurs une interview de M. Elias Freij, maire Bethleem (*Cisjordanie*), qui *vient de rentrer* des Etats-Unis, où il a eu de nombreux entretiens avec diverses personnalités politiques. M. Freij estime que l'administration Carter n'a pas pour le moment l'intention d'envoyer des troupes dans les territoires occupés, mais serait prête cependant, en cas d'accord sur un retrait israélien, à envoyer quelque deux mille « *observateurs* » et techniciens pour assurer — en collaboration avec la Jordanie et l'Egypte — un « *contrôle de la sécurité* » dans les *territoires*. Il pourrait s'agir d'un système de surveillance électronique semblable à celui qui fut mis en place depuis le dernier accord de désangagement en *1975 dans le Sinaï entre les lignes* égyptiennes et israéliennes. Près de deux cents civils américains sont actuellement employés dans les différents postes situés près des cols de Mitla et Gidi. — F. C.

(1) Il s'agit notamment d'un article du *Washington Post* assurant que M. Carter envisage l'installation d'une base aérienne américaine dans le Sinaï et de forces terrestres en Cisjordanie et a déjà, en mars dernier, fait cette suggestion à M. Begin.

En Iran

Les manifestations se poursuivent à travers le pays

Tandis que le président du P.C. chinois, M. Hua Kuo-feng, poursuit sa visite officielle à Téhéran (1), où il s'est entretenu *mercredi 30 août avec le chah*, les manifestations hostiles au régime se poursuivent en Iran. Des manifestants ont notamment attaqué des banques et des dancings le 30 août, dans la capitale iranienne. A Qom, plusieurs milliers de personnes ont défilé mardi soir 29 août. Profitant, d'autre part, des mesures de libéralisation prises *par le nouveau gouvernement*, de nombreuses formations politiques se manifestent chaque jour. Elles réclament des élections libres, la liberté de la presse, le droit de réunion, l'amnistie des prisonniers et la dissolution de la Savak (police politique).

Le gouvernement de M. Charif Emami, nouveau premier ministre, a *catégoriquement démenti*, le 30 août, avoir pris des contacts avec l'Ayatollah Khomeiny, leader religieux exilé en Irak, comme l'affirmaient plusieurs quotidiens de Téhéran. L'Ayatollah Khomeiny, au demeurant, a rejeté, dans un communiqué très violent, les offres de réconciliation du régime (*le Monde* du 31 août).

Dans un communiqué diffusé à Paris, le comité central du parti Toudeh (communiste prosoviétique), rejette, lui aussi, les les appels à la réconciliation lancés par le régime. « *En prétendant respecter la Constitution, les principes fondamentaux de l'islam, et en prenant des mesures démagogiques*, écrit le Toudeh, *le nouveau cabinet voudrait apaiser la situation. L'objectif poursuivi par le régime est de créer des scissions dans l'opposition ; de gagner du temps pour échapper à l'offensive des opposants. L'opinion publique de notre pays n'est pas dupe de ce nouveau stratagème.* »

Le chah invité au Japon ?

Le chah, quant à lui, qui a déjà reçu les témoignages de soutien de l'Arabie Saoudite et de la Chine, devrait être prochainement invité au Japon, a-t-on appris le 30 août à Tokyo, de source informée. Au préalable, M. Takeo Fukuda, premier ministre japonais, se rendra à partir du 5 septembre en Iran, en Arabie Saoudite, *dans les Emirats* arabes unis et à Qatar.

(1) Selon une dépêche A.F.P. de Belgrade qui fait état d'une source informée, la prochaine série de voyages à l'étranger du président Hua Kuo-feng commencera par des visites en France, en République fédérale d'Allemagne et au Japon.

● *M. Habib Bourguiba* a reçu, mercredi 30 août à Paris M. Pierre Mendès France, ancien président du conseil. Le président tunisien, qui est arrivé à Paris début juillet pour se reposer et subir une série d'examens médicaux, devait regagner Tunis ce jeudi dans l'après-midi.

